



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

*Provisoire*

**8452<sup>e</sup>** séance

Samedi 26 janvier 2019, à 9 heures

New York

*Président :* M. Vargas Maldonado/ M. Singer Weisinger . . . . . (République dominicaine)

*Membres :*

|   |                           |
|---|---------------------------|
| Afrique du Sud . . . . .                                      | M. Matjila                |
| Allemagne . . . . .   | M. Heusgen                |
| Belgique . . . . .  | M. Pecsteen de Buytswerve |
| Chine . . . . .   | M. Ma Zhaoxu              |
| Côte d'Ivoire . . . . .                                       | M. Ipo                    |
| États-Unis d'Amérique . . . . .                               | M. Pompeo/M. Abrams       |
| Fédération de Russie . . . . .                                | M. Nebenzia               |
| France . . . . .  | M <sup>me</sup> Gueguen   |
| Guinée équatoriale . . . . .                                  | M. Ndong Mba              |
| Indonésie . . . . .   | M. Djani                  |
| Koweït . . . . .  | M. Alotaibi               |
| Pérou . . . . .   | M. Meza-Cuadra            |
| Pologne . . . . .   | M <sup>me</sup> Wronecka  |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . . | M. Duncan                 |

## Ordre du jour

La situation en République bolivarienne du Venezuela

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 9 h 15.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie ne peut appuyer cette tentative de nos collègues des États-Unis d'appeler à débattre de la situation au Venezuela. Globalement, il s'agit d'un nouvel abus flagrant des prérogatives du Conseil de sécurité par l'un des membres, qui plus est un membre permanent, pour introduire à l'ordre du jour la question telle qu'elle a été formulée.

La situation interne de ce pays d'Amérique latine n'est pas une question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Ce qui se passe au Venezuela ne nous semble pas présenter de menace à l'extérieur du pays. Le Venezuela ne représente pas une menace pour la paix et la sécurité internationales. Si quelque chose fait peser une menace sur la paix, ce sont bien les actions scandaleuses et agressives menées par les États-Unis et leurs alliés pour renverser le Président légitimement élu du Venezuela.

Ce que l'on constate, au fond, c'est que Washington, sans s'embarrasser de principes et en violation de toutes les normes du droit international, tente d'organiser un coup d'État dans ce pays. Cette situation, sur laquelle nous entendrons assurément les vues du peuple vénézuélien et des États d'Amérique latine, doit être plutôt considérée par le Conseil comme une menace pesant sur le Venezuela. À cet égard, nous demandons un vote de procédure sur le point de l'ordre du jour au titre duquel la présente séance est convoquée. Nous ne sommes pas d'accord pour examiner le point intitulé « Situation en République bolivarienne du Venezuela », d'autant que cette question n'est pas inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Selon nous, il serait plus approprié de mener un débat sur le point de l'ordre du jour intitulé « Menaces contre la paix et la sécurité internationales », à la lumière de cette violation du paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Nous demandons à tous ceux qui partagent notre point de vue de nous soutenir.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique a demandé la parole.

**M. Pompeo** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Le Conseil de sécurité se concentre sur la préservation de la paix et de la sécurité internationales.

L'ancien régime Maduro a opprimé sa population pendant des années, obligeant des millions de Vénézuéliens à fuir le pays simplement pour avoir accès à de la nourriture et de l'eau. Cela a dépassé les capacités des pays de la région à satisfaire de façon adéquate les besoins humanitaires urgents. L'ancien Président Maduro est entièrement responsable de cette tragédie, car il a laissé les Vénézuéliens dépérir sans aliments ni aide humanitaire.

Le 10 janvier, l'Organisation des États américains (OEA) a adopté une résolution qui refusait de reconnaître le régime illégitime de Maduro et qui demandait que davantage d'attention soit accordée aux souffrances de la population vénézuélienne. La semaine dernière, nous avons tous reçu une lettre au titre de l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, adressée par le Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro Lemes, qui décrivait concrètement les effets déstabilisateurs de cette crise sur la région. Et pourtant, en dépit de cette tragédie et des appels lancés par les organes régionaux pour qu'elle se voie accorder davantage d'attention, l'Organisation des Nations Unies n'a pas encore tenu de séance officielle à ce sujet.

Nous avons maintenant un nouveau dirigeant au Venezuela, Juan Guaidó, qui a promis de ramener les élections et l'ordre constitutionnel au Venezuela et la sécurité dans la région. Nous ne pouvons pas retarder cette discussion critique, qui suscite l'attention du monde entier. Pour le bien du Venezuela et de la région, nous devons soutenir le peuple vénézuélien et le faire séance tenante.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Vu la demande qui a été faite et les observations formulées par les membres du Conseil de sécurité, j'ai l'intention de mettre aux voix l'ordre du jour provisoire.

Le Conseil est prêt à se prononcer sur l'ordre du jour provisoire de la séance d'aujourd'hui. Je vais maintenant mettre aux voix l'ordre du jour provisoire.

*Il est procédé au vote à main levée.*

*Votent pour :*

Belgique, République dominicaine, France, Allemagne, Koweït, Pérou, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

*Votent contre :*

Chine, Guinée équatoriale, Fédération de Russie, Afrique du Sud

*S'abstiennent :*

Côte d'Ivoire, Indonésie

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'ordre du jour provisoire a recueilli 9 voix contre 4, avec 2 abstentions.

L'ordre du jour provisoire est adopté.

### **La situation en République bolivarienne du Venezuela**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants d'Antigua-et-Barbuda, de l'Argentine, de la Barbade, de l'État plurinational de Bolivie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de la Dominique, de l'Équateur, d'El Salvador, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Paraguay, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, du Suriname, de l'Uruguay et de la République bolivarienne du Venezuela à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M<sup>me</sup> DiCarlo.

**M<sup>me</sup> DiCarlo** (*parle en anglais*) : La situation au Venezuela suscite de vives préoccupations. La crise prolongée dans ce pays a eu de graves effets sur la population, avec des niveaux élevés de polarisation politique, des besoins humanitaires croissants et de sérieuses inquiétudes relatives aux droits de l'homme. La situation économique du pays est devenue désastreuse. Les efforts répétés pour amener le Gouvernement et l'opposition à la table des négociations n'ont pas conduit à des accords concrets. Le Secrétaire général a constamment affirmé la nécessité d'un processus politique crédible, inclusif et ayant à cœur les intérêts du peuple vénézuélien.

La situation a des dimensions économique et politique. La population a été touchée de façon systémique. Les 30 millions de Vénézuéliens ont presque tous été touchés par l'hyperinflation et l'effondrement des salaires réels, la pénurie de denrées alimentaires, de médicaments et de fournitures de base, la détérioration des services de santé et d'éducation et la dégradation des infrastructures de base, telles que l'eau, l'électricité, les transports et les services urbains. Les réductions drastiques des capacités de production dans les secteurs

agricole, pharmaceutique et autres ont aggravé la situation des approvisionnements.

La baisse du cours du pétrole ces dernières années s'est poursuivie en 2018, accompagnée d'une réduction d'environ 500 000 barils par jour par rapport à 2017 et d'une chute correspondante des recettes. Le Fonds monétaire international a signalé que le taux d'inflation a atteint l'année dernière 1,37 million % et il a prévu une diminution du produit intérieur brut réel de 18 % en 2019. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, entre 2015 et 2017 il y avait 3,7 millions de personnes sous-alimentées dans le pays. Le taux de mortalité infantile a doublé ces dernières années. D'après les estimations de l'Organisation des Nations Unies, plus de 3 millions de Vénézuéliens vivent maintenant à l'étranger, dont environ 2,3 millions qui ont quitté le pays depuis 2015, surtout à destination d'autres pays d'Amérique du Sud.

Aux élections parlementaires de décembre 2015, l'opposition a remporté une grande majorité des sièges à l'Assemblée nationale. Par la suite, la Cour suprême a déclaré que l'Assemblée était coupable d'outrage et que toutes ses décisions étaient nulles et non avenues. En 2017, une Assemblée constituante nationale a été créée par l'intermédiaire d'élections auxquelles les partis d'opposition n'ont pas participé. L'Assemblée constituante nationale a repris des fonctions essentielles du pouvoir législatif et a entrepris un processus de réforme constitutionnelle, qui reste peu concluant et n'est pas reconnu par les partis d'opposition.

Les tentatives d'instauration d'un dialogue politique ont commencé dès mai 2016, grâce à une initiative facilitée par trois anciens Présidents, de la République dominicaine, du Panama et de l'Espagne, sous les auspices de l'Union des nations de l'Amérique du Sud. En dépit de quelques progrès initiaux, aucun accord concret n'a été conclu à l'issue de cette initiative, qui a été suspendue au début de 2017. À la mi-2017, des efforts de reprise du dialogue ont été déployés et des pourparlers officiels ont commencé en septembre 2017, accueillis par la République dominicaine et bénéficiant d'un accompagnement international. Les pourparlers ont pris fin en février 2018, sans que des accords aient été conclus. L'un des principaux domaines de désaccord était le calendrier électoral et les garanties d'élections libres, transparentes et crédibles. Le Gouvernement a ensuite organisé l'élection présidentielle en mai 2018. Le Président Nicolás Maduro Moros a été déclaré vainqueur face à deux autres candidats. La majeure

partie de l'opposition n'a pas participé à l'élection ni reconnu le résultat.

Le 10 janvier, Nicolás Maduro a prêté serment pour un deuxième mandat de six ans. Le 23 janvier, les manifestations à grande échelle organisées par l'opposition ont conduit Juan Guaidó, le Président de l'Assemblée nationale dirigée par l'opposition, à annoncer qu'il ne reconnaissait pas le Président Maduro ni son gouvernement. M. Guaidó s'est autoproclamé Président par intérim, s'engageant à former un gouvernement de transition et appelant à l'organisation d'élections.

Bien que les manifestations étaient majoritairement pacifiques, des violences se sont produites. Le Secrétaire général s'est dit très préoccupé par les informations faisant état de morts parmi les manifestants et il a demandé que des enquêtes transparentes et indépendantes soient menées sur ces incidents. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, des sources locales dignes de foi ont signalé qu'au moins 20 personnes ont été tuées durant ces troubles. De nombreuses autres personnes auraient été blessées et arrêtées durant ces violents incidents.

La Haute-Commissaire a déclaré hier que tout incident violent faisant des morts ou des blessés devait faire l'objet d'une enquête indépendante et impartiale pour déterminer si les autorités ont recouru de manière excessive à la force ou si des crimes ont été commis par les membres de groupes armés – progouvernementaux ou autres. Elle s'est déclarée extrêmement préoccupée par le fait que la situation au Venezuela pourrait rapidement échapper à tout contrôle, ce qui aurait des conséquences catastrophiques. La Haute-Commissaire a également souligné qu'il était de la plus haute importance de respecter le droit de réunion pacifique et de s'abstenir de tout usage excessif, disproportionné et aveugle de la force.

Dans une déclaration en date du 24 janvier, le Secrétaire général a souligné qu'il était urgent que tous les acteurs concernés s'engagent dans un dialogue politique ouvert et crédible afin de remédier à la crise prolongée que traverse le pays, en respectant pleinement la primauté du droit et les droits de l'homme. Il a proposé ses bons offices pour aider à régler cette crise. La préoccupation première est le bien-être du peuple vénézuélien et sa capacité de jouir pleinement de ses droits.

L'ONU fournit une aide, en particulier dans les domaines de la santé et de la nutrition, et le Secrétaire général a demandé à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) de mettre en place un mécanisme pour venir en aide aux Vénézuéliens qui quittent le pays. L'OIM et le HCR ont nommé M. Eduardo Stein, ancien Vice-Président du Guatemala, représentant conjoint chargé de travailler avec les gouvernements de la région pour veiller à ce que ces personnes reçoivent l'appui dont elles ont besoin.

Comme l'a souligné le Secrétaire général, en cette heure grave, il importe que tous les acteurs fassent preuve de la plus grande retenue pour éviter une escalade de la violence et des affrontements. Il existe des visions divergentes de ce que doit être l'avenir du Venezuela, mais nous devons tous être guidés par la recherche du bien-être du peuple vénézuélien et travailler de concert afin que tous ses besoins soient satisfaits. Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour prévenir une aggravation des tensions et nous devons aider à trouver un règlement politique qui permettra aux citoyens de ce pays de vivre dans la paix, la prospérité et d'exercer pleinement tous leurs droits fondamentaux.

**Le Président (*parle en espagnol*) :** Je remercie M<sup>me</sup> DiCarlo de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

Je donne la parole au Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique.

**M. Pompeo** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Au nom du Président Trump et du peuple américain, je tiens tout d'abord à remercier le Ministre des relations extérieures de la République dominicaine, Miguel Vargas Maldonado, Président en exercice du Conseil de sécurité, d'avoir organisé la présente séance. Mon ancienne collègue, l'Ambassadrice Haley, a fait pression pendant un an pour que le Conseil se penche sur la situation au Venezuela, mais ses appels n'ont pas été entendus. Cette séance aurait dû avoir lieu il y a longtemps et les membres du Conseil savent très bien pourquoi.

Prenons l'exemple de Carlos Aquino, un ouvrier du bâtiment de 37 ans en larmes sur le minuscule cercueil de son fils, un bébé mort de faim. Ces scènes de détresse sont devenues la norme au Venezuela de Nicolás Maduro Moros, où des millions d'enfants souffrent de malnutrition et de famine du fait d'une expérimentation

socialiste qui a provoqué l'effondrement de l'économie. Cette misère humaine n'est pas un secret. La presse internationale regorge de récits similaires. Chaque jour, nous pouvons lire les histoires d'hommes tels que Carlos. Les personnes dans sa situation sont la raison pour laquelle les États-Unis ont demandé la tenue de cette séance.

Nous sommes ici parce que Maduro a réduit les Vénézuéliens ordinaires, qui connaissaient autrefois la prospérité, à fouiller dans les poubelles pour trouver à manger. Nous sommes ici parce qu'une multitude de femmes vénézuéliennes – pour certaines des adolescentes – ont fui la folie de Maduro pour se réfugier dans d'autres pays où, par désespoir, elles se prostituent pour survivre. Nous sommes ici parce que Maria Vielma, une psychologue scolaire, a déclaré en larmes « Nous avons un gouvernement qui s'attache à détruire, et non à construire ». Pour sa part, Vladimir Sequera, un agriculteur qui n'a pas dépassé la sixième – espérait que sa belle-fille Gabriela puisse réaliser son rêve de devenir avocate. Cette dernière dit maintenant qu'ils ont été privés de leur avenir. Cet avenir – le sien et celui de tous les Vénézuéliens – n'a pas disparu comme par magie. Cet avenir, il a été volé par les fiascos politiques, l'oppression et la corruption du régime de Maduro.

Les États-Unis contribuent à éclaircir l'avenir du Venezuela. Nous sommes ici pour exhorter tous les pays à appuyer les aspirations démocratiques du peuple vénézuélien alors qu'il tente de se libérer du régime mafieux et illégitime de l'ancien Président Maduro. La situation humanitaire requiert une mobilisation immédiate; elle requiert que nous agissions sans attendre. Aujourd'hui, neuf Vénézuéliens sur 10 vivent dans la pauvreté. Des millions n'ont pas accès à l'eau potable et à la nourriture. Trois hôpitaux sur quatre sont abandonnés. Trois millions de Vénézuéliens ont été forcés de fuir leur patrie, créant une vague d'immigration qui submerge la région et menace la paix et la sécurité internationales. Les prisons de Maduro débordent de prisonniers politiques injustement mis derrière les barreaux, et les cimetières regorgent de dissidents et de manifestants assassinés par le régime.

Je voudrais parler au Conseil d'un d'entre eux – un membre du conseil municipal de Caracas nommé Fernando Albán Salazar. Il y a à peine quatre mois, il est venu dans cette ville pour rencontrer les représentants mondiaux, qui se réunissent ici chaque année à l'occasion du débat général de l'Assemblée générale. Il est venu parler des échecs du régime de Maduro et de son aspiration à un avenir plus démocratique et plus

prospère pour son pays. Puis il est rentré dans le pays qu'il aimait. La police secrète de Maduro l'a arrêté à l'aéroport dès sa descente d'avion. Il est mort en détention trois jours plus tard et les explications pathétiques fournies après sa mort n'ont convaincu personne.

C'est maintenant qu'il faut soutenir le peuple vénézuélien, reconnaître le nouveau Gouvernement démocratique dirigé par le Président par intérim, M. Guaidó, et mettre fin à ce cauchemar. Il n'y a aucune excuse. Les États-Unis se tiennent aux côtés du peuple vénézuélien. À ce jour, un grand nombre d'autres pays ont suivi leur exemple et ont eux aussi reconnu le Gouvernement légitime du Président par intérim, M. Guaidó. Les États-Unis se tiennent fièrement à ses côtés à l'appui du Venezuela. Il savait que le peuple vénézuélien n'avait plus un moment à perdre.

L'heure est venue pour tous les autres pays de choisir un camp. Il n'y a plus de place pour les tergiversations et autres délais. Soit un pays est du côté des forces de la liberté, soit il est le complice de Maduro et de son chaos. Certains ont publiquement pris parti pour l'ancien Président Maduro, notamment la Chine, la Russie, la Syrie et l'Iran, pour n'en citer que quatre. Pas plus tard que ce matin, nous avons tenté de trouver un moyen pour le Conseil de s'exprimer d'une seule voix en faveur du peuple vénézuélien et des idéaux démocratiques en proposant une déclaration présidentielle. Mais nos collègues russes et chinois ont refusé que cette initiative aille de l'avant. Il n'est pas surprenant que ceux qui gouvernent sans démocratie dans leurs pays tentent de soutenir Maduro lorsqu'il est en difficulté. Et ces pays ne défendent pas les normes internationales, comme ils le prétendent avec cynisme. La Chine et la Russie soutiennent un régime en faillite dans l'espoir de récupérer des milliards de dollars d'investissements et d'aide malavisés déboursés depuis des années. Cet argent n'a jamais eu pour but d'aider le peuple vénézuélien; il a rempli les poches du régime de Maduro, de ses sbires et de ses bienfaiteurs.

Toutefois, aucun régime n'a fait plus pour perpétuer la situation cauchemardesque du peuple vénézuélien que celui de La Havane. Depuis des années, les voyous des services de sécurité et de renseignement cubains, invités au Venezuela par Maduro en personne et par son entourage, soutiennent ce régime illégitime. Ils forment les hommes de main de Maduro aux pires tactiques cubaines dans les domaines de la sécurité et du renseignement. Le Ministère cubain de l'intérieur assure même la sécurité personnelle de l'ancien Président Maduro.



Les membres du Conseil utilisent souvent leurs microphones dans cette salle pour condamner l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures des États. Soyons parfaitement clairs. La puissance étrangère qui s'immisce aujourd'hui au Venezuela, c'est Cuba. Cuba a directement aggravé la situation. Les États-Unis et leurs partenaires sont les véritables amis du peuple vénézuélien.

Mercredi, le peuple vénézuélien a choisi de reprendre le contrôle de son pays à l'anniversaire du jour où le dictateur Marco Pérez Jiménez a été contraint à quitter le pouvoir en 1958. Nous appelons désormais les Vénézuéliens à œuvrer ensemble pour rétablir pacifiquement le Gouvernement constitutionnel et remettre le pays sur la voie de la sécurité, de la démocratie et de la prospérité. Alors des informations font état de manifestants vénézuéliens pacifiques tués ou blessés, nous soulignons également, une fois de plus, que les services de sécurité vénézuéliens doivent faire preuve de retenue.

Je tiens à être parfaitement clair. Le Président Trump et moi-même espérons sincèrement que nos diplomates continueront de bénéficier de la protection prévue par la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Le Venezuela ne doit pas mettre à l'épreuve la détermination des États-Unis à protéger leur propre peuple.

Nous espérons que la communauté internationale appuiera le peuple vénézuélien et le Gouvernement de transition dirigé par Juan Guaidó. Le 23 janvier, Guaidó s'est déclaré Président par intérim du Venezuela, conformément à la Constitution du Venezuela. Il a fait cette déclaration avec le plein appui de l'Assemblée nationale et du peuple vénézuélien. Nos nations doivent défendre l'état de droit et soutenir le dirigeant dont le peuple vénézuélien a affirmé qu'il est son président par intérim légitime. Nous espérons que des élections libres et équitables seront organisées dès que possible.

En 1961, le Président Kennedy a déclaré à Caracas : « Nous serons des partenaires pour bâtir une vie meilleure pour notre peuple ». L'ambition de l'Amérique n'a pas changé depuis lors. Nous sommes aux côtés du peuple vénézuélien dans sa quête d'une vie meilleure. Nous ne pouvons fermer les yeux sur les souffrances ni sur la tyrannie qui sévissent dans cette nation fière, pas plus que ne le doivent les autres pays qui ont à cœur la liberté et la prospérité. Aujourd'hui, nous appelons tous les membres du Conseil de sécurité à appuyer la transition démocratique du Venezuela et le rôle joué par le Président par intérim Guaidó dans cette transition.

**M. Duncan** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) :

Il n'y a probablement que de rares moments dans l'histoire où le taux d'inflation d'un pays doit être mesuré en millions de pour cent. Pourtant, c'est actuellement le cas au Venezuela. Ces sombres statistiques reflètent un effondrement économique total ainsi que la misère et la déchéance humaines auxquelles seule l'élite vénézuélienne corrompue peut échapper. Les gens meurent de faim, les enfants souffrent de malnutrition, les produits de première nécessité sont absents des rayons vides des magasins qui ont fait faillite, et, cette misère, des millions de personnes l'ont fuie pour se réfugier dans les pays voisins, où elles ont été secourues dans un élan de générosité humaine.

Cet état de pays à l'abandon, inexcusable et totalement évitable, est entièrement le fait d'un homme et de ses acolytes. Le socialisme vociférant de Nicolás Maduro Moros a détruit tout un pays et, malgré l'autosatisfaction morale qu'il affiche, son héritage durable sera non seulement d'avoir rendu les pauvres plus pauvres, mais aussi d'avoir fait d'eux des démunis. C'est notre inquiétude quant au sort du Venezuela et de son peuple qui motive notre présence ici aujourd'hui, et non de quelques sentiments « coloniaux ». Comment, en effet, un gouvernement qui se respecte peut-il justifier son soutien au régime toxique de M. Maduro, le destructeur de la nation?

Cependant, outre cette opinion que nous avons parce que nous sommes inquiets pour le peuple vénézuélien, l'Organisation des Nations Unies et nous-mêmes, le Conseil de sécurité, sommes également ici pour remédier aux pires maux de l'humanité. Pour ce faire, il nous faut tous défendre l'état de droit, qui, nous en sommes convaincus, doit régir les affaires de tous. Cet état de droit s'est effondré au Venezuela. Pire encore, il est continuellement affaibli, sapé et éradiqué par les excès dictatoriaux de Nicolás Maduro.

La dévastation économique provoquée par cet homme va de pair avec la privation de liberté et de justice. Nous avons vu le peuple vénézuélien se faire voler sa démocratie. Maduro a tenté de délégitimer l'Assemblée nationale, il a créé l'Assemblée constituante, artificielle et illégitime, et il a impitoyablement mis fin aux élections libres et équitables en bourrant les urnes et en corrompant la décision démocratique. L'opposition politique est réprimée et intimidée, ses dirigeants ont fui ou sont emprisonnés, et nous n'oublierons jamais que le militant de l'opposition Fernando Albán Salazar, dont vient de parler le Secrétaire d'État Pompeo, a été

arrêté puis retrouvé mort sous les fenêtres des locaux du Service de renseignement bolivarien. Le monde peut désormais voir que la présidence de Nicolás Maduro ne repose plus sur des bases démocratiques. La présidence de Nicolás Maduro n'est pas légitime.

Au Royaume-Uni, nous louons et appuyons sans réserve l'extraordinaire courage de Juan Guaidó dans sa lutte contre la fraude, la corruption et le caractère antidémocratique de Maduro. Nous saluons la décision de Juan Guaidó d'affirmer l'autorité légitime de l'Assemblée nationale. En conséquence, nous convenons que nous devons maintenant répondre avec dynamisme aux mesures courageuses prises par le peuple vénézuélien et l'opposition politique en saisissant le Conseil de sécurité de cette question cruciale. Les membres du Conseil doivent bien comprendre qu'il leur incombe de veiller à ce que l'Organisation des Nations Unies use de son autorité pour concourir à des changements positifs au Venezuela. Nos efforts doivent maintenant être axés sur la recherche d'une issue à la crise qui a dévasté le pays.

Je voudrais clarifier notre position. Le Royaume-Uni se rallie à l'Union européenne pour exiger la tenue d'élections urgentes, libres et régulières dans les meilleurs délais et pour demander la mise en place d'un gouvernement légitime. Nous appuyons l'Organisation des États américains et le Groupe de soutien de Lima, dont les membres ont traduit en septembre dernier le Gouvernement vénézuélien devant la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité. Citant plus de 8 000 exécutions extrajudiciaires, 12 000 arrestations arbitraires et la détention de 13 000 prisonniers politiques, ils ont marqué l'histoire en faisant de cette situation la première affaire dans laquelle un État entier est traduit devant la CPI.

Nous sommes tout à fait d'accord avec les États-Unis pour dire que l'Assemblée nationale et son président, Juan Guaidó, sont les mieux placés pour conduire le Venezuela vers le rétablissement de sa démocratie, de son économie et de sa liberté. C'est pourquoi nous pensons que Juan Guaidó est l'homme qu'il faut pour faire avancer le Venezuela, et nous le reconnaissons comme le Président par intérim constitutionnel si de nouvelles élections ne sont pas annoncées dans les huit jours.

Aujourd'hui, nous devons tous nous unir contre la tyrannie de Nicolás Maduro et en faveur des forces démocratiques légitimes au Venezuela. Le Venezuela peut et doit sortir des profondeurs de son désespoir actuel. Pour ce faire, il a besoin que cessent la tyrannie et la

corruption et que soient réinstaurés d'urgence la liberté, la démocratie et l'état de droit. Le Conseil de sécurité doit exprimer clairement son point de vue, et nous devons de toute urgence contribuer à ouvrir la voie à un avenir meilleur pour le Venezuela que Maduro a ruiné.

**M. Meza-Cuadra** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la tenue de la présente séance, et nous remercions M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo des informations importantes qu'elle nous a fournies. Nous saluons particulièrement la présence des hautes autorités qui nous accompagnent ce matin.

Nous estimons qu'il est important que le Conseil de sécurité examine la situation au Venezuela en vertu de l'Article 34 de la Charte des Nations Unies, qui l'autorise à enquêter sur toute situation qui semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que notre attachement aux efforts de diplomatie préventive que le Conseil doit déployer.

Le Pérou note avec grande inquiétude que la rupture de l'ordre constitutionnel au Venezuela a ouvert la voie à une grave crise politique, économique et humanitaire, qui constitue une menace pour la paix et la sécurité régionales. La politique de répression poursuivie par le régime illégitime de Nicolás Maduro contre son propre peuple alimente les perspectives de nouvelles escalades de la violence, dont le Conseil doit prévenir les conséquences et auxquelles il doit être attentif, en vertu des hautes responsabilités qui sont les siennes.

La réalité du peuple vénézuélien, que certains pays prétendent qualifier de problème interne, se traduit actuellement par un exode massif et historique d'environ 3,3 millions personnes en raison des actions et des politiques antidémocratiques, oppressives et dictatoriales du régime de Maduro. Les projections les plus modérées indiquent que ce chiffre augmentera de deux autres millions à court terme du fait de l'escalade de la violence et de la crise humanitaire que connaît ce pays. Nous pouvons voir comment la rapidité et la complexité de ce phénomène créent une situation de crise et de tensions régionales, à laquelle certains pays doivent faire face d'urgence afin de répondre aux besoins les plus fondamentaux de la nouvelle diaspora. À lui seul, le Pérou a accueilli à ce jour quelque 700 000 - je dis bien 700 000 - réfugiés et migrants vénézuéliens que nous hébergeons et aidons.

La crise humanitaire et la répression politique au Venezuela ne datent pas d'hier. Le Secrétariat général de l'Organisation des États américains, la Commission

interaméricaine des droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont affirmé qu'il existe des preuves indiquant un recours systématique et stratégique aux assassinats, à l'incarcération, à la torture, aux viols et à d'autres formes de violences sexuelles, l'objectif étant de terroriser le peuple vénézuélien et d'écraser l'opposition au régime. Face à la commission de ces crimes graves, le Pérou, de concert avec l'Argentine, le Canada, le Chili, la Colombie et le Paraguay ont, au titre de l'article 14 du Statut de Rome, demandé au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale d'ouvrir une enquête sur les crimes contre l'humanité que le régime de Maduro commet au Venezuela depuis le 12 février 2014.

La crise politique et sécuritaire s'est aggravée depuis l'investiture illégitime de Nicolás Maduro sur la base d'un processus électoral qui ne peut être considéré comme démocratique, libre, juste et crédible car il n'a pas respecté les normes internationales minimales en matière de participation, de justice, de transparence et d'observation internationale.

C'est pour cela que le Groupe de Lima, un mécanisme composé d'États de la région chargé de trouver une solution pacifique à la situation au Venezuela, n'a pas reconnu la légitimité du processus électoral du 20 mai 2018.

L'illégitimité du régime est aussi le résultat d'un processus continu de démantèlement de la démocratie et des libertés fondamentales, complété par l'absence réitérée et avérée de volonté de ce régime de promouvoir des solutions pacifiques via le dialogue avec l'opposition. Nous devons déplorer le fait que la réponse de la dictature de Nicolás Maduro aux manifestations du peuple vénézuélien dans le cadre de cette crise a été l'emploi disproportionné de la violence, la persécution politique et la répression. C'est pourquoi nous appelons une fois de plus à la cessation immédiate de la violence et à la libération de tous les prisonniers politiques au Venezuela.

À cet égard, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a indiqué qu'au cours des 180 manifestations populaires qui ont eu lieu cette semaine, il y a eu des pertes en vies humaines, ainsi que des arrestations massives de la part des forces de sécurité et des groupes armés pro-gouvernementaux. Nous demandons l'ouverture d'une enquête indépendante afin de traduire les responsables en justice. Nous rappelons à cet égard que dans la résolution qu'il a adoptée le 10 janvier, le Conseil permanent de l'Organisation des États américains a décidé de ne pas reconnaître le nouveau régime

de Nicolás Maduro et demandé à ses États membres d'adopter des mesures qui contribuent à un retour rapide à l'ordre démocratique. Cette position des pays de la région est en phase avec la déclaration publiée le 4 janvier par le Groupe de Lima, dans laquelle il a demandé à Nicolás Maduro de transférer, à titre provisoire, le pouvoir exécutif à l'Assemblée nationale jusqu'à la tenue de nouvelles élections au Venezuela.

Le Pérou, à l'instar d'autres pays d'Amérique latine et d'autres régions, a reconnu le Président de l'Assemblée nationale Juan Guaidó comme Président en exercice de la République bolivarienne du Venezuela, dans le strict respect des dispositions de la Constitution de ce pays. De même, nous réaffirmons l'autorité constitutionnelle de l'Assemblée nationale du Venezuela, seul organe démocratiquement élu, et appuyons fermement les mesures qu'elle a adoptées, notamment l'autorisation de l'aide humanitaire internationale.

Le Pérou est d'avis que la seule façon pour le Venezuela de sortir de cette situation de crise profonde consiste à lancer immédiatement un processus de transition démocratique sous la direction du Président Guaidó. Pour ce faire, il faut organiser de nouvelles élections qui soient démocratiques, crédibles, transparentes et ancrées dans l'état de droit, garantissent les droits constitutionnels et fondamentaux de tous les Vénézuéliens et une participation sans entraves d'observateurs, et qui soient conformes aux normes internationales.

Enfin, je voudrais réaffirmer notre solidarité avec le peuple frère du Venezuela et réitérer notre disposition à contribuer au rétablissement de la démocratie dans ce pays.

**M. Matjila** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous vous remercions, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance sur la situation en République bolivarienne du Venezuela. Nous voudrions également souhaiter la bienvenue aux ministres présents aujourd'hui au Conseil, et remercier M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo de son exposé.

Dans quelque pays que ce soit, comme dans tous les pays représentés autour de cette grande table, ce sont les partis politiques qui décident de quelle manière doivent être organisées les élections. Le Venezuela, qui a organisé une élection présidentielle le 20 mai 2018 sur la base de sa loi électorale nationale, ne fait pas exception. Cette élection a eu lieu conformément à l'accord sur les garanties électorales qui a été signé par tous les partis politiques peu avant cette élection. Elle a été, en



outre, supervisée par le Conseil électoral national du Venezuela, comme cela se fait dans tous les autres pays, qu'ils soient développés ou en développement. C'est sur cette base que le Président de l'Afrique du Sud, M. Cyril Ramaphosa, a félicité le Président Maduro après son investiture pour un second mandat, en tant que Président de la République bolivarienne du Venezuela.

Un principe fondateur de la démocratie constitutionnelle de l'Afrique du Sud, qui nous est très cher, c'est le respect de l'état de droit. C'est pourquoi nous sommes très préoccupés par la tentative claire, au Venezuela, de contourner les mécanismes juridiques constitutionnels du pays qui régissent ses élections. Tout grief ou contestation doit être réglé par des moyens pacifiques via les mécanismes et les processus appropriés prévus dans la Constitution et la loi électorale du Venezuela, sans influence extérieure. C'est la pratique qui est suivie partout, dans tous les pays, et c'est d'ailleurs la pratique optimale dans toutes les démocraties qui respectent l'état de droit.

L'Afrique du Sud reprend à son compte la déclaration faite le 24 janvier à Davos par le Secrétaire général António Guterres, dans laquelle il exhorte tous les acteurs à faire baisser les tensions pour prévenir la violence. Nous appuyons en outre l'appel lancé par le Secrétaire général, qui souligne « qu'il est urgent que tous les acteurs concernés s'engagent dans un dialogue politique inclusif et crédible pour faire face à la crise prolongée dans le pays, dans le plein respect de l'état de droit et des droits de l'homme ». Par conséquent, l'Afrique du Sud appelle toutes les parties à participer à un processus de dialogue national pour garantir l'unité et la réconciliation et pour promouvoir une solution politique à la situation en République bolivarienne du Venezuela. Nous réitérons que tous les actes qui seront posés ou tous les griefs qui seront soumis par l'une ou l'autre des parties doivent être gérés dans le cadre des procédures légales en vigueur dans le pays. Nous sommes également préoccupés par la situation humanitaire au Venezuela et par les migrations qui en ont découlé. Nous appelons l'ensemble de la communauté internationale, ainsi que les organismes et organes compétents des Nations Unies, à travailler en collaboration avec le Gouvernement vénézuélien et les pays voisins pour fournir une aide à ceux qui en ont besoin.

Je tiens à souligner que l'Afrique du Sud s'oppose catégoriquement à toute tentative visant à changer indûment ou inconstitutionnellement le Gouvernement vénézuélien. Le Conseil de sécurité ne doit jamais être un

instrument qui valide les changements anticonstitutionnels d'un gouvernement, où que ce soit et à n'importe quel moment. Au contraire, le Conseil doit promouvoir des moyens permettant de créer un climat propice à un dialogue et une coopération sans exclusive, afin de réduire les difficultés et les épreuves auxquelles le peuple vénézuélien est confronté.

**M. Ndong Mba** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, de l'aperçu qu'elle vient de donner de la situation actuelle en République bolivarienne du Venezuela.

La République de Guinée équatoriale suit de près l'évolution de la situation au Venezuela, et en particulier les tendances rapportées par les médias pendant la semaine écoulée, qui nous préoccupent car elles risquent d'entraîner de nouvelles souffrances pour la population. Notre délégation souligne qu'il est urgent que toutes les parties intéressées s'abstiennent de commettre des actes de violence et de provocation et demande au Gouvernement, aux partis politiques de l'opposition, à la société civile et au peuple vénézuélien de faire preuve de courage, de sagesse et de bon sens pour surmonter cette situation et trouver une solution pacifique dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, dans le respect des droits de l'homme et des libertés des citoyens. Une telle solution, en plus d'être pacifique et démocratique, doit être conforme à la Constitution vénézuélienne.

La Guinée équatoriale estime que la situation au Venezuela est une affaire interne et ne représente pas une menace pour la paix et la sécurité internationales. Par conséquent, nous exhortons le Conseil de sécurité et la communauté internationale à se montrer prudents et à tenir compte des expériences récentes au Moyen-Orient et en Afrique pour éviter que la situation dans ce pays ne dégénère. Le rôle principal de l'ONU et de la communauté internationale dans cette situation doit être de se concentrer sur l'appui à apporter aux efforts déployés au niveau national pour promouvoir un dialogue inter-vénézuélien franc et sans exclusive, pour que les parties puissent régler par la voie des négociations les différends qui risquent de mettre en péril l'avenir du Venezuela.

En d'autres termes, les pays voisins et ceux de la région, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble, doivent s'abstenir de jeter de l'huile sur le feu qui se déclare actuellement au Venezuela – ce qui le transformerait en un incendie de grande ampleur –,

mais jouer plutôt le rôle de pompiers pour éteindre ce feu, en facilitant un dialogue inclusif et pacifique entre les Vénézuéliens pour trouver une solution à la situation actuelle. En effet, ni les interventions extérieures ni les positions violentes et extrêmes ne sont pas de nature à faciliter une telle solution, mais ne feraient qu'aggraver la situation. Nous devons donner aux Vénézuéliens la possibilité d'engager le dialogue et de trouver une solution. La République de Guinée équatoriale appelle à un dialogue interne en se fondant sur les réalités suivantes.

Compte tenu des expériences récentes au Moyen-Orient et en Afrique, en particulier en Libye, nous assistons aujourd'hui aux répercussions d'une situation provoquée par une intervention étrangère à la suite de l'utilisation et de l'application, à tort, en 2011, d'une résolution du Conseil de sécurité fondée sur la responsabilité de protéger. Nous pouvons faire les statistiques et les calculs quant aux souffrances actuelles et au nombre de vies humaines qui ont été perdues et continuent d'être perdues, non seulement en Libye, mais dans toute la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et même de l'Afrique centrale, en raison des activités terroristes, de la criminalité organisée et de la création d'une multitude de groupes armés, qui sont autant de conséquences de cette ingérence extérieure, dont le seul objectif était le changement de régime, sans se soucier de ce qui allait arriver par la suite dans ce pays.

Le respect de l'état de droit est considéré à juste titre comme un dogme au Conseil de sécurité et à l'ONU. Au Venezuela, toutes les instances judiciaires reconnaissent et appuient résolument le Gouvernement en place. Par conséquent, la communauté internationale doit également appuyer cette position, dans le respect de l'état de droit. Enfin et surtout, un changement de régime comme celui que certains essaient d'effectuer en République bolivarienne du Venezuela constituerait un précédent très dangereux, qui pourrait avoir des conséquences désastreuses dans de nombreux pays au lendemain des élections.

Pour toutes ces raisons, la République de Guinée équatoriale reconnaît, respecte et approuve l'ordre constitutionnel de la République bolivarienne du Venezuela et espère que les parties pourront régler leurs différends par le dialogue, en s'abstenant, comme nous l'avons déjà dit, de tout acte de violence susceptible d'exacerber la situation actuelle.

Par conséquent, en vertu du principe de subsidiarité, nous appelons les organisations et les parties prenantes dans la région à agir dans le respect du droit

international et des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. À cet égard, nous demandons au Secrétaire général António Guterres de mettre à profit son savoir-faire et son expérience diplomatique pour exercer ses bons offices en tant que facilitateur et médiateur pour ce qui est de cette crise.

**M<sup>me</sup> Gueguen** (France) : Je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo pour son exposé de la situation tragique du peuple vénézuélien.

En effet, depuis près de trois ans, le Venezuela est plongé dans une crise sans précédent : une économie exsangue, une population privée des biens de première nécessité, une répression tyrannique et brutale contre les opposants et des manifestants pacifiques, ainsi que l'exode de plus de 3 millions de Vénézuéliens, migrants et réfugiés désireux de fuir une situation, osons le dire, chaotique. Le problème dépasse les frontières du seul Venezuela et représente un facteur déstabilisant pour la sécurité régionale. Il est donc parfaitement légitime que le Conseil en traite au titre de son rôle dans la prévention des conflits. Dans ce contexte, je souhaiterais insister sur deux priorités en vue d'une sortie de crise.

La première priorité n'est autre que le respect de la volonté du peuple. La France salue à cet égard le courage des centaines de milliers de manifestants dans les rues du Venezuela depuis le 23 janvier. Ainsi que l'a dit le Président de la République Emmanuel Macron, la démocratie doit être restaurée au Venezuela. Nicolás Maduro, qui prétend assumer un second mandat sur la base d'un simulacre d'élections, doit immédiatement annoncer l'organisation de nouvelles élections présidentielles, démocratiques celles-ci, c'est-à-dire libres et transparentes, conformément à l'ordre constitutionnel vénézuélien et sous observation internationale. La France a plaidé sans relâche pour une solution politique et négociée de la crise. L'Union européenne n'a eu de cesse de proposer son aide pour y parvenir. Nicolás Maduro doit comprendre qu'il doit saisir maintenant cette ultime opportunité.

Sans élections annoncées dans les prochains jours, l'Union européenne, conformément à la déclaration que ses 28 membres viennent d'adopter à Bruxelles, prendra de nouvelles mesures concernant notamment la reconnaissance des autorités du Venezuela dans le respect de l'article 233 de la Constitution vénézuélienne. Comme le Président Macron l'a annoncé ce matin, la France se tient donc prête, dans un délai de huit jours, à reconnaître Juan Guaidó comme « Président en charge » du Venezuela pour enclencher un processus politique.

La France exhorte par ailleurs les autorités vénézuéliennes à respecter les droits de l'Assemblée nationale, seule institution démocratiquement élue, en particulier le principe d'immunité de ses membres, et à cesser toute action de répression à l'égard de la population.

Outre les institutions, les femmes et les hommes engagés politiquement dans la défense des droits de l'homme et de la démocratie vénézuélienne doivent pouvoir continuer leurs activités sans crainte de menaces ou de représailles. L'usage excessif de la force est tout simplement inacceptable, a fortiori contre les représentants démocratiquement élus, les représentants de la société civile et les manifestants pacifiques. Le peuple vénézuélien a le droit de faire entendre sa voix. La France rappelle à cet égard son attachement à la liberté de la presse et à la protection des journalistes qui doivent pouvoir exercer leur métier librement.

La seconde priorité, toute aussi urgente, est de mettre un terme à la crise humanitaire. Des millions de Vénézuéliens ont dû quitter leur pays en l'absence d'un État capable de fournir les services de base, notamment des soins hospitaliers, et les biens de première nécessité. La solidarité des pays de la région, en particulier la Colombie, l'Équateur, le Pérou, le Brésil, face à cette tragédie humaine doit être saluée. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ainsi que l'Organisation internationale pour les migrations, qui ont nommé un représentant spécial conjoint, mènent également un travail remarquable. La France, à titre national, et l'Union européenne contribuent également à cet effort humanitaire en vue de diminuer les souffrances du peuple vénézuélien.

Alors que cette situation ne cesse de s'aggraver, la France exhorte les autorités vénézuéliennes à autoriser et à faciliter le travail des acteurs humanitaires internationaux et des organisations non gouvernementales en mesure de fournir l'assistance humanitaire aux femmes et aux hommes les plus vulnérables, en particulier, les enfants, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées. La France, soucieuse de liberté, d'égalité et de fraternité conformément à sa devise nationale, se tient aux côtés du peuple vénézuélien et salue le courage de celles et ceux prêts à défendre la liberté et les institutions démocratiques de leur pays.

**M. Alotaibi** (Koweït) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je voudrais saluer la participation des Ministres présents à la séance d'aujourd'hui. Nous avons écouté attentivement l'exposé de M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la

consolidation de la paix, et nous félicitons des informations utiles qu'elle nous a fournies au sujet des événements récents en République bolivarienne du Venezuela.

Nous avons pris note des deux lettres adressées au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) et le Chargé d'affaires de la délégation des États-Unis concernant les décisions prises par l'OEA sur la crise actuelle au Venezuela.

Nous nous sommes engagés à appliquer pleinement les principes consacrés par la Charte des Nations Unies afin de maintenir la paix et la sécurité internationales. Nous devons donc œuvrer de concert pour tenter de régler les défis et les crises auxquels notre monde est confronté aujourd'hui. L'Article 34 du Chapitre VI de la Charte dispose que :

« Le Conseil de sécurité peut enquêter sur tout différend ou toute situation qui pourrait entraîner un désaccord entre nations ou engendrer un différend, afin de déterminer si la prolongation de ce différend ou de cette situation semble devoir menacer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. »

C'est pourquoi le Conseil de sécurité a un rôle fondamental à jouer dans la mise en œuvre de la diplomatie préventive afin de prévenir les conflits et de remédier aux crises à un stade précoce, au cas où il y aurait des signes précurseurs d'une situation menaçant la paix et la sécurité internationales. Ce serait conforme au mandat donné au Conseil en vertu de l'Article 34 du Chapitre VI de la Charte.

Depuis son adhésion au Conseil, l'État du Koweït s'est efforcé de mettre en œuvre toutes ses priorités sur la base des principes fondamentaux du droit international tout en promouvant le rôle de la diplomatie préventive et en intensifiant ses efforts de prévention et de règlement pacifique des conflits. Nous sommes fermement convaincus que la diplomatie préventive est l'un des principaux piliers dont nous disposons pour intervenir rapidement en cas de troubles et de crises afin d'éviter des pertes économiques et politiques importantes, ainsi que des pertes en vies humaines et en biens.

C'est avec préoccupation que nous suivons l'évolution récente de la situation en République bolivarienne du Venezuela et déplorons les récentes informations faisant état de nombreuses victimes parmi les civils lors de manifestations dans les villes vénézuéliennes. L'État du Koweït souligne la nécessité de respecter la liberté

d'expression et de manifestation pacifique garantie par le droit international, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui a été adopté par l'Assemblée générale en 1966. Le Pacte garantit entre autres les droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion pacifique conformément à la législation nationale.

La crise politique actuelle au Venezuela exige de toutes les parties prenantes concernées qu'elles fassent passer les intérêts nationaux avant les intérêts personnels ou partisans. Elles doivent s'engager dans un dialogue politique inclusif pour résoudre la crise actuelle. Nous appelons toutes les parties concernées à faire preuve de retenue, à réduire les tensions, à rejeter la violence et à tout mettre en œuvre pour éviter de nouvelles pertes en vies humaines. Dans ce contexte, nous appuyons la déclaration publiée par le Secrétaire général le 24 janvier.

Nous appartenons à une région où, au cours des deux dernières années, certains pays, comme la Syrie et la Libye, ont connu des manifestations qui ont commencé de façon pacifique mais qui, malheureusement, sont devenues violentes, entraînant de graves pertes en vies humaines et la destruction des infrastructures. Certaines ont même conduit aux tragédies dont nous sommes témoins aujourd'hui et dont les répercussions nous touchent tous, puisqu'elles ont une incidence sur la sécurité et la stabilité de la région et du monde. Nous devons donc redoubler d'efforts pour éviter que de tels événements ne se reproduisent, que ce soit dans notre région ou dans toute autre partie du monde.

Avant de terminer, je voudrais souligner qu'il importe que le Conseil de sécurité examine de telles situations conformément aux principes bien établis et reconnus des relations entre les nations, qui sont fondés sur les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, selon lesquels les nations doivent respecter la souveraineté des États, ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures et respecter les compétences des divers organes des Nations Unies prescrites par la Charte. Ce sont les principes qui régissent les relations entre les nations, et c'est sur ces principes que nous devrions nous appuyer pour faire face à de telles situations.

Nous espérons que le Venezuela sera en mesure de surmonter pacifiquement cette crise, tout en assurant la sécurité, la stabilité et la prospérité à son peuple.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo de son exposé.

Nous ne doutons pas que la séance d'aujourd'hui a été convoquée par la délégation des États-Unis dans le seul but de continuer à déstabiliser la situation au Venezuela en imposant ses propres approches et méthodes pour résoudre les problèmes auxquels le pays a récemment été confronté. Cette séance, à laquelle nous devons assister, est un autre élément de la stratégie des États-Unis visant à opérer un changement de régime au Venezuela. Nous regrettons que les États-Unis entraînent le Conseil de sécurité dans ses manigances. Toutefois, puisque nous sommes tous réunis ici, nous voudrions partager avec le Conseil nos vues de principe sur ce qui se passe.

Parlons franchement. Le propos de la séance d'aujourd'hui n'est pas la situation au Venezuela, comme les organisateurs voudraient que les membres du Conseil – qui sont d'ailleurs clairement divisés sur cette question – le pensent. Malheureusement, nous examinons aujourd'hui le cas le plus typique de ce que l'on appelle une « menace à la paix et à la sécurité internationales », une situation qui a été créée par la menace ou l'emploi de la force contre l'indépendance politique d'un État. Les auteurs de la Charte des Nations Unies, parmi lesquels, je dois le noter, les États-Unis figuraient en bonne place, ont inclus un avertissement dans la Charte – au paragraphe 4 de l'Article 2 – concernant la tentative de préserver le monde de tels événements. Cependant, il semble que Washington n'a pas ouvert ce traité depuis assez longtemps.

Une ingérence aussi flagrante des États-Unis dans les affaires intérieures d'un autre État n'a rien de nouveau. Les Américains n'ont pas changé et n'ont apparemment pas l'intention de changer leur attitude à l'égard de l'Amérique latine, une région qui les intéresse de manière exclusive – une sorte d'arrière-cour où ils peuvent faire ce qu'ils veulent, sans tenir compte des intérêts de ses habitants. Il s'agit d'une réincarnation de la doctrine dite de Monroe, sur laquelle le Président Trump s'est ouvertement exprimé dans sa déclaration lors du débat de haut niveau de la soixante-treizième session de l'Assemblée Générale (voir A/73/PV.6). En 1913, le Président Woodrow Wilson parlait de la façon dont les États-Unis avaient l'intention d'enseigner aux républiques sud-américaines à élire de bons dirigeants. Aujourd'hui, cette leçon est enseignée au Venezuela, qui a récemment osé mener une politique indépendante qui ne coïncide pas avec les intérêts économiques et politiques du gardien qui veille sur les Amériques.



Je voudrais citer les paroles d'un autre président américain, qui ont été prononcées au Congrès à la veille de la création de l'Organisation des Nations unies, dont il a été l'un des pères fondateurs. Il considérait l'Organisation des Nations Unies comme son principal projet politique et croyait vraiment que sa création était capable de sauver l'humanité des guerres et des conflits. Ce président était Franklin Delano Roosevelt, qui a dit :

« La Conférence de Yalta devrait signifier la fin du système des actions unilatérales, des alliances exclusives, des sphères d'influence, des rapports de force et de tous les autres expédients qui ont été essayés pendant des siècles et qui ont toujours échoué. »

Malheureusement, la véritable politique des États-Unis dans les Amériques – et pas seulement dans cet hémisphère – est en contraste frappant avec ces nobles et justes idéaux. Le changement de régime est l'un des jeux géopolitiques préférés des États-Unis.

Les tentatives de Washington d'affaiblir le Nicaragua ne sont un secret pour personne. L'ingérence manifeste des États-Unis dans les affaires intérieures de cet État a été confirmée par la décision rendue en 1986 par la Cour internationale de Justice à La Haye dans l'affaire Iran-Contra. À l'époque, les États-Unis avaient tenté de financer les rebelles nicaraguayens. Les Cubains se souviennent encore très bien de l'invasion de la baie des Cochons, et les Chiliens n'oublieront jamais le rôle des États-Unis dans le renversement de Salvador Allende. Sous nos yeux, les tentatives des États-Unis d'imposer leur volonté à d'autres nations s'accompagnent d'un nouveau chapitre. Ce n'est qu'un bref aperçu de ce que Washington a fait en Amérique latine seulement. Les pays d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient, de la région Pacifique et également d'Europe ont beaucoup à ajouter à cette liste. Dans ce contexte, il est non seulement absurde, mais aussi risible, d'inventer de toutes pièces de prétendues preuves d'ingérence dans les élections américaines et d'accuser d'autres pays de politiques malveillantes.

Le peuple vénézuélien a de nouveau soutenu la candidature de Nicolás Maduro à la présidence de l'État en lui accordant près de 68 % des voix le 20 mai. Anticipant ce scénario, Washington a dès le départ tout fait pour discréditer le vote et jeter une ombre sur les autorités réélues du pays. Il existe déjà suffisamment de preuves qu'un certain nombre de candidats de l'opposition ont été soumis aux pressions les plus fortes, qui les

ont contraints à retirer leur candidature et à s'abstenir de participer aux élections.

En fin de compte, sous prétexte du boycott partiel de l'opposition, les États-Unis et plusieurs de leurs alliés ont entrepris de mettre en œuvre un plan visant à renverser les autorités légitimes du pays. Comme nous l'a appris la presse américaine, des membres éminents du Congrès des États-Unis ont participé activement à cette entreprise. La tentative de renverser le Gouvernement immédiatement après les élections a échoué. Washington a donc tenté peu à peu de déstabiliser la situation, notamment par l'intermédiaire de l'Organisation des États américains (OEA) et d'un certain nombre de voisins du Venezuela. Toutefois, comme on le sait, les États-Unis n'ont pas réussi à faire adopter le 24 janvier un projet de résolution contre le Venezuela par le Conseil permanent de l'OEA. Ces plans n'ont pas bénéficié d'un soutien suffisant au sein de l'Organisation, ce qui est un signe assez révélateur.

Nous assistons aujourd'hui à l'aboutissement de ces efforts, qui devaient coïncider avec l'investiture du Président légitimement élu. Les opposants extrémistes au Gouvernement légitime, n'ayant pas réussi à vaincre Maduro, y compris en l'éliminant physiquement, ont choisi le scénario le plus conflictuel. Le 23 janvier, le Président de l'Assemblée nationale s'est proclamé Président par intérim du Venezuela. Les États-Unis et un certain nombre d'autres pays l'ont immédiatement reconnu, confirmant ainsi qu'ils étaient soit complices, soit directement impliqués dans la création d'un gouvernement parallèle artificiel, qui menace désormais de déstabiliser gravement la situation politique dans le pays. Le conseiller à la sécurité nationale John Bolton a fait une déclaration « à la bolchevique » sur l'expropriation de tous les biens vénézuéliens aux États-Unis, tandis que les alliés de l'opposition se voyaient promettre un soutien financier.

Nous condamnons fermement ceux qui poussent la société vénézuélienne vers le précipice d'un combat meurtrier. Les États-Unis nous brossent un tableau de la confrontation entre le régime Maduro et le peuple vénézuélien. Ce tableau est loin de la réalité. Malgré tout, le dirigeant vénézuélien jouit clairement d'un large soutien au sein de la population. D'ailleurs, selon des études sociologiques menées en octobre 2018 par une organisation proche de l'opposition, l'Assemblée nationale, dont le dirigeant est actuellement reconnu par Washington comme le soi-disant Président, n'est pas soutenue par environ 70 % de la population du Venezuela.



Toujours sur la question des élections et le fait d'être bien informé, le représentant du Royaume-Uni a parlé de bourrage des urnes au Venezuela, suggérant que les élections ont été truquées. Je rappelle simplement qu'il n'y a pas d'urnes au Venezuela puisque c'est le système de vote électronique qui est utilisé.

Pour nous, soutenir le Venezuela, c'est d'abord et avant tout nous opposer aux violations flagrantes du droit international, en particulier les dispositions de la Charte des Nations Unies qui condamnent clairement toute ingérence dans les affaires intérieures des États indépendants. Qui plus est, les dirigeants américains laissent clairement entendre qu'ils pourraient recourir à la force lorsqu'ils disent que toutes les options sont sur la table. Je voudrais profiter de la présence du Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, M. Pompeo, pour lui demander directement si cela signifie que les États-Unis sont prêts à utiliser la force militaire contre un État souverain sous un faux prétexte? Nous avons besoin d'une réponse claire ici dans cette salle : Washington a-t-il l'intention de violer une fois de plus la Charte des Nations Unies?

Le Secrétaire d'État Pompeo affirme que seuls la Chine, la Russie, Cuba, la Syrie et l'Iran soutiennent Maduro. Toutefois, si le Secrétaire d'État restait un peu plus longtemps dans la salle, il pourrait voir directement ce que pense réellement l'écrasante majorité des États concernant l'ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain et la politique tendant à renverser les gouvernements « indésirables ». Les pays qu'il a mentionnés ne défendent pas le régime de Maduro mais le droit international, et je pense que le Secrétaire d'État a déjà eu l'occasion de l'entendre. La notion d'ordre fondé sur des règles défendue activement par nos collègues occidentaux les autorise peut-être à renverser les régimes indésirables à leurs yeux. Mais le droit international qualifie très clairement pareils actes de violation de la Charte des Nations Unies, et particulier le paragraphe 4 de l'Article 2. Nous considérons qu'un tel comportement est inacceptable. Cela sape les principes énoncés dans la Charte et les normes fondamentales régissant les relations internationales.

Nous voulons également dire ce qui suit à nos partenaires latino-américains. Comprennent-ils que tolérer de tels actes aujourd'hui signifie que demain n'importe quel autre pays d'Amérique latine pourrait se retrouver à la place du Venezuela? L'illégalité de ce qui est en train de se passer au Venezuela est flagrante, mais les dirigeants de l'Organisation des États américains l'acceptent

et suivent Washington, approuvant les yeux fermés les menaces proférées contre un État indépendant.

Nous sommes convaincus que le règlement de la crise vénézuélienne passe par quelques mesures simples et de bon sens. Premièrement, il faut mettre fin à toutes les ingérences extérieures et cesser de soutenir les chefs de l'opposition. Deuxièmement, tout doit être mis en œuvre pour ouvrir un dialogue entre les Vénézuéliens et favoriser la réconciliation. Les voisins du Venezuela peuvent - et doivent - jouer un rôle déterminant à cet égard. Nous savons que de telles initiatives ont d'ores et déjà été proposées. Troisièmement, nous devons nous abstenir de prendre des mesures économiques discriminatoires à l'encontre du Venezuela. Ce n'est un secret pour personne que, dans une large mesure, la crise économique actuelle a été provoquée par les pays qui sont les premiers à dénoncer les souffrances du peuple vénézuélien.

Je voudrais rectifier une chose qu'a dite le Secrétaire d'État Pompeo. Nous n'avons pas bloqué le projet de déclaration présidentielle proposé par les États-Unis. Nous avons proposé un certain nombre d'amendements constructifs dont nous étions convaincus qu'ils recueilleraient l'appui enthousiaste de la majorité des membres du Conseil de sécurité; un appui que plusieurs ont d'ailleurs déjà exprimé. La balle est maintenant dans le camp de la délégation américaine. C'est à eux de décider. Toutefois, nous ne sommes pas sûrs qu'une déclaration qui soit fondée sur l'évaluation réalisée avec soin par le Secrétaire général, confirme la souveraineté du Venezuela, le caractère inadmissible de l'ingérence dans ses affaires intérieures et exige le respect de sa Constitution soit ce que recherche la délégation des États-Unis. Nous pensons que, plus que jamais, il importe d'avoir un discours plus modéré et de s'abstenir de toute menace ou ultimatum. Il faut encourager l'ouverture d'un dialogue, selon le cadre légal, et s'employer à stabiliser la situation au Venezuela. Nous sommes prêts à y contribuer. Nous appelons tout le monde à faire de même.

**M. Heusgen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : L'Allemagne se félicite vivement que cette question soit à l'examen aujourd'hui. Mon collègue russe a dit au début de la séance que ce point a été inscrit à l'ordre du jour par les États-Unis, or je tiens à lui rappeler qu'il l'a été à la demande des pays latino-américains du Conseil – le Pérou et la République dominicaine – et des États-Unis. La question ne préoccupe donc pas seulement les États-Unis, mais de toute évidence les pays de la région.

En outre, en ce qui concerne la question de savoir si cette question constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales, le représentant russe a probablement entendu la déclaration de l'Ambassadeur du Koweït. Bien qu'éloigné de cette région, il a clairement dit que la diplomatie préventive était une question qui devait figurer à l'ordre du jour du Conseil de sécurité; un point de vue exprimé également par nos collègues du Pérou et de la France. Il existe une menace potentielle à la paix et à la sécurité internationales, et il est juste, dans le contexte de la prévention des conflits, que le Conseil de sécurité traite de cette question.

Dans la déclaration faite par le représentant de la Russie, je n'ai rien entendu au sujet des pays d'Amérique du Sud qui subissent actuellement les retombées de la situation. Nous avons entendu les chiffres, et je voudrais moi aussi remercier Rosemary DiCarlo de son exposé. Nous avons entendu les chiffres concernant les effets de la crise sur la région. Plus de 3 millions de Vénézuéliens ont fui leur pays. Le Pérou accueille 700 000 réfugiés. Nous avons ici le Ministre colombien des relations extérieures, qui nous dira tout à l'heure ce que la situation signifie pour son pays. Il en va de même pour le Brésil. Je pense que nous devrions vraiment féliciter ces pays pour ce qu'ils font : accueillir les personnes qui ont fui leur pays parce que les conditions de vie sont ce qu'elles sont au Venezuela.

L'Allemagne est solidaire des voisins du Venezuela. C'est à eux que revient la charge d'accueillir la population déplacée, qui a désespérément besoin d'abris et d'aide humanitaire. L'Allemagne salue leurs efforts inlassables et leur détermination à offrir un asile sûr à ceux qui cherchent à échapper aux conditions humanitaires catastrophiques et au manque de nourriture et de services sanitaires au Venezuela.

Qu'il me soit permis de rappeler ce qui a conduit à ce mouvement massif de réfugiés : ce sont les graves violations du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Les principes démocratiques, les droits de l'homme et les libertés fondamentales continuent d'être violés. Et les femmes et les enfants, en particulier, sont les plus touchés.

Le représentant russe a cité le nom de Roosevelt. Je voudrais moi aussi parlé de Roosevelt, mais d'Eleanor Roosevelt cette fois, qui fut une des architectes de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le paragraphe 1 de l'article 25 de la Déclaration énonce que :

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux et les services sociaux nécessaires ».

Malheureusement, à l'heure actuelle, il nous faut bien reconnaître que tel n'est pas le cas au Venezuela, où une boîte de médicaments coûte plus cher que le salaire minimum mensuel, et où le lait pour bébé coûte plus de deux mois de salaire. Protester contre une telle situation impossible peut conduire une personne en prison au Venezuela.

Nous avons également entendu les rapports du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les arrestations qui ont eu lieu ces derniers jours, et sur le fait que plus de 20 personnes sont mortes. Qu'il me soit permis de reprendre ce qu'a dit hier la Haute-Commissaire aux droits de l'homme, l'ancienne Présidente du Chili, Michelle Bachelet. Elle a exhorté les autorités vénézuéliennes à faire preuve de retenue et à respecter les droits fondamentaux de toute la population à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'expression, en rappelant qu'un recours excessif et disproportionné ou aveugle à la force est clairement et sans équivoque interdit par le droit international. Je voudrais également appuyer l'exigence de M<sup>me</sup> Bachelet, ainsi que les propos de M<sup>me</sup> DiCarlo au début de la présente séance, à savoir que les morts violentes survenues ces derniers jours doivent faire l'objet d'enquêtes indépendantes et impartiales. Compte tenu des violations massives des droits de l'homme et des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, il est normal que le Conseil se saisisse de la situation.

Que faut-il faire? Nous appelons toutes les parties prenantes à respecter la Constitution vénézuélienne et l'Assemblée nationale. C'est la seule institution démocratiquement élue, et ses pouvoirs constitutionnels doivent être respectés. Quant au Président Maduro et à son élection, il n'a pas été élu librement. Pour citer l'Organisation des États américains (OEA), « Nous ne reconnaissons pas M. Maduro comme le Président vénézuélien légitime ». L'OEA a également qualifié le jour où M. Maduro a été élu de « jour d'infamie pour la démocratie dans les Amériques ». Elle a par ailleurs déclaré que « s'il ne peut y avoir de démocratie sans élections, M. Maduro a cependant montré que des élections peuvent avoir lieu en l'absence de démocratie. »

Pour terminer, nous exhortons toutes les parties à s'abstenir de recourir à la force. Nous appelons

à organiser des élections libres et régulières, assorties d'observateurs internationaux, dans le cadre desquelles tous les candidats seront autorisés à se présenter. Dans l'intervalle, il n'y a qu'une seule institution crédible et légitime : l'Assemblée nationale, qui a été élue démocratiquement. C'est pourquoi l'Allemagne soutient le Président de l'Assemblée nationale, représentant de cette institution, M. Juan Guaidó, ainsi que son appel à organiser de nouvelles élections pour restaurer l'ordre constitutionnel au Venezuela.

À l'instar du Royaume-Uni et de la France, l'Allemagne compte sur la tenue d'élections libres, transparentes et crédibles. Si une telle mesure n'est pas annoncée dans les huit jours, alors nous serons prêts à reconnaître M. Guaidó comme Président par intérim. L'Allemagne n'abandonnera pas le peuple vénézuélien.

**M<sup>me</sup> Wronecka** (Pologne) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, de son exposé devant le Conseil. Je souhaite également la bienvenue aux ministres présents dans la salle aujourd'hui.

La Pologne a appuyé la demande des États-Unis et d'autres pays d'organiser la séance d'information d'aujourd'hui, car nous estimons que l'ampleur des migrations vénézuélienne et la crise humanitaire dans le pays – lesquelles résultent du régime répressif de Nicolás Maduro – ont une incidence indéniable et des répercussions de taille sur la situation des pays latino-américains voisins. Par la force des choses, cette situation fait peser une menace sur la stabilité et la sécurité de la région. Nous restons solidaires des populations touchées.

La Pologne souscrit à la démarche commune adoptée par l'Union européenne face aux événements survenus récemment au Venezuela.

Nous considérons que, au Venezuela, l'Assemblée nationale est le seul pouvoir légitime doté d'un mandat démocratique, acquis lors d'élections libres et régulières, conformément à la Constitution vénézuélienne. Nous reconnaissons également ses prérogatives constitutionnelles, ses membres et ses dirigeants. Nous relayons l'appel visant à ce que les droits civiques, la liberté et la sécurité de tous les membres de l'Assemblée nationale, y compris de son président, soient appliqués et respectés. Nous appuyons sans réserve les aspirations démocratiques que le peuple vénézuélien a exprimées lors des dernières manifestations de masse.

En outre, nous reconnaissons M. Juan Guaidó comme étant la voix et le leader légitime et démocratique

susceptible de déclencher le processus de transition au Venezuela. Nous nous associons à lui pour demander d'urgence la tenue d'une élection présidentielle libre, transparente et crédible, conformément aux normes démocratiques internationales et à l'ordre constitutionnel vénézuélien. Enfin, les autorités vénézuéliennes doivent comprendre que, si aucune annonce concernant l'organisation de nouvelles élections assorties des garanties nécessaires n'est faite dans les prochains jours, la Pologne prendra de nouvelles mesures, notamment s'agissant de la reconnaissance des autorités du pays, conformément à l'article 233 de la Constitution vénézuélienne.

Des difficultés vont assurément surgir à l'avenir. L'objectif principal est de garantir – aux côtés des organisations régionales compétentes et de leurs États membres, et avec l'appui de l'Union européenne – la nature pacifique du processus de transition qui se déroule au Venezuela. Nous appelons au respect de la démocratie, de l'état de droit et des libertés et droits fondamentaux, notamment les libertés de réunion et d'expression, et, surtout, nous appelons les parties à s'abstenir de toute violence. Nous condamnons le recours aveugle à la force, qui se traduit déjà par des morts et des blessés de plus en plus nombreux, ainsi que par des détentions arbitraires et d'autres formes de répression. En outre, nous appelons à libérer immédiatement tous les prisonniers et détenus politiques. Ces derniers jours, on a dénombré au moins 26 morts et plus de 340 détenus. Cette situation est inacceptable.

Pour terminer, je voudrais souligner que les exigences de la société civile ne sauraient rester sans réponse. La population s'est rassemblée et a appelé à la démocratie; sa voix doit être entendue.

**M. Ma Zhaoxu** (Chine) (*parle en chinois*) : Je tiens tout d'abord à remercier la Secrétaire générale adjointe, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, de son exposé.

Nous suivons de près la situation au Venezuela. Nous appelons toutes les parties concernées dans le pays à privilégier la raison et le calme, en tenant compte des intérêts fondamentaux du pays et de son peuple dans la quête d'une solution politique aux problèmes soulevés et en menant un dialogue pacifique, respectueux de la Constitution vénézuélienne. La Chine appuie les efforts déployés par le Gouvernement vénézuélien pour défendre la souveraineté, l'indépendance et la stabilité nationales. La Chine maintient que tous les pays doivent respecter les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier les normes régissant les relations internationales et les principes du droit

international, tels que la non-ingérence dans les affaires intérieures des États, le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, et le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force.

La Chine, qui a toujours défendu le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États, s'oppose donc à toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Venezuela. La situation au Venezuela est une affaire nationale. Elle ne constitue pas une menace pour la paix et la sécurité internationales et ne figure pas à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. La Chine s'oppose à l'inscription de la situation au Venezuela à l'ordre du jour du Conseil. Les affaires vénézuéliennes doivent être traitées et prises en charge par les Vénézuéliens eux-mêmes. Nous appelons toutes les parties compétentes à respecter la volonté du peuple vénézuélien. Préserver la stabilité et le développement du Venezuela va dans le sens des intérêts de toutes les parties. Nous espérons que toutes les parties pourront contribuer davantage à la stabilité du Venezuela et que la communauté internationale pourra collectivement réunir les conditions propices à cette fin.

Le représentant des États-Unis vient de porter des accusations déraisonnables contre la position défendue par la Chine. La Chine rejette fermement de telles accusations. Tout le monde sait que la Chine a toujours été attachée aux buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de tous les pays. La Chine ne s'ingère pas dans les affaires intérieures d'autres pays. Nous espérons que le pays qui accuse d'autres de le faire mettra en pratique ce qu'il prêche.

**M. Djani** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à souhaiter la bienvenue aux ministres qui sont dans la salle aujourd'hui. Je voudrais également remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo de son exposé.

L'Indonésie s'est abstenue dans le vote sur la base des considérations suivantes.

Premièrement, nous pensons que l'exposé d'aujourd'hui devrait être examiné au titre d'une question différente dont est saisi le Conseil de sécurité, à savoir « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

Deuxièmement, l'Indonésie a toujours défendu et respecté les principes de la non-ingérence, de la

souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays, y compris du Venezuela. Mais dans le même temps, nous sommes aussi conscients que la situation humanitaire au Venezuela est préoccupante et requiert l'attention voulue. Le fait que des millions de Vénézuéliens cherchent refuge de l'autre côté de la frontière montre que le Venezuela est en proie à une situation grave. D'après les chiffres fournis par les organismes des Nations Unies, plus de 3 millions de Vénézuéliens ont quitté le pays. Cette situation ne doit pas être négligée. La sûreté et la prospérité du peuple vénézuélien sont en jeu et doivent être la priorité.

L'Indonésie espère que la séance d'aujourd'hui du Conseil de sécurité aura comme priorité principale de demander à toutes les parties de faire preuve de la plus grande retenue, afin d'éviter l'escalade des tensions et une nouvelle exacerbation de la situation. Le Conseil doit aussi encourager la promotion d'une solution politique avec la participation de toutes les parties prenantes pertinentes, afin de mener un dialogue national grâce à un processus crédible, transparent et démocratique. L'inscription du Venezuela au programme de travail du Conseil de sécurité doit traduire un attachement à soutenir l'instauration durable de la paix et de la stabilité dans le pays.

Il est grand temps que le Conseil joue un rôle d'intermédiaire pour rapprocher les positions. Grâce à une telle démarche, nous trouverions des solutions aux problèmes sans en créer de nouveaux, ni de difficultés supplémentaires, et sans contredire les principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

**M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique) : Lorsque 3 millions de personnes fuient leur pays à cause de son effondrement économique et politique, la menace pour la stabilité de la région devient évidente. Pour la Belgique, il revient clairement au Conseil de sécurité de traiter la situation au Venezuela, qui constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Afin de prévenir une dégradation de la situation, nous appelons tous les membres du Conseil à travailler ensemble pour promouvoir une solution pacifique à la crise.

Je tiens également à saluer les pays de la région, qui font preuve d'une grande solidarité et d'une grande générosité à l'égard des Vénézuéliens qui se réfugient chez eux. La Belgique exprime son soutien à ces pays, ainsi qu'à M. Eduardo Stein, Représentant spécial conjoint du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Organisation internationale pour les migrations pour les réfugiés et migrants vénézuéliens.



Alors que la situation est très instable sur le terrain, je voudrais, en écho de la déclaration de l'Union européenne de ce jour, transmettre quatre messages : premièrement, un appel à la retenue et à la désescalade; deuxièmement, souligner la nécessité de rétablir l'ordre constitutionnel au Venezuela et d'entamer un processus de réconciliation; troisièmement, l'importance d'écouter les Vénézuéliens; et quatrièmement, le respect des droits fondamentaux du peuple vénézuélien.

Tout d'abord, je voudrais exhorter ceux qui ont une influence sur ces événements à faire preuve de retenue. Les manifestations populaires massives qui ont eu lieu au Venezuela au cours des derniers jours ont été l'objet de violences aveugles de la part des autorités, entraînant la mort tragique de nombreuses personnes et faisant de très nombreux blessés. La Belgique présente ses sincères condoléances aux familles des défunts. Nous condamnons fermement le recours excessif à la force par les forces de sécurité et demandons l'ouverture d'une enquête indépendante, ainsi que l'a fait M<sup>me</sup> Bachelet.

Deuxièmement, la Belgique appelle au rétablissement de l'ordre constitutionnel. Les élections présidentielles qui ont eu lieu en mai dernier n'étaient ni libres, ni équitables, ni crédibles, privant ainsi le Gouvernement de Nicolás Maduro de sa légitimité démocratique. Le Venezuela a besoin de toute urgence d'un gouvernement qui représente véritablement la volonté du peuple et entame un processus de réconciliation. La Belgique reconnaît et soutient pleinement l'Assemblée nationale en tant qu'institution élue démocratiquement et nous demandons instamment que ses pouvoirs soient restaurés et respectés. J'appelle en outre les autorités à garantir les droits civils, la liberté et la sécurité de tous les membres de l'Assemblée nationale, y compris de son président, Juan Guaidó, en respectant l'immunité garantie par la Constitution.

Troisièmement, nous devons écouter le peuple du Venezuela. Au cours des dernières années, les citoyens de ce pays ont fait entendre leur voix courageusement, à de multiples reprises. Certains l'ont payé de leur vie. Quand ils ont voté pour le changement, leur voix n'a pas été entendue. Aujourd'hui, ils sont dans les rues de Caracas pour réclamer le droit de choisir leur avenir. La Belgique réaffirme sa profonde conviction qu'une solution démocratique pacifique et inclusive est le seul moyen durable de sortir de l'impasse politique actuelle et de la grave crise sociale qu'elle a provoquée. Avec l'Union européenne, nous appelons à la tenue

urgente d'élections présidentielles libres, crédibles et transparentes, dans le plein respect de la Constitution et conformes aux normes démocratiques. En l'absence d'une annonce de l'organisation de nouvelles élections avec les garanties nécessaires dans les huit prochains jours, nous prendrons des mesures supplémentaires, notamment la reconnaissance du rôle constitutionnel, selon l'article 233 de la Constitution, du Président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó.

Quatrièmement, les droits fondamentaux du peuple vénézuélien doivent être respectés. La détention de manifestants et les actes de violence contre eux sont une source de grave préoccupation. La Belgique appelle les autorités à mettre fin à la détention arbitraire de manifestants et d'opposants politiques et à assurer le respect des droits fondamentaux des détenus. La liberté de la presse doit être garantie. Dans la même veine, nous appelons les autorités à prendre des mesures concrètes pour atténuer l'impact de la crise et faciliter l'accès de l'aide humanitaire afin de répondre aux besoins les plus urgents de la population.

En conclusion, nous plaçons pour la recherche d'une solution non violente et démocratique à la crise. Nous rappelons que cette crise ne peut être résolue que par le dialogue et que seul le dialogue peut mener à un processus de réconciliation.

**M. Ipo** (Côte d'Ivoire) : Ma délégation remercie la Secrétaire générale adjointe, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, pour son exposé circonstancié. Elle salue les Ministres qui participent à cette séance d'information.

Ma délégation est préoccupée par les derniers développements de la crise politique et institutionnelle qui secoue le Venezuela ces dernières années. Cette crise, aggravée par des difficultés économiques, a provoqué une crise humanitaire et un exode des populations vénézuéliennes vers les pays voisins.

Face à cette situation, mon pays appelle à mobiliser les efforts de la communauté internationale, en mettant en œuvre tous les mécanismes prévus par la Charte des Nations Unies, en vue du règlement pacifique de cette crise et d'atténuer ainsi la souffrance des populations vénézuéliennes qui aspirent à des conditions de vie meilleures. À cet égard, ma délégation exhorte toutes les parties prenantes à la retenue et à s'inscrire résolument dans la voie du dialogue et de la concertation pour résoudre leurs différends. Elle les appelle en outre à utiliser tous les moyens légaux et pacifiques afin de trouver les solutions idoines au conflit institutionnel et



politique, qui est entré dans une phase critique ces derniers jours.

Mon pays lance également un appel aux acteurs régionaux afin d'appuyer toutes les initiatives pacifiques pouvant contribuer au règlement de cette crise. En effet, la stabilité du Venezuela est essentielle à la fois pour ses habitants et pour l'ensemble de la région. Dans ce contexte, l'ONU doit jouer un rôle de premier plan en appuyant les efforts de la sous-région, dans le cadre de la diplomatie préventive.

Pour terminer, la Côte d'Ivoire réitère sa position constante que seule la voie du dialogue dans un esprit de compromis permet de régler durablement tous les différends. Aussi engage-t-elle à nouveau tous les acteurs du conflit vénézuélien à surmonter leurs divergences et à s'engager dans des négociations franches de sortie de crise.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Ministre des relations extérieures de la République dominicaine.

Je remercie M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo de son exposé et des informations qu'elle a partagées avec le Conseil de sécurité concernant la situation au Venezuela.

La République dominicaine suit avec une grande attention les événements qui se succèdent au Venezuela, un pays avec lequel elle a des liens historiques et durables. Juan Pablo Duarte, notre père fondateur, a vécu et est mort au Venezuela. Un grand nombre de Dominicains ont trouvé l'asile politique au Venezuela, et le pays a accueilli des milliers de migrants au plus fort du boom pétrolier. Ces faits ont inspiré aux Dominicains une reconnaissance éternelle à l'égard du peuple vénézuélien. Pour ces raisons et nombre d'autres, nous avons une relation particulière avec ce pays d'Amérique du Sud, et nous lui souhaitons le meilleur avenir possible.

Je me dois de rappeler que la République dominicaine a organisé un dialogue entre l'opposition et le Gouvernement vénézuélien, qui s'est déroulé en 2017 et 2018, avec l'appui de plusieurs pays de la région. Plusieurs mois durant, des représentants des deux parties ont tenté de se mettre d'accord en vue de régler la crise politique vénézuélienne. Ce dialogue n'a pas permis d'atteindre l'objectif souhaité du fait de la fragmentation de l'opposition et parce que ses dirigeants ont privilégié leurs intérêts personnels. Il a également échoué parce que le Gouvernement s'est montré inflexible et n'a pas créé l'espace nécessaire pour la tenue d'élections

pluralistes et crédibles. Il n'a pas permis à tous les dirigeants d'opposition qui le souhaitent de participer.

L'entêtement du Gouvernement et de l'opposition a gâché une occasion précieuse, offerte par la République dominicaine, de parvenir à une sortie de crise pacifique, démocratique et stable. Les deux parties ont fait preuve d'un manque de volonté politique et d'une extrême intransigeance. Le Gouvernement vénézuélien et l'opposition savent très bien que le Gouvernement dominicain a fait tout son possible pour que ce dialogue aboutisse à une solution définitive. Nous avons promu des élections qui garantiraient la participation de tous les acteurs politiques, avec un appui international, dans un climat de respect des droits de l'homme, ce qui aurait permis au peuple vénézuélien de s'exprimer véritablement. Il est évident que la tenue au Venezuela d'élections ne respectant pas les exigences minimales d'un processus démocratique ne pouvait aboutir à l'élection d'un Gouvernement légitime. Un consensus mondial croissant est en train de se former en faveur de la non-reconnaissance des résultats de ces élections, et, par conséquent, du Gouvernement qui en est issu.

Durant les délibérations de l'Organisation des États américains (OEA), nous avons une fois de plus souligné un principe fondamental de notre politique étrangère – le dialogue en tant que mécanisme acceptable de règlement pacifique des conflits. En fait, nous avons réitéré ce principe sous la forme d'un deuxième instrument – une proposition dominicaine en faveur de la résolution du Conseil permanent de l'OEA du 10 janvier, qui stipule :

« seul ... le dialogue avec la participation de tous les acteurs politiques vénézuéliens ... permettra de réaliser la réconciliation nationale et de créer les conditions indispensables à la conduite d'un nouveau processus électoral qui reflète véritablement la volonté des ... citoyens et permette de régler pacifiquement la crise actuelle dans ce pays. ». Et nous avons ajouté que « pour préparer ce processus de transition et mener à bien une processus électoral crédible et pluraliste, l'appui de la communauté internationale sera nécessaire afin d'aider les acteurs politiques vénézuéliens à organiser un dialogue qui permette l'organisation d'élections libres et pluralistes dans les plus brefs délais. »

À cet égard, nous recommandons l'appui de l'ONU et d'autres organismes internationaux acceptés par les deux parties à ce processus.

Il est indéniable que la situation au Venezuela s'est détériorée au point de devenir une source de préoccupation. Il s'agit d'une crise qui menace la stabilité et qui a forcé des millions de Vénézuéliens à émigrer, créant de graves problèmes pour de nombreux pays d'Amérique latine. Mais, par-dessus tout, ceux qui en souffrent le plus, ce sont les Vénézuéliens, qui sont victimes d'une pénurie inquiétante de produits de base et de médicaments et qui vivent dans un climat d'insécurité généralisée. Les droits fondamentaux des Vénézuéliens sont menacés, ce qui a contraint la communauté internationale à s'impliquer dans un drame, qui plus est inutile.

La République dominicaine souhaite un règlement démocratique, pacifique et consensuel de la situation au Venezuela, mais, il est essentiel que les règles du jeu qui sont la marque de fabrique d'une démocratie véritable soient respectées. À cet égard, de nouvelles élections doivent être organisées aussitôt que possible, avec la participation de tous les dirigeants et partis politiques, et donner lieu aux changements institutionnels nécessaires pour garantir l'impartialité du conseil électoral ainsi que la probité et l'indépendance du système judiciaire. Il importe également de créer des conditions propices à l'acheminement de médicaments, de vivres et d'autres produits de base pour atténuer les incidences néfastes des pénuries et la situation humanitaire critique. Notre préoccupation concernant le Gouvernement et l'opposition est la même que celle que nous avons exprimée à l'occasion du dialogue que nous avons organisé à Saint-Domingue. Notre préoccupation principale est cependant le peuple vénézuélien, qui est pris au piège de cette situation difficile.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Étant donné que le représentant de l'Allemagne a consacré une grande partie de sa déclaration à s'adresser directement à moi, je vais faire quelques commentaires.

Le recours à la diplomatie préventive est excellent. Il est bien sûr préférable de prévenir une crise que de la régler. Cependant, poser un ultimatum absurde de huit jours est une façon très étrange de proposer des moyens de prévenir cette crise. Certains États n'ont même pas eu besoin de huit jours pour refuser de reconnaître les autorités légitimes du Venezuela. Le Conseil fait complètement fi de la souveraineté du Venezuela, tout en lui

imposant les décisions qui leur conviennent le mieux. Il a refusé à son peuple le droit de régler ses problèmes par ses propres moyens. Il n'appelle pas les forces politiques vénézuéliennes à trouver un terrain d'entente en vue de parvenir à la paix et à la stabilité intérieures. Il demande plutôt aux autorités légitimes de simplement reconnaître leur défaite et de transférer leur pouvoir à l'opposition. On ne peut pas parler de prévention, mais plutôt d'incitation.

Comment le Conseil se sentirait-il ces pays si la Fédération de Russie proposait de débattre au Conseil de sécurité de la question de la situation en France et des manifestations organisées par les gilets jaunes – environ 22 000 personnes sont descendues dans la rue le week-end dernier? Serait-ce considéré comme de la prévention? Je tiens à rassurer la représentante de la France sur le fait que nous n'avons pas l'intention de proposer une telle discussion. Cependant, contrairement à la France, nous ne sommes pas en train de tenter de reconnaître ou de ne pas reconnaître qui que ce soit. Nous reconnaissons néanmoins les autorités légitimes du Venezuela. Nous appelons, premièrement, au respect de l'autorité légitime, deuxièmement, à la non-ingérence dans les affaires intérieures du pays et, troisièmement, à la non-imposition de solutions extérieures au Venezuela. Nous proposons plutôt d'aider son peuple à trouver lui-même une solution pacifique à ses problèmes.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de l'Allemagne a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M. Heusgen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je ne veux pas prolonger la présente séance. Je voudrais simplement répondre à mon collègue russe. Malheureusement, dans son intervention, il n'a répondu à aucun de mes commentaires sur les graves violations des droits de l'homme. Il a mentionné le fait que 22 000 manifestants sont descendus dans la rue en France, mais pas le fait que plus de 3,3 millions de Vénézuéliens ont fui leur pays en raison de la situation.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre du pouvoir populaire pour les relations extérieures de la République bolivarienne du Venezuela.

**M. Arreaza** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : C'est enfin à notre tour de prendre la parole. Nous avons un discours écrit, mais je voudrais d'abord faire quelques observations.

Effectivement, nous pouvons même remercier M. Mike Pompeo, car, face à l'échec du 24 janvier dernier, à l'Organisation des États américains, ils n'ont pas eu la force suffisante pour imposer une résolution, et ils ont fini par demander la convocation d'une séance du Conseil de sécurité. Nous aussi, avec le Président Maduro, nous avons pensé à appeler cette instance pour débattre non pas tant de la situation au Venezuela, mais de l'intervention et des mécanismes d'ingérence grossiers des États-Unis dans notre pays. Nous devons dire qu'en l'occurrence, les États-Unis ne sont pas derrière le coup d'état, je le confesse. Ils ne sont pas derrière le coup d'état. Ils sont au-devant du coup d'état. Ils sont en première ligne du coup d'état. Ils dictent les ordres non seulement à l'opposition vénézuélienne, mais également aux gouvernements satellites des États-Unis dans la région, et, il semblerait, en Europe et dans d'autres régions du monde.

Nous pouvons nous en remettre aux preuves : nous avons ici des tweets, des messages sur les réseaux sociaux, des appels du Secrétaire Mike Pompeo et du Vice-Président Pence aux forces de sécurité, aux forces armées nationales boliviariennes pour qu'elles se prononcent contre les autorités légitimes, contre le Gouvernement constitutionnel du Président Nicolás Maduro. C'est un tweet avec une vidéo du Vice-Président Pence qui, le 22 janvier, a donné le feu vert au coup d'état au Venezuela, ainsi que le feu vert pour que, comme l'a dit la Secrétaire générale adjointe, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, quelqu'un s'autoproclame Président, sans prêter serment devant quiconque ni devant aucune institution, sans aucune formalité, sans aucune cérémonie, pour qu'un député s'autoproclame Président, au milieu d'une foule, lors d'une des nombreuses manifestations pacifiques qui ont eu lieu au Venezuela ces dernières années.

Examinons la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela. J'invite les membres à lire l'article 233, mot par mot, disposition par disposition, phrase par phrase. Où est la légalité? Cela va au-delà de notre règlement juridique interne, mais où est la légalité envers les principes fondamentaux du droit international public? Ou bien sommes-nous désormais en train de laisser derrière nous les relations internationales fondées sur le droit international pour imposer les relations internationales fondées sur la force, en instrumentalisant les organisations multilatérales pour atteindre nos objectifs? Si l'un des membres peut me dire dans quel article, dans quelle disposition de la Charte des Nations Unies, on trouve la base juridique pour l'auto-proclamation comme Président de la République bolivarienne du

Venezuela d'un monsieur qui n'a été élu par personne, nous aurions alors un débat juridique. Je crois que cela ne sera pas possible.

Nous devons également nous demander jusqu'à quand cela va-t-il durer? Ici, à l'Assemblée générale (voir A/73/PV.6), le premier jour du débat, devant la tribune sacrée du multilatéralisme, le Secrétaire d'État Rex Tillerson, le premier Secrétaire d'État avant qu'il ne soit destitué, et ensuite, le Président Trump lui-même, ont non seulement annoncé des sanctions qui sont des mesures coercitives unilatérales contraires au droit international, mais ils ont également eu le toupet d'annoncer une série de mesures contre le Venezuela, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, la Charte sacrée du multilatéralisme. Comment est-il possible qu'un Président qui a menacé d'utiliser la force militaire, et il ne s'agit pas de John Bolton, ni de Mike Pence ou de Marco Rubio, mais de Donald Trump lui-même, qui a directement menacé la République bolivarienne du Venezuela d'employer la force militaire, n'ait pas été interrogé par les instances du multilatéralisme dans le monde? Et comment est-ce possible que l'on tente d'envoyer sur le banc des accusés la République bolivarienne du Venezuela parce que son peuple et son gouvernement ont strictement respecté la Constitution et le droit international?

Nous pouvons citer des exemples, mais la liste est très longue. En 1911, il y a eu une invasion au Mexique. En 1912, les marines des États-Unis ont envahi le Nicaragua, nos chers compagnons, débutant ainsi une occupation qui a duré presque continuellement jusqu'à 1933, lorsque Augusto César Sandino et le peuple nicaraguayen les ont évincés du pouvoir. En 1914, les États-Unis ont envahi le Mexique; en 1915, Haïti; en 1916, la République dominicaine; en 1918, le Panama; en 1924, le Honduras; en 1925, le Panama; en 1926 et 1927, le Nicaragua; en 1930, la République dominicaine; en 1933 et 1934, le Nicaragua; et en 1941, le Panama. Puis, il y a eu l'École des Amériques. Puis le Traité interaméricain d'assistance mutuelle à Cuba, en 1952. Puis le renversement de Jacobo Árbenz, au Guatemala, en 1954. L'invasion du Nicaragua, en 1956. En 1960, le Président Eisenhower a autorisé des opérations secrètes à grande échelle pour renverser le Gouvernement de Fidel Castro. Puis, il y eut Playa Girón, en 1961. Et la liste continue. João Goulart au Brésil, en 1964. En 1965, combien ont été tués en République dominicaine dans l'invasion approuvée par l'Organisation des États américains pour renverser un gouvernement qui

ne leur convenait pas idéologiquement, celui du grand Dominicain et Américain que fut Juan Bosch?

En ce qui concerne la doctrine Monroe, ce sont les États-Unis qui devraient être soumis à une évaluation et à un examen permanents du fait de leur constant irrespect du droit international, de leur intrusion, de leur ingérence et des invasions qu'ils ont menées en soutien aux coups d'État. En 1973, il y a eu le coup d'État contre le Président Salvador Allende, après celui au Guatemala. En 2002, au Venezuela, du temps du Président George Bush, il y a eu un coup d'État. Ils l'ont nié, mais ont reconnu le dictateur. Ce qui se passe aujourd'hui au Venezuela a un précédent direct : ce qui s'est passé en 2002. Ils étaient derrière le coup d'État. Ils n'étaient pas sur le devant de la scène, comme cette fois-ci. Mais ils ont reconnu le dictateur Carmona, qui n'est resté en place que 47 heures. Plus tard, une enquête menée par des experts des États-Unis a prouvé, sur la base de documents déclassifiés, la participation des États-Unis à la tentative de coup d'État.

Il y a aussi Haïti, en 2004, avec le Président Jean-Bertrand Aristide. Ou encore le Honduras, en 2009, où, en théorie on ne soupçonnait même pas les États-Unis d'être derrière, jusqu'à ce que M<sup>me</sup> Hillary Clinton reconnaisse dans son livre qu'elle avait donné l'ordre de renverser le Président hondurien parce qu'il voulait convoquer une consultation populaire pour élire une assemblée constituante, alors que d'autres présidents en Amérique centrale sont au pouvoir bien qu'ils étaient inéligibles. Ils ont perdu les élections. Des rapports de l'Union européenne et de l'Organisation des États américains affirment qu'il y a eu fraude. Mais il suffit d'un appel de Trump, à qui ils promettent de transférer leur ambassade en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem, pour que non seulement Trump mais tous les gouvernements satellites dans notre région des Amériques les reconnaissent.

Je voulais juste montrer ici la courbe des médias sociaux. Et il ne s'agit là que des tweets des porte-parole officiels du Gouvernement des États-Unis. Les membres peuvent voir à quel point la tendance s'est accélérée en janvier, en particulier les 22 et 23 janvier. Ce sont les jours où les États-Unis attendaient le coup d'État et le soulèvement militaire, qui n'est pas concevable au Venezuela, parce que les Forces armées nationales boliviennes défendent, au prix de leur vie, la Constitution. Ils n'ont pas réussi, ni en les soudoyant, ni en les faisant chanter, ni en les provoquant, à convaincre nos militaires de renverser le Président Nicolás Maduro, et jamais ils ne le pourront. Une fois de plus, le Gouvernement des

États-Unis et tous ceux qui se sont immédiatement rangés derrière lui, ont commis un faux pas.

C'est à peine croyable, dès que le Président Trump a indiqué, dans un tweet, qu'il reconnaissait le député Guaidó comme dictateur du Venezuela, la Colombie, le Chili, l'Argentine et le Guatemala lui ont immédiatement emboîté le pas, comme s'il s'agissait d'une reconnaissance officielle d'un État à l'ONU. On aurait dit qu'ils n'attendaient qu'un seul ordre pour commencer à le reconnaître eux aussi. C'est tellement évident, tellement flagrant! Ce coup d'État est cousu de fil blanc, et non seulement l'ONU ne doit pas l'accepter, mais elle doit le condamner. Ce que j'aimerais, c'est qu'on convoque une séance du Conseil de sécurité pour qu'il détermine qui sont les instigateurs de ce coup d'État et qu'il les sanctionne. Et nul besoin de beaucoup de jugement pour cela, parce que les éléments de preuve sont légion, sur les réseaux sociaux, dans les déclarations et dans les communiqués.

Aujourd'hui même, le *Wall Street Journal*, que j'ai entre les mains, écrit, comme l'a fait le *New York Times* en septembre de l'année dernière, que des militaires vénézuéliens ont rencontré aux États-Unis des responsables du Gouvernement américain pour supposément renverser le Président Maduro. Ce ne sont pas les services de renseignement vénézuéliens, cubains ou russes qui le disent, mais le *New York Times* et plusieurs journaux espagnols. Et aujourd'hui, le *Wall Street Journal*. Le voilà, de toute évidence, l'élément qui manquait aux stratèges du coups d'État, une promesse solennelle. Toujours aujourd'hui, l'agence Associated Press, qui est nord-américaine, a, elle aussi et de façon très claire, repris une information indiquant que le député Guaidó s'était rendu clandestinement en Colombie et aux États-Unis pour y rencontrer des responsables de ces gouvernements. Il s'agissait d'une stratégie très bien préparée, mais très grossière. Ils l'ont très mal exécutée, laissant plein de traces derrière eux.

On peut comprendre que les gouvernements satellites de la région, ceux qui ont à leur tête des présidents hommes d'affaires soumis et subordonnés aux intérêts des États-Unis – pas les gouvernements dignes de nombreux petits États des Caraïbes qui n'ont pas cédé au chantage des États-Unis, de l'Organisation des États américains, de l'ONU ou de quiconque, malgré les menaces proférées ouvertement par le Vice-Président Pence, le Secrétaire d'État ou certains membres du Congrès – puissent céder de cette manière. Mais l'Europe? S'aligner sur les États-Unis? Non pas tant sur les États-Unis, mais sur



le Gouvernement de Donald Trump? L'Europe qui nous donne huit jours pour quoi faire? D'où tirent-ils l'idée qu'ils peuvent imposer des délais ou des ultimatums à un peuple souverain? Comment ont-ils pu avoir une pareille idée qui ressemble à de l'ingérence et qui est même, je dirais, infantile? Pourquoi Pedro Sánchez n'organise-t-il pas des élections, comme l'a suggéré hier le Président Nicolás Maduro? Qui a élu Pedro Sánchez? Qu'ils aient plutôt le courage d'organiser des élections au Royaume-Uni. Pourquoi le Président Macron, au lieu de répondre aux revendications des gilets jaunes et des travailleurs français qui manifestent sans discontinuer, s'en prend-il au Venezuela? Aujourd'hui, dès qu'on voit près du palais de l'Élysée quelqu'un avec un gilet jaune en train de travailler, les gardes sortent pratiquement en courant parce qu'ils ont peur du peuple. Que les pays européens s'occupent de leurs affaires. Nous, nous ne nous immisçons pas dans les leurs. Qu'ils respectent la Charte des Nations Unies et s'y conforment. Qu'ils respectent l'autodétermination des peuples!

L'an passé, le candidat Henry Falcon – que vous connaissez très bien, Monsieur le Président – est venu ici. C'est lui qui avait dirigé la campagne électorale d'Enrique Capriles en 2012, élection qu'il perdit face au commandant Hugo Chávez. L'année dernière, Henry Falcon était candidat. On n'imagine pas les pressions qu'il a subies pour qu'il retire sa candidature, même des présidents européens s'y sont mis et, bien entendu, tous les porte-parole des États-Unis. Malgré toutes ces pressions, il n'a pas retiré sa candidature. Au lieu de cela, il est venu à l'ONU et a expliqué au Secrétaire général António Guterres qu'il fallait que l'ONU observe les élections. Sans suite. Pourquoi cette mission d'observation n'a-t-elle pas eu lieu? Il a même été en contact avec M<sup>me</sup> Federica Mogherini. J'ai moi-même transmis une invitation à M<sup>me</sup> Mogherini pour qu'elle envoie une équipe d'observateurs observer les élections au Venezuela. Mais il y a eu un refus catégorique. Pourquoi? Parce que le projet de coup d'État était déjà en marche; le processus était déjà lancé. Trois mois avant la tenue des élections, le Sous-Secrétaire d'État Sullivan a été le premier à dire que ces élections seraient frauduleuses. Puis ce fut au tour des Présidents colombien et chilien, et à l'Europe, de dire qu'ils ne reconnaîtraient pas les résultats des élections, plusieurs mois avant qu'elles aient eu lieu. A-t-on jamais vu cela? Combien de plaintes pour contester les élections au Venezuela ont-elles été déposées? Qu'on me prouve qu'un seul vote était frauduleux! M. Duncan a dit qu'il y avait eu bourrage d'urnes, or, au Venezuela, le vote est électronique. Le vote se fait de

manière électronique, et le comptage des voix aussi. Tout est automatisé. Au Venezuela, il n'y a pas de vote manuel, simplement le système imprime un bordereau qui est ensuite comparé au vote électronique. Et dans 100 % des cas, les deux correspondent parfaitement.

Les États-Unis veulent construire un mur le long de la frontière avec le Mexique, mais tout ce qu'ils construisent c'est un mur idéologique. Une grande partie du discours d'aujourd'hui du Secrétaire d'État Pompeo reprend le langage de la guerre froide, de McCarthy, de Nixon. On veut ramener la guerre froide, ainsi que la doctrine de Monroe de 1823. Ce n'est pas pour rien que le libérateur Simón Bolívar a dit en 1829 que les États-Unis semblaient être destinés par la Providence à accabler l'Amérique de misères au nom de la liberté. Cette prophétie s'est accomplie. En d'autres mots, c'était une prédiction, car c'est ce que les États-Unis ont fait.

Est-ce que les membres du Conseil savent quel est le coût subi par le Venezuela, selon les estimations, depuis que ces mesures coercitives unilatérales, qui n'ont rien à voir avec le droit international, ont commencé à être appliquées au Venezuela depuis 2017 jusqu'en décembre 2018? Il s'agit de 23 milliards de dollars. L'économie vénézuélienne serait-elle dans la situation problématique actuelle si nous avions disposé de ces ressources? L'Organisation des États américains nous a offert 20 millions de dollars, dont la banque Euroclear, en Belgique, s'est tout simplement emparée. Il y a 1,2 milliard de dollars gelés, bloqués : de l'or et des actifs vénézuéliens. Nous ne pouvons pas faire de transactions. Toutes les transactions bancaires qui passent par New York ou Londres ne se matérialisent pas; soit on retourne l'argent, soit on le bloque. Est-ce que cela est juste pour le peuple vénézuélien? Le représentant de la Russie a été très clair ici, mais pas les autres orateurs. Parce qu'il n'y a pas de sanctions? Parce qu'il n'y a pas de blocus? Est-ce que c'est un mensonge? Ces 18 ou 19 cycles de sanctions contre le Venezuela n'existent pas? Je pense qu'il faut mener une réflexion : c'est un mur idéologique qu'ils sont en train d'ériger contre le Venezuela.

Nous sommes favorables aux initiatives de dialogue, comme nous l'avons fait s'agissant de l'initiative de la République dominicaine à l'époque, qui n'est pas sortie du néant. Le Président Nicolás Maduro – qu'il me soit permis de m'exprimer à la première personne – m'a nommé Ministre des relations extérieures en août 2017. Deux jours plus tard, j'ai rencontré M. Miguel Vargas chez lui, puis le Président Danilo Medina à la présidence, pour appeler les chefs de l'opposition et le Président



Maduro à engager le dialogue au Venezuela. Et que s'est-il passé? Nous sommes parvenus à un accord, et vous le savez, Monsieur le Président. Il existe un document, qui est certainement conservé dans les archives de la présidence de la République dominicaine, qui contient un accord préalable qui a été signé. Au moment de signer l'accord, ils ont ridiculisé le Président Danilo Medina, l'ancien Premier Ministre espagnol Rodríguez Zapatero, les Ministres des relations extérieures qui les soutenaient et leurs partisans au Venezuela – et ils n'ont pas signé. Comme par hasard, Rex Tillerson se trouvait à Bogota ce jour-là, et selon une source fiable, le chef de la délégation vénézuélienne, qui est maintenant réfugié en Colombie, aurait reçu un appel lui demandant de ne pas signer, pour compliquer la situation au Venezuela. Tout cela est vrai.

En outre, je voudrais indiquer que certaines déclarations ont été faites ici, sans fondement rigoureux. On a raconté beaucoup de mensonges ici, et je dis cela avec respect. Je demande aux membres du Conseil de se renseigner auprès du Fonds monétaire international sur les données fournies par le Venezuela, et de vérifier si ces données ont un rapport, même de loin, avec le taux d'inflation qui a été mentionné ici aujourd'hui. Je leur demande de se renseigner auprès de la Directrice du Fonds monétaire international. Je leur demande de se montrer un peu plus rigoureux dans leurs recherches lorsqu'ils s'adressent au monde depuis cette enceinte, qui joue un rôle fondamental pour l'avenir, la paix et la sécurité de l'humanité.

Je leur demande aussi de se renseigner aussi au sujet de ces 3 millions de migrants. C'est vrai, il y a une nouvelle situation migratoire, dont nous n'avions pas connaissance, Monsieur le Ministre des relations extérieures de la Colombie, qui a beaucoup à voir avec le blocus, avec la persécution financière à l'encontre du Venezuela et avec la situation économique au Venezuela. Nous ne nions pas l'existence de cette situation et nous allons la régler avec l'aide de la population et grâce aux plans de redressement économique, de croissance et de prospérité sociale et économique, qui ont été déjà lancés. Combien de fois avons-nous demandé aux Gouvernements de la Colombie, du Pérou, du Chili, de l'Équateur et de l'Argentine de nous fournir des données? Combien de fois leur avons-nous dit « envoyez-nous ces données »? En effet, un Vénézuélien peut se rendre en Colombie en traversant un pont et se retrouver au Chili. Comment le saurais-je? Les membres du Conseil savent-ils ce qui s'est passé ces derniers jours? Le Président de l'Équateur, M. Lenin Moreno, a

demandé que des brigades soient créées pour persécuter les migrants vénézuéliens en Équateur. Notre ambassade était remplie de Vénézuéliens, qui demandaient notre aide pour quitter l'Équateur, car ils étaient visés par une campagne de persécution xénophobe et fasciste à Ibarra, dans le nord du pays. C'est une situation très dure. Les membres du Conseil savent-ils ce qui est arrivé aujourd'hui? Mercredi, il y avait trois avions, dont l'avion présidentiel, qui devaient aller transporter plus de 230 migrants vénézuéliens. Aujourd'hui aussi, trois avions ont été envoyés. En effet, notre ambassade est pleine et nous sommes en train de payer des chambres d'hôtel, avec toutes les difficultés que nous avons à envoyer des fonds à nos missions diplomatiques en raison du blocus. Ils ont refusé de donner une autorisation de survol à ces avions à caractère humanitaire, qui allaient chercher les Vénézuéliens pour qu'ils puissent retourner chez eux et auprès de leurs familles parce qu'ils sont victimes de persécution. Quelle est cette guerre menée contre le Venezuela? Nous attendons la visite de M. Eduardo Stein, qui devrait avoir lieu cette semaine, ainsi que la visite de l'ancienne Présidente du Chili, Michelle Bachelet, qui est aussi une amie.

Pour ce qui est de la violence, les orateurs ont dit ici que la dictature est en train de réprimer et de tuer. Je prie les membres du Conseil d'étudier l'histoire du Venezuela de ces dernières années. Les marches insurrectionnelles de l'opposition, ainsi que les morts qu'elles ont provoqués, ont entraîné et facilité le coup d'État de 2002, avec l'appui des tireurs d'élite. Il faut voir le nombre de personnes qui sont mortes ces derniers jours dans le cadre de manifestations véritablement pacifiques. Qui les a tuées? Des enquêtes sont en train d'être menées par la justice vénézuélienne, les organes du pouvoir citoyen vénézuélien et le Bureau du Procureur général, qui est souverain et n'a besoin d'aucune intervention d'un organe indépendant. Nous allons manifester la vérité concernant tous ces morts, car nous respectons les morts au Venezuela. Ceux qui ont parainé le coup d'État du 23 janvier voulaient provoquer une tragédie au Venezuela, pour que le sang coule dans les rues de Caracas. Cela ne s'est pas produit parce que des mesures ont été prises, même si pendant la nuit, des groupes de 10, 12, 13 personnes sont allés dans les quartiers populaires de Caracas pour piller, pour détruire des biens privés, même s'il y a eu des incidents. Toutefois, nous avons pu prévenir une autre tragédie comme celles du 11 avril 2002, de 2014 et de 2017, lorsque l'opposition extrémiste vénézuélienne – qui était financée par certains pays qui sont représentés ici – est descendue

dans la rue, pour renverser le Président Chavez – à l'époque – et le Président Nicolas Maduro par la force, au moyen d'un coup d'État.

Nous appuyons les initiatives de dialogue, tout comme nous avons appuyé l'initiative de la République dominicaine à l'époque. Nous notons avec satisfaction que le Mexique, l'Uruguay et la Communauté des Caraïbes ont exprimé leur volonté de voir les Vénézuéliens négocier, avec leur aide, et trouver eux-mêmes des solutions, qui ne sont pas imposées. Personne ici ne nous donnera d'ultimatum et personne ne nous dira si des élections doivent avoir lieu ou non. Les décisions qui seront prises le seront par les Vénézuéliens, ceux de l'opposition et ceux qui représentent le Gouvernement, autour de la table de négociation.

Le 22 janvier, le Président de l'Assemblée nationale constituante, M. Diosdado Cabello, a rencontré ce député, M. Juan Guaidó, pour engager le dialogue. Ils sont parvenus à des compromis mais le lendemain, M. Juan Guaidó a fait exactement l'inverse à cause des pressions qu'il subissait, à cause des tweets de Pence et de Trump, et à cause des pressions exercées par ses partisans. Que veulent-ils? Provoquer une guerre civile au Venezuela? Ils n'y parviendront pas. Les présidents américains lancent parfois des guerres quand ils ont des problèmes de gouvernance - et s'agissant des guerres, le Président Trump regrette déjà d'avoir dit que la situation en Iraq serait meilleure avec Saddam Hussein. Il a dit que la situation serait meilleure en Libye avec Mouammar Kadhafi, qu'ils ont renversé et assassiné sauvagement. Le Secrétaire d'État de l'époque a ri de cet assassinat. La sauvagerie et la force n'ont pas leur place dans le monde d'aujourd'hui. Il va même retirer ses troupes de la Syrie. Est-ce qu'il cherche la guerre en Amérique latine? Le Venezuela est-il le trophée de guerre de M. Trump? Nous n'allons pas donner à Donald Trump une guerre au Venezuela. La paix va régner au Venezuela, le calme et l'entente vont régner entre les Vénézuéliens, même si bon nombre des pays qui sont représentés ici cherchent la guerre.

En ce qui concerne le délai que l'Europe essaie de nous imposer, nous rappelons le Libérateur Simón Bolívar en 1818 et le premier différend qu'il a eu avec un représentant des États-Unis. Souvenons-nous que les États-Unis n'ont pas soutenu les luttes de libération de nos pays. Ils avaient déjà acquis leur indépendance par eux-mêmes, en gagnant la guerre contre l'Empire britannique, mais lorsque les colonies d'Amérique du Sud se sont dressées contre l'Empire espagnol, les États-Unis

se sont déclarés neutres. Intéressant, non? Ensuite, non seulement ils se sont déclarés neutres, mais ils ont aussi clandestinement aidé les royalistes et les Espagnols. Ils ont, par exemple, violé les décrets du Gouvernement légitime du Président de l'époque, Simón Bolívar, sur le fleuve Orénoque, au Venezuela, où se trouvaient des navires étasuniens transportant des munitions et autre matériel. Ces navires ont été arrêtés, déclenchant un conflit. Le Libérateur a finalement informé Irvine, l'agent des États-Unis, que pour le Venezuela, il en allait de même de lutter contre l'Espagne que contre le monde entier si le monde entier l'offensait. Nous adoptons la même position aujourd'hui. Heureusement, nous avons de grands amis, qui se sont exprimés ici au Conseil. Cependant, quiconque offensera le Venezuela trouvera le peuple vénézuélien, avec le Président Nicolás Maduro, les conseils communaux, le pouvoir populaire et les forces armées, prêts à défendre leur souveraineté et leur intégrité.

Je voudrais conclure en donnant lecture d'un extrait de la déclaration que j'ai préparée et d'un article de notre Constitution. Il y a eu une tentative, certainement concoctée dans les laboratoires de Washington, de donner un vernis constitutionnel à l'autoproclamation d'un individu dont le nom est encore à peine connu au Venezuela – même le président du Paraguay n'a pu prononcer correctement son nom de famille l'autre jour. Qu'il me soit donc permis de donner lecture de l'article 233 de notre Constitution.

« Sont considérés comme causes de vacance absolue du pouvoir la mort du Président ou de la Présidente de la République, sa démission, sa destitution par décision du Tribunal suprême de justice, son incapacité physique ou mentale permanente certifiée par une commission médicale qui aura été désignée par le Tribunal suprême de justice avec l'approbation de l'Assemblée nationale, l'abandon de son poste, dûment déclaré par l'Assemblée nationale, et la révocation de son mandat par vote populaire. »

Au Venezuela, il y a un référendum de révocation à mi-parcours si le peuple n'est pas satisfait. Cela a été le cas en 2004 avec le Commandant Hugo Chavez, et il a été confirmé dans ses fonctions.

« Lorsqu'il y a une vacance absolue du pouvoir avant l'investiture du Président élu ou de la Présidente élue, une nouvelle élection au suffrage universel, direct et secret doit avoir lieu dans les 30 jours suivants. En attendant l'élection

et l'investiture du nouveau Président ou de la nouvelle Présidente, le Président ou la Présidente de l'Assemblée nationale assume la présidence de la République. »

N'y a-t-il pas eu une investiture au Venezuela? N'y a-t-il pas eu des élections?

S'il y a une divergence dans l'une des branches – et il y en a cinq au Venezuela, toutes légitimes – par exemple, à l'Assemblée nationale, les autres institutions peuvent être saisies. On peut s'adresser au Tribunal suprême de justice. Mais comment se fait-il que, parce qu'un député se proclame Président par intérim, des gouvernements du monde entier commencent à le reconnaître, des gouvernements qui sont pris au sérieux, qui ont des services juridiques dans leurs ministères, qui défendent la Charte des Nations Unies et qui connaissent les Constitutions des États? Le faire, c'est soumettre l'état de droit à la force, ce qui est dangereux pour l'humanité. Nous devons mettre un terme à cela aujourd'hui même ici à l'ONU.

Je pense que ce que j'ai esquissé est suffisant. Au peuple vénézuélien, qui nous écoute, nous disons que nous avons vu ici que le Venezuela n'est pas seul, un fait qui continuera d'être démontré à la présente séance, comme il l'a été dans d'autres instances internationales, notamment au sein du Mouvement des pays non alignés, que le Venezuela préside. Si le Venezuela n'est pas seul, c'est parce qu'il respecte sa Constitution et la Charte des Nations Unies.

Nous continuerons à suivre la voie de notre démocratie. Nous ne permettrons à personne de nous imposer une décision ou de nous donner un ordre. La Secrétaire générale adjointe, M<sup>me</sup> DiCarlo, a elle-même déclaré que ce député s'était autoproclamé Président. Où l'autoproclamation est-elle mentionnée dans la Constitution? Je demande aux personnes présentes d'en trouver la mention dans la Constitution et de me la montrer, et ensuite nous pourrions en débattre. Au nom du Président Nicolás Maduro, des autorités publiques, du peuple vénézuélien, du pouvoir populaire et des conseils communaux et communaux, nous insistons sur le fait que le Venezuela est, comme le dit la Constitution, irrévocablement libre et indépendant et qu'aucune Puissance, aussi puissante soit-elle, ne peut dicter à notre pays son destin et la marche à suivre.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant des États-Unis d'Amérique a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M. Abrams** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je n'avais pas l'intention de prendre la parole, mais il me semble qu'il est utile et même nécessaire de répondre aux déclarations faites au nom du régime vénézuélien. Je ne peux pas réagir à toutes les attaques qui ont été lancées contre tous les pays ici, notamment les insultes qui ont été proférées en qualifiant de nombreux pays ici présents de satellites. En fait, il est intéressant de constater que chaque pays qui a été attaqué ou critiqué par l'orateur précédent est une démocratie. Tous ceux qui ont été critiqués sont une démocratie. Ce n'était qu'une série d'insultes qui reflètent le fait qu'aujourd'hui, il y a un satellite ici, et c'est le Venezuela, qui, malheureusement, est devenu un satellite de Cuba et de la Russie.

Le régime, et son porte-parole, se cachent derrière les lois et la Constitution du Venezuela, tout en emprisonnant les opposants, empêchant des élections libres et tuant les démocrates, comme Fernando Albán. Il ne s'agit pas d'intervention étrangère au Venezuela. Il ne s'agit pas d'imposer un résultat au peuple vénézuélien. La démocratie n'a jamais besoin d'être imposée. C'est la tyrannie qui doit être imposée. Ce débat au Conseil de sécurité porte sur le droit du peuple vénézuélien de diriger ses propres affaires intérieures et de choisir démocratiquement l'avenir de son pays.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé à prendre la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je n'avais pas non plus l'intention de reprendre la parole, mais la réponse du représentant des États-Unis et, par extension, de quelque groupe d'intérêts qu'il représente, me contraint à le faire.

Pour information des membres du Conseil de sécurité, à la différence des États-Unis, la Russie n'a pas de satellites. Le Venezuela n'est pas un satellite de la Russie, et Cuba non plus. Nous n'utilisons même pas ce genre de terminologie. Cela n'existe pas dans notre politique étrangère ni dans notre diplomatie.

Le représentant des États-Unis sera peut-être surpris d'apprendre que lorsque nous discutons de certaines questions au sein du Conseil de sécurité, nous n'essayons jamais de contraindre un pays à se conduire comme nous le souhaiterions ou d'une façon qui serait dans notre intérêt. Nous respectons toujours la souveraineté de tous les pays, qu'ils soient membres du Conseil de sécurité ou non, et nous respectons toujours leurs

opinions et leurs politiques. Si leurs politiques ou leurs points de vue correspondent aux nôtres, tant mieux. Sinon, nous respectons le fait que chaque Membre de l'ONU a droit à ses propres vues et positions, et a le droit souverain de déterminer sa propre politique étrangère.

Hélas, il y a de nombreux cas dans lesquels le pays que représente le représentant des États-Unis utilise non seulement ses États satellites pour promouvoir ses propres intérêts, mais il les oblige à être en phase avec lui. Alors, débattre de qui a des satellites et qui n'en a pas est quelque chose que je lui déconseillerai de faire.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre du pouvoir populaire pour les relations extérieures de la République bolivarienne du Venezuela, qui va faire une autre déclaration.

**M. Arreaza** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : En ce qui concerne les propos de M. Elliott Abrams, il est parfois difficile pour certains porte-paroles d'avoir l'autorité morale nécessaire pour se prononcer, surtout en raison de leur trajectoire et de leurs antécédents. Nous respectons la capacité qu'il a eue à négocier dans de nombreux cas difficiles, mais il a été jugé et gracié pour ce type d'intervention en Amérique latine, dans l'affaire Iran-Contra ou pour sa collaboration avec des dictateurs comme Rios Montt. Ce que je veux dire, c'est qu'un porte-parole d'une autre génération pourrait parler de la sorte.

En tout cas, tous les jours des insultes sont lancées contre le Venezuela : « dictature », « régime », « torture », « meurtrier », « corrompu », « narcotrafiquant ». Oh, mon Dieu ! Pourquoi tant d'insultes ? Des insultes constantes à l'encontre du Venezuela. C'est une bonne chose que le Gouvernement fédéral des États-Unis ait déjà repris ses activités, car je pense qu'il n'avait rien d'autre à faire que de se consacrer au Venezuela. C'est une bonne chose que le Gouvernement ait rouvert aujourd'hui, parce qu'alors il aura un autre travail à faire.

M. Pompeo est déjà parti, il n'a pas voulu rester pour notre intervention, ce qui est dommage, mais nous disons clairement ici – et le Président Maduro le fait aussi – notre intention d'établir et de toujours maintenir une communication et un dialogue ouverts avec le Gouvernement du Président Trump. C'est ce que nous essayons de faire depuis le premier jour de l'arrivée au pouvoir du commandant Chávez, le 2 février 1999, et depuis que le Président Nicolás Maduro est au pouvoir. Ce que nous avons reçu en réponse à nos offres de dialogue

a été le blocus, la persécution, les sanctions, la violence, l'agression, les insultes, les interventions et maintenant ce coup d'état. Toutefois, la voie reste ouverte pour que nous puissions dialoguer et nous traiter mutuellement de manière civilisée, comme l'indique la Charte des Nations Unies, que nous devons tous respecter.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures de la Colombie.

**M. Trujillo García** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je salue les hautes autorités présentes aujourd'hui et je suis très reconnaissant à la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, pour son exposé. Et je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance sur la situation en République bolivarienne du Venezuela.

Permettez-moi tout d'abord de saluer le processus de transition et de rétablissement de l'ordre constitutionnel qui, sous la direction du Président en exercice, Juan Guaidó, et de l'Assemblée nationale, et grâce au grand enthousiasme des forces politiques démocratiques et à une mobilisation citoyenne large et éloquente, se déroule dans notre pays frère dans le cadre de la nouvelle phase qui a débuté le 23 janvier.

La Colombie a demandé la parole à la présente séance pour accompagner la juste clameur du peuple vénézuélien et pour exprimer notre soutien ferme et décisif au Président en exercice du Venezuela, Juan Guaidó, et aux compétences et pouvoirs législatifs de l'Assemblée nationale, élue le 6 décembre 2015. Nous agissons donc dans le respect de nos devoirs de Membre de l'Organisation des Nations Unies, de Membre de l'Organisation des États américains et de signataire de la Charte démocratique interaméricaine. Il convient de rappeler que ces devoirs nous imposent l'obligation d'agir, dans les cadres juridiques déjà mentionnés, en cas d'interruption irrégulière de la démocratie, comme cela s'est produit à nouveau au Venezuela à la suite du processus électoral sans légitimité qui a eu lieu en mai 2018.

Pour la même raison, la Colombie, ainsi que d'autres démocraties de l'hémisphère, agissant dans le cadre du Groupe de Lima, a pris la décision politique et l'engagement ferme, sous l'égide du Gouvernement dirigé par M. Iván Duque Márquez, de soutenir la création des conditions qui permettront au peuple frère du Venezuela de vivre à nouveau dans la démocratie et la liberté. La dictature au Venezuela a constitué une menace



pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région et est contraire au droit international et, en particulier, au droit interaméricain.

La Colombie, en tant que pays voisin du Venezuela, en connaît et en subit les conséquences. Cette dictature s'est emparée des propriétés des hommes d'affaires de notre pays qui ont légitimement investi; elle a réduit au plus bas niveau des échanges commerciaux qui étaient prospères et avantageux pour les deux pays et elle a servi de refuge aux groupes terroristes qui commettent des délits et menacent la vie, les biens, la sécurité et la tranquillité des citoyens en Colombie. Les conséquences désastreuses des méfaits économiques, politiques et sociaux de la dictature sont si évidentes qu'elles ont provoqué l'exode de plus de 3,5 millions de personnes, qui ont quitté leurs terres en désespoir de cause à la recherche de la paix et de possibilités. La Colombie a accueilli, avec responsabilité, solidarité et sens humanitaire, plus d'un million de migrants en provenance du Venezuela, malgré nos capacités et ressources limitées. Nous continuerons donc à participer activement à l'élaboration d'une réponse régionale et mondiale pour gérer adéquatement la crise migratoire.

Ce qui nous anime sur le plan humanitaire dans la situation actuelle, c'est de faire en sorte qu'après l'ouverture des portes fermées par la dictature, grâce aux premières décisions du Président Juan Guaidó, l'aide arrive à ceux qui en ont besoin.

La communauté démocratique internationale a le devoir moral et politique de se mobiliser diplomatiquement et politiquement, sans hésitation ni retard, pour soutenir les efforts d'un peuple qui exige liberté et prospérité.

Le Président Iván Duque Márquez a dit un jour que ce qui détruit le Venezuela nous détruit, et ce qui construit le Venezuela nous construit. Ce que la Colombie vient donc demander à la communauté internationale à cette séance historique du Conseil de sécurité, avec un immense respect, mais avec empressement, c'est son appui au processus visant à mettre fin à l'usurpation, et à assurer la transition et l'organisation d'élections libres, transparentes et pleinement garanties, sous la direction du Président en exercice, Juan Guaidó.

La Colombie est venue demander un appui au rejet des faux dialogues qui ont été utilisés pour freiner les processus, gagner du temps et prolonger la souffrance du peuple vénézuélien. La Colombie est venue demander de l'aide pour l'entrée de l'aide humanitaire

au Venezuela. La Colombie vient demander à la communauté internationale d'exiger le respect de la vie et de l'intégrité de Juan Guaidó, des membres de l'Assemblée nationale, des combattants prodémocratie et de tous les Vénézuéliens qui consacrent leurs efforts à bâtir un avenir meilleur. La Colombie vient demander que davantage de membres de la communauté internationale se joignent à la plainte présentée par plusieurs pays à la Cour pénale internationale pour enquêter sur les graves événements qui se sont produits au Venezuela. La Colombie vient demander un soutien pour des mesures visant à protéger les biens confisqués par la dictature et la corruption. La Colombie est venue demander l'appui politique des quatre coins du monde à une mobilisation qui rend ses illusions à un peuple qui voit briller des lueurs d'espoir. La Colombie est venue à demander un appui à la décision d'aller vers un scrutin transparent et sûr dans lequel les frères vénézuéliens disent quel gouvernement ils souhaitent avoir.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne la parole au représentant du Nicaragua.

**M. Oquist Kelley** (Nicaragua) (*parle en espagnol*) : Le Nicaragua participe à la présente séance du Conseil de sécurité pour réaffirmer son attachement à la paix et sa solidarité avec le Gouvernement et le peuple de la République bolivarienne du Venezuela et son Président légitime, notre frère Nicolás Maduro Moros.

Le Gouvernement et le peuple nicaraguayens considèrent que le Venezuela ne représente en aucune façon une menace pour la paix et la sécurité internationales. C'est pourquoi nous exigeons que les décisions souveraines du peuple vénézuélien soient respectées.

Le peuple vénézuélien a déjà exercé son droit souverain en élisant notre frère Nicolás Maduro Président constitutionnel et légitime, et pas seulement pour un, mais pour deux mandats consécutifs. Il convient de rappeler à la communauté internationale que l'ancien Président des États-Unis, M. Jimmy Carter, a qualifié le système électoral du Venezuela de meilleur au monde. Nous le rappelons au cas où quelqu'un aurait des doutes quant à la véracité et à la transparence des résultats de toutes les élections qui ont eu lieu au Venezuela ces 20 dernières années. Au passage, il importe aussi de souligner qu'aucun peuple en Amérique n'a exercé son droit souverain de choisir ses dirigeants autant de fois que le peuple vénézuélien l'a fait au cours des deux dernières décennies, ce qui est une grande leçon pour tous les peuples - une leçon de souveraineté, de justice sociale et de démocratie donnée par la population vénézuélienne.

La demande de convocation de la séance d'aujourd'hui est une ingérence manifeste dans les affaires intérieures des États et une violation des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies ainsi que du droit international. L'enthousiasme et l'insistance des États-Unis à inscrire la question du Venezuela à l'ordre du jour du Conseil est une autre manière de s'ingérer et d'intervenir dans les affaires intérieures de ce pays, avec pour objectif clair d'imposer un changement de gouvernement et de remplacer le Gouvernement constitutionnel du Président Nicolás Maduro grâce à un coup d'État. Ces agissements ne contribuent en rien à une solution politique et pacifique dont seul le peuple vénézuélien est détenteur et qui doit exercer ses droits à la souveraineté et à l'autodétermination conformément à la législation nationale.

Il est impératif et urgent de respecter la volonté du peuple, de cesser une fois pour toutes les politiques qui violent le droit international et de mettre fin aux actes hostiles, y compris toutes les mesures économiques coercitives unilatérales qui menacent le développement économique et entravent la réalisation des objectifs de développement durable et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, portant ainsi atteinte aux droits fondamentaux du peuple vénézuélien tout entier. Ce qui caractérise la situation au Venezuela, ce sont les tentatives éhontées et concrètes de détruire les acquis sociaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de la réduction de la pauvreté et de la faim que la révolution bolivarienne engagée par le commandant éternel Hugo Chávez Frías a permis de réaliser aux prix de grands efforts.

Rien ne doit venir remettre en cause la zone de paix d'Amérique latine et des Caraïbes proclamée par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes en 2014. En conséquence, toute menace ou tout acte d'agression militaire est inacceptable et répréhensible. Notre commandant, le Président Daniel Ortega Saavedra, a parfaitement résumé ce qui se passe dans cette nation sœur et je le cite :

« Et de nos jours, lorsqu'ils s'attaquent à des peuples et des nations comme le Venezuela, ils le font au moyen d'une politique d'ingérence ouvertement interventionniste. Ce à quoi nous assistons ici, c'est aux agissements, à l'arrogance et au mépris du droit international d'une puissance qui, comme l'histoire l'a montré, ne peut pas accepter le droit international ni s'y conformer. Dès que bon lui

semble, elle foule aux pieds le droit international, y compris les résolutions du Conseil de sécurité, et prend les mesures unilatérales qu'elle veut, simplement en raison de sa force. »

Le Venezuela incarne toute l'Amérique latine et les Caraïbes; le Venezuela incarne le monde tout entier, parce que ce pour quoi se bat le Venezuela en ce moment, c'est le principe de la non-ingérence et l'ordre multilatéral fondé sur l'indépendance, la souveraineté et l'égalité des États.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Cuba.

**M<sup>me</sup> Rodríguez Camejo** (Cuba) (*parle en espagnol*) : L'Amérique latine et les Caraïbes est aujourd'hui le théâtre de menaces persistantes incompatibles avec la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, signée par les chefs d'État et de gouvernement de la région au deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, en janvier 2014. Cet engagement consacre l'obligation de respecter et de défendre pleinement les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans le droit international, y compris l'obligation de s'abstenir d'intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures de tout autre État et de respecter les principes de la souveraineté nationale, de l'égalité des droits et de la libre détermination des peuples.

L'Administration des États-Unis d'Amérique actuellement en place a déclaré que la doctrine Monroe s'appliquait et, dans une nouvelle manifestation de sa politique impérialiste dans la région, elle menace avec un acharnement singulier le Venezuela, déclarant que toutes les options sont sur la table. La région aujourd'hui est comme une vaste prairie en période de sécheresse. Une seule étincelle pourrait déclencher un incendie incontrôlable qui nuirait aux intérêts nationaux de tous.

Nous rejetons catégoriquement les déclarations faites par les représentants des États-Unis d'Amérique dans la salle du Conseil aujourd'hui. Nous regrettons que le Gouvernement des États-Unis d'Amérique cherche à exploiter le Conseil de sécurité pour légitimer sa campagne internationale contre le Gouvernement constitutionnel présidé par Nicolás Maduro Moros. La principale menace à la paix et à la sécurité en Amérique latine et dans les Caraïbes, c'est la campagne d'intimidation de la République bolivarienne du Venezuela à laquelle se livrent les États-Unis et leurs alliés, au mépris flagrant

de la volonté du peuple et des institutions légitimes du Venezuela, telles qu'issues des élections du 20 mai 2018, auxquelles l'opposition vénézuélienne a décidé de son propre chef de ne pas participer.

Nous réaffirmons notre appui total à la révolution bolivarienne et chaviste, à l'union civilo-militaire du peuple vénézuélien et à son gouvernement légitime et démocratique, dirigé par le Président constitutionnel Nicolás Maduro Moros. Nous condamnons vigoureusement la tentative d'imposer, par un coup d'État, un gouvernement à la solde des États-Unis au Venezuela et les appels répétés lancés aux militaires boliviariens pour qu'ils s'associent à cette charge. C'est la souveraineté de nos peuples qui s'exprime face à une telle attitude envers le Venezuela. Soutenir le droit légitime de notre nation sœur de décider de son propre avenir, c'est défendre la dignité de tous.

Nous ne devons pas oublier qu'il y a eu d'autres tentatives, comme le coup d'État militaire en 2002 et le coup d'État pétrolier en 2003; le décret présidentiel agressif par lequel les États-Unis ont qualifié le Venezuela de menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère de cette superpuissance; les mesures de contrainte unilatérales; l'appel au coup d'État militaire contre le Gouvernement constitutionnel du Venezuela; l'avertissement lancé par le Président des États-Unis quant à la possibilité de recourir à l'option militaire et la tentative d'assassinat du Président Maduro le 4 août 2018.

Les actes posés par un groupe de pays et le rôle scandaleux joué par l'Organisation des États américains ne sont qu'une nouvelle tentative désespérée de mettre en œuvre une politique de changement de régime qui a échoué et s'est systématiquement heurtée à la résistance inébranlable du peuple vénézuélien et à sa détermination à défendre sa souveraineté nationale. Nous réaffirmons notre respect indéfectible des buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies et du droit international, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, du non-recours à la menace ou à l'usage de la force dans les relations internationales, et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. La volonté souveraine du peuple vénézuélien l'emportera face à cette intervention impérialiste. L'histoire jugera ceux qui encouragent et reconnaissent ce coup d'État.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Saint-Vincent-et-les Grenadines.

**M. Bynoe** (Saint-Vincent-et-les Grenadines) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe DiCarlo pour son exposé sur la situation en République bolivarienne du Venezuela. Saint-Vincent-et-les Grenadines suit de très près les faits nouveaux en République bolivarienne du Venezuela aux niveaux bilatéral et multilatéral et, à l'instar de nombreux pays, nous sommes nous aussi profondément préoccupés et inquiets de ce qui se passe dans ce pays caribéen voisin.

Je tiens à préciser que Saint-Vincent-et-les Grenadines respecte et défend les principes fondamentaux de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires des États; de respect de la souveraineté; de respect de l'état de droit; et de respect des droits de l'homme et de la démocratie, tels qu'énoncés dans la Charte des Nations Unies. Conscients de la complexité de la crise politique qui règne depuis longtemps au Venezuela, et qui a été aggravée par les événements récents, nous rappelons la nécessité d'un dialogue constructif entre toutes les parties prenantes du pays pour désamorcer cette situation litigieuse et conflictuelle.

Nous vivons sans aucun doute à une époque imprévisible et nous devons rejeter catégoriquement toutes les tentatives susceptibles d'envenimer des situations dangereuses ou de provoquer un changement de dirigeants démocratiquement élus par des mesures imposées, des interventions et des ingérences, qui s'écartent des fondements d'une paix et d'une sécurité durables. En Amérique latine et aux Caraïbes, nous ne savons que trop bien ce qu'est la domination des puissants sur les faibles. L'histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes est marquée à tout jamais par les interventions militaires et l'imposition de gouvernements dictatoriaux. Cette histoire abominable et la nécessité de vaincre ses derniers vestiges poussent les pays de notre continent à rejeter viscéralement tout signe de leur résurgence. Dans la sous-région des Caraïbes, nous avons été témoins de la furie des interventions militaires et nous gardons solidement en mémoire le souvenir de l'ingérence illégale et non sollicitée dans les processus électoraux, conséquence des batailles par procuration de la guerre froide.

Ne nous laissons pas distraire par l'arbre qui cache la forêt et gardons à l'esprit que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes reste une zone de paix telle que proclamée par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes en 2014. Le Venezuela ne doit pas revivre l'acte de terreur systématique et la tentative de

coup d'État qui ont fait couler le sang dans les rues de Caracas le 11 avril 2002.

Saint-Vincent-et-les Grenadines déplore l'organisation de la présente séance, surtout dans un contexte marqué par un paradoxe évident. Sur le plan constitutionnel, la République bolivarienne du Venezuela a un président dûment élu en la personne de S. E. M. Nicolas Maduro, qui a été officiellement investi pour un second mandat le 10 janvier. Malheureusement, une croisade inqualifiable contre le Président légalement et légitimement élu, orchestrée par l'Organisation des États américains (OEA), la plus ancienne organisation de notre continent, cherche à former, unilatéralement et de manière extraterritoriale, un gouvernement présidentiel parallèle non élu, et à déstabiliser l'ordre et l'état de droit en République bolivarienne du Venezuela.

En l'état, l'OEA a abdiqué son rôle d'arbitre et toute responsabilité sérieuse en tant qu'instance dirigeante du continent s'agissant de désamorcer l'impasse au Venezuela, d'autant plus qu'elle ressuscite son passé déplorable de vecteur de l'agression impérialiste et de l'ambition hégémonique en Amérique latine et dans les Caraïbes. Heureusement, de nombreux États membres de cette organisation n'ont pas renoncé au dialogue ni abandonné les principes fondamentaux énoncés dans les chartes de l'OEA et des Nations Unies. Concrètement, pour être précis, le Mexique et l'Uruguay ont fait part de leur volonté de jouer un rôle de médiateur dans la crise politique, tandis que des groupements régionaux tels que la Communauté des Caraïbes et l'Union européenne ont offert leurs bons offices pour servir d'intermédiaires honnêtes et faciliter le dialogue entre toutes les parties afin de régler la crise. Saint-Vincent-et-les Grenadines soutient ces initiatives responsables.

Nous affirmons catégoriquement que le Venezuela n'est pas une menace et ne représente aucun danger pour la paix et la sécurité internationales, même si son gouvernement fait l'objet d'une campagne d'agression systématique. Il est indiscutable que le pays est confronté à une multitude de défis complexes auxquels il faut s'attaquer de front par des moyens démocratiques et dans les limites de la loi suprême du pays, à savoir sa Constitution.

Comme toujours, Saint-Vincent-et-les Grenadines est prête à aider de manière constructive nos chers frères et sœurs de la République bolivarienne du Venezuela et à favoriser un rapprochement entre les forces en présence. Nous ne devons pas renoncer au dialogue, car celui-ci est essentiel dans la diplomatie multilatérale. L'histoire

nous enseigne que le rejet du dialogue est souvent un signe avant-coureur de l'unilatéralisme et de la guerre, une option que nous ne pouvons tolérer dans notre zone de paix.

Que les principes fondamentaux de l'Organisation et de sa Charte nous servent de guide.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

**M. Blanchard** (Canada) (*parle en anglais*) : Le Canada se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'aborder la situation du Venezuela devant le Conseil. Compte tenu de la gravité de cette crise, qui continue de s'aggraver, et de ses lourdes conséquences sur le peuple vénézuélien et sur la sécurité et la stabilité de la région, le débat d'aujourd'hui est opportun.

Aux côtés des pays démocratiques du monde entier, y compris la majorité des pays des Amériques et l'Organisation des États américains, nous avons rejeté fermement la prétention illégitime de Nicolás Maduro Moros au pouvoir. L'élection présidentielle de mai 2018 n'a pas été libre et régulière. En fait, elle était frauduleuse et c'est pour cette raison que le régime Maduro n'a pas le droit de gouverner le Venezuela. Le Canada est solidaire de l'Assemblée nationale démocratiquement élue et respecte l'ordre constitutionnel du Venezuela.

Le Canada réitère son plein appui à Juan Guaidó, Président de l'Assemblée nationale, en tant que Président par intérim du Venezuela. Nous appuyons son engagement à diriger le Venezuela vers une élection présidentielle libre et régulière, à inviter la communauté internationale à soutenir ses efforts et à respecter la Constitution et les institutions démocratiques du Venezuela.

Cette semaine, le Canada a regardé des milliers de Vénézuéliens descendre dans la rue pour démontrer, de façon claire et pacifique, leur attachement à la démocratie. Nous sommes convaincus qu'une solution pérenne à la crise au Venezuela sera trouvée grâce à l'esprit d'initiative et au courage du peuple vénézuélien.

(*l'orateur poursuit en français*)

Alors que la communauté internationale forme un front commun et dénonce la dictature de Nicolás Maduro, nous ne pouvons pas oublier l'état critique dans lequel se trouvent des millions de Vénézuéliens. Ceux-ci souffrent des abus affreux des droits de la personne. Souffrant des effets de la crise économique et politique, ils n'arrivent pas à combler leurs besoins les plus



essentiels, tel que se nourrir et avoir accès aux services de santé et à des médicaments.

Si Nicolás Maduro est sourd aux appels du Groupe de Lima et de la communauté internationale, peut-être alors entendra-t-il les 3 millions et plus de Vénézuéliens qui ont fui leur patrie à la recherche d'une meilleure vie. Ils ont fui, très souvent, pour survivre. Cet exode est déjà le plus important de l'histoire moderne de la région.

Beaucoup transitent ou résident dans les pays voisins, qui montrent une générosité hors du commun envers nos frères et sœurs vénézuéliens. Le Canada exprime sa solidarité, sa gratitude et son soutien envers chacun de ces pays qui se sont vus forcés d'accueillir, dans certains cas, des centaines de milliers de Vénézuéliens. Si la situation persiste, on estime qu'il y aura 5,3 millions de réfugiés et de migrants du Venezuela d'ici à la fin de cette année. Cette situation constitue une grave menace à la stabilité et à la sécurité de la région.

*(l'orateur reprend oursuit en anglais)*

Comment peut-on mettre en doute le fait que le déplacement de plus de 3 millions de réfugiés à ce jour – nombre susceptible d'être bientôt porté à 5,3 millions – puisse constituer une menace pour la sécurité régionale? Face à cette catastrophe, nous, communauté internationale, devons être solidaires de l'Assemblée nationale démocratiquement élue, du Président par intérim Juan Guaidó et du peuple vénézuélien dans leur quête d'une solution pacifique à la crise actuelle. C'est dans cette optique que le Canada a pris des mesures concrètes, telles que l'imposition de sanctions ciblées à l'encontre de 70 responsables du régime et que, aux côtés de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Paraguay et du Pérou, il a renvoyé la situation au Venezuela devant la Cour pénale internationale.

Le Canada se réjouit par ailleurs d'accueillir la prochaine réunion du Groupe de Lima à Ottawa. Le Canada est fier d'être aux côtés des Vénézuéliens. Nous saluons leur courage et nous réaffirmons notre indéfectible attachement aux principes universels de la démocratie, de l'état de droit et des droits de l'homme.

**Le Président** *(parle en espagnol)* : Je donne maintenant la parole au représentant de l'État plurinational de Bolivie.

**M. Llorentty Solíz** (État plurinational de Bolivie) *(parle en espagnol)* : Je tiens tout d'abord à vous féliciter, Monsieur le Président, pour la manière dont vous dirigez la présente séance du Conseil de sécurité.

C'est mue par son attachement au droit international et aux principes de l'autodétermination des peuples et du respect de la souveraineté des États que ma délégation a décidé de participer à cette séance.

D'emblée, nous souhaitons exprimer notre solidarité avec le Gouvernement du Président Nicolás Maduro Moros et avec le peuple vénézuélien. Nous tenons également à souligner un aspect qui a déjà été évoqué dans cette salle. Ma région, la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, s'est proclamée zone de paix.

Nous prenons la parole pour faire part, une nouvelle fois, de notre préoccupation face à la convocation de cette séance du Conseil de sécurité. Cet organe a vocation à traiter des questions liées aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, or le Venezuela ne constitue une menace ni pour la région ni pour le monde. Au contraire, comme cela a déjà été dit ici même, ce sont les agressions dont le Venezuela est victime qui constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales.

Les membres du Conseil de sécurité, en particulier ses membres permanents, sont tenus d'éviter l'instrumentalisation politique et idéologique du Conseil et nous estimons par conséquent que cet effort pour nous faire examiner la situation intérieure d'un État Membre de l'ONU n'a pas de sens. Au contraire, nous appelons les membres du Conseil à promouvoir le respect du droit international et des principes consacrés par la Charte des Nations Unies, principes qui ont présidé à la création de l'Organisation, et au rang desquels figurent précisément la non-ingérence dans les affaires intérieures des États et le respect de leur souveraineté.

Loin d'aider, les politiques marquées du sceau de l'ingérence dont use le Gouvernement des États-Unis pour maîtriser la situation ne font que l'aggraver. Convoquer une séance de l'organe chargé de préserver la paix et la sécurité internationales ne sert qu'à affaiblir les efforts que le multilatéralisme, en particulier le Conseil de sécurité, doit déployer. Cela affaiblit l'élan de la diplomatie préventive, éloigne toujours plus la possibilité d'un dialogue entre les parties et va à l'encontre du principe de l'égalité des États, ainsi que de la prise en compte de la volonté et de la souveraineté des peuples.

On a évoqué à plusieurs reprises la situation humanitaire que traversent de nombreux citoyens vénézuéliens, mais qu'il me soit permis de soulever deux points sur cette question. Le premier concerne l'illégalité des sanctions unilatérales. En vertu du droit international,

les sanctions qu'un État impose à un autre État au-delà de celles prévues dans les résolutions du Conseil sont illégales. Par ailleurs, ceux-là même qui imposent ces sanctions unilatérales, ceux-là même qui imposent des sanctions économiques et financières, prétendent à présent nous expliquer comment régler la situation humanitaire, alors qu'il me soit permis de lire un passage d'un rapport du Service de recherche du Congrès des États-Unis (Congressional Research Service) sur la situation concernant les sanctions.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

« Les analystes craignent que des sanctions plus sévères n'exacerbent la situation humanitaire difficile du Venezuela, laquelle est marquée par des pénuries de nourriture et de médicaments, une pauvreté accrue et des migrations massives. De nombreux groupes de la société civile vénézuélienne sont opposés à des sanctions susceptibles d'aggraver la situation humanitaire. »

*(l'orateur reprend en espagnol)*

Si nous devons parler de la situation humanitaire au Venezuela, alors parlons de qui est responsable, parlons de qui est à l'origine de ces sanctions unilatérales et illégales.

Malheureusement, nous voyons bien que le véritable propos de ceux qui ont demandé cette séance n'est pas de défendre la démocratie ou les droits de l'homme; leur véritable but est de promouvoir des situations d'instabilité et de les exploiter pour inciter au changement de régime et faire prévaloir des politiques de contrôle des ressources naturelles. On dénombre trois motifs. Le premier est naturellement le pétrole, qui n'a été que peu mentionné au cours de la présente séance. Le second est la prise de contrôle géopolitique. Le troisième vise à mettre en garde les États qui ne s'alignent pas sur les politiques des États-Unis.

Je pose la question : quel pays se trouve en meilleure position après une intervention des États-Unis? N'avons-nous pas discuté à plusieurs reprises, au Conseil qui plus est, des très graves conséquences de ce qui est en train de se produire en Iraq, en Syrie ou encore en Libye? Je rappelle la proclamation de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes : nous sommes une région de paix. Le but véritable est d'intimider les gouvernements démocratiquement élus qui ont rejeté sans équivoque ces politiques parce qu'ils considèrent qu'elles représentent une menace pour la souveraineté et l'autodétermination de leurs peuples.

Enfin, nous appelons les membres du Conseil, auxquels la Charte des Nations Unies confère une immense responsabilité, à se laisser guider par la Charte et ses principes et à respecter le cadre qu'ils forment pour éviter des scénarios d'incertitude et d'affrontement et, au contraire, pour encourager les espaces de dialogue et de médiation pacifique qui permettront de trouver des solutions durables.

Nous avons peut-être des différences idéologiques – c'est tout naturel –, et nous avons peut-être des divergences politiques, mais nous ne devons pas afficher de divergences en matière d'interprétation du droit international. Tout comme les sanctions unilatérales sont illégales, les menaces sont illégales. Menacer de recourir à la force est illégal. Faire ingérence dans les affaires intérieures d'autres États est illégal. Si nous éliminons ces variables de l'équation, alors nous trouverons assurément une solution satisfaisante à la situation au Venezuela dans le cadre de ce qui a été proposé par des États comme le Mexique et l'Uruguay; mais nous n'y parviendrons pas en violant de manière systématique et généralisée les normes du droit international.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Paraguay.

**M. Arriola Ramírez** (Paraguay) (*parle en espagnol*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la parole et d'avoir convoqué cette séance publique sur la situation en République bolivarienne du Venezuela.

La République du Paraguay réaffirme son attachement aux principes du droit international et aux buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, et déplore l'effondrement de l'état de droit et de la démocratie, le non-respect des droits de la personne au Venezuela, ainsi que la crise humanitaire qui en découle.

Le nouveau mandat présidentiel de M. Nicolás Maduro Moros est le résultat d'un processus électoral illégitime, qui n'a pas vu la participation de tous les acteurs politiques vénézuéliens, ni la présence d'observateurs internationaux indépendants, et n'a pas été mené selon les garanties et normes internationales d'un processus démocratique, libre, régulier et transparent. Voilà pourquoi le Gouvernement paraguayen a été le premier à rompre ses relations diplomatiques avec le régime de Nicolás Maduro le 10 janvier.

Le Paraguay condamne depuis le début la détérioration de la situation politique, économique, sociale et humanitaire au Venezuela et soutient les innombrables

initiatives, appels et efforts en faveur d'un dialogue efficace entre le Gouvernement de Nicolás Maduro et les différents acteurs politiques qui forment l'opposition, en coordination avec les pays membres du Groupe de Lima et de l'Organisation des États américains. De plus, je tiens à rappeler que le Paraguay est l'un des six États qui, en septembre dernier, a demandé au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale d'ouvrir une enquête pour déterminer si des crimes contre l'humanité ont été commis au Venezuela.

Le Paraguay réaffirme aujourd'hui dans la salle du Conseil de sécurité qu'il soutient et reconnaît pleinement à l'Assemblée nationale, dont les membres ont été légitimement élus en décembre 2015. Le Gouvernement paraguayen réitère aussi qu'il reconnaît M. Juan Guaidó comme Président par intérim de la République bolivarienne du Venezuela, conformément aux dispositions constitutionnelles de ce pays frère. Nous sommes convaincus que le Président Guaidó lancera le processus de transition démocratique au Venezuela dans le respect de la Constitution, avec la participation de tous les acteurs politiques et en respectant les garanties et normes internationales d'un processus démocratique, conduisant ainsi à l'organisation d'un nouveau scrutin dès que possible.

Pour terminer, nous exhortons le régime de Nicolás Maduro à éviter tout acte de violence et exprimons de nouveau notre admiration au peuple vénézuélien pour son courage, ainsi que notre solidarité et notre soutien inconditionnels à ce peuple éprouvé. Le Paraguay continuera de plaider dans toutes les instances multilatérales en faveur d'un règlement pacifique et démocratique de la crise au Venezuela. Nous restons fermement attachés à poursuivre notre action aux fins du plein rétablissement de l'état de droit, de la démocratie et du respect des droits de l'homme dans la République bolivarienne sœur du Venezuela.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Suriname.

**M<sup>me</sup> Sweeb** (Suriname) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo pour son exposé détaillé.

Comme tant d'autres sur notre continent et dans l'ensemble des Amériques, le Gouvernement surinamais suit avec beaucoup d'inquiétude la situation en République bolivarienne du Venezuela et les faits concernant ce pays. Les récents faits nouveaux sont particulièrement inquiétants car ils compromettent la stabilité de

ce pays frère, tout en éloignant éventuellement la région des idéaux d'une zone de paix.

Comme il l'a fait dans d'autres instances, le Suriname réaffirme qu'il est fermement attaché aux principes directeurs du droit international, inscrits non seulement dans la Charte des Nations Unies et dans divers autres accords internationaux, mais aussi dans sa propre Constitution. Ma délégation a pour position de principe, comme le stipule notre Constitution, d'œuvrer à la coexistence pacifique, de recourir au dialogue pour tout conflit existant – quelle qu'en soit la nature, nationale ou internationale – et de défendre les principes internationalement convenus de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, de non-intervention et de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États.

Le Gouvernement surinamais condamne donc toute agression armée, toute forme de pression politique ou économique, ainsi que toute ingérence directe ou indirecte dans les affaires intérieures d'autres États. De plus, étant donné sa position ancrée dans des principes, le Suriname ne peut appuyer aucun gouvernement n'ayant pas été élu selon des procédures et des processus démocratiques conformes à la Constitution du pays concerné. L'état de droit doit être respecté.

Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement surinamais réaffirme qu'il reconnaît à S. E. M. Nicolás Maduro Moros le titre de Président démocratiquement élu de la République bolivarienne du Venezuela. S'agissant du conflit interne qui a éclaté au Venezuela, le Suriname appelle à un dialogue inclusif et constructif, qui, à notre avis, est le seul moyen de trouver des solutions durables et pacifiques, notamment pour répondre aux besoins humanitaires existants. Nous prions toutes les parties concernées d'engager un tel dialogue et, ce faisant, de sécuriser la région des Amériques et de la préserver comme zone de paix.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine.

**M. García Moritán** (Argentine) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de l'organisation de la présente séance, et de l'exposé présenté par la Secrétaire générale adjointe Rosemary DiCarlo.

L'Argentine, à l'instar d'une grande partie de la communauté internationale, a réfuté la légitimité du mandat de Nicolás Maduro Moros entamé le 10 janvier suite au scrutin du 20 mai 2018, qui ne remplissait pas les conditions lui permettant d'être considéré comme libre,

démocratique et transparent. Le 10 janvier, l'Argentine a annoncé des mesures concrètes prises contre le régime de Maduro, notamment l'interdiction d'entrée de hauts responsables du régime, la suspension de l'application de l'accord sur l'exemption de visa pour les passeports diplomatiques et de service, et des alertes aux institutions bancaires et financières concernant les risques qu'ils courent à travailler avec le Gouvernement vénézuélien ou avec des entreprises publiques ou contrôlées par l'État vénézuélien.

Nul n'ignore que Juan Guaidó, Président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, a assumé les fonctions de Président par intérim le 23 janvier, conformément à la Constitution vénézuélienne, dans un contexte marqué par des manifestations massives du peuple vénézuélien, dont l'appel à la démocratie et à la liberté a été clair et ferme. Comme beaucoup d'autres États, le Gouvernement de la République argentine a reconnu Juan Guaidó comme Président par intérim du Venezuela.

Le 24 janvier, à la demande de l'Argentine et d'autres pays, le Conseil permanent de l'Organisation des États américains s'est réuni en session extraordinaire pour examiner les événements récents survenus au Venezuela. À la suite de ces délibérations, 16 pays ont signé une déclaration approuvant l'autorité constitutionnelle de l'Assemblée nationale et reconnaissant Juan Guaidó comme Président par intérim du Venezuela. Ces derniers jours, plusieurs acteurs internationaux ont à nouveau proposé des initiatives de concertation pour régler cette crise.

L'Argentine privilégie toujours le dialogue, mais pour obtenir des résultats positifs, il faut que les parties concernées soient de bonne foi. En conséquence, l'Argentine tient à rappeler que le processus de dialogue de Saint-Domingue a échoué, en raison de l'absence de volonté réelle de M. Maduro d'engager un dialogue. Par conséquent, l'Argentine signale le risque que les initiatives de dialogue, encouragées en toute bonne foi par divers acteurs internationaux, ne soient transformées par le régime de Maduro en des manœuvres dilatoires.

L'Argentine estime que l'ONU et ses États Membres doivent apporter leur contribution pour faciliter une transition pacifique en vue de l'organisation d'un scrutin libre, démocratique et transparent dès que possible. C'est la seule façon de faire face à la profonde crise politique, économique et humanitaire qui ravage le Venezuela depuis trop longtemps.

Le Groupe de Lima, dont l'Argentine est membre, avait déjà demandé en octobre 2017 au Secrétaire général et au système des Nations Unies de contribuer à mettre fin à cette crise et aux violations persistantes des droits de l'homme au Venezuela. En fait, cette crise a une portée régionale et même mondiale. D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations, 3 millions de migrants et de réfugiés vénézuéliens ont été obligés d'abandonner leur pays à cause d'une crise politique, économique et humanitaire qui a des incidences graves sur leurs droits de l'homme. Sur ce chiffre, 2,4 millions de personnes se trouvent en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En outre, l'Argentine condamne énergiquement, une fois de plus, les mesures répressives prises par le régime de Maduro contre le peuple vénézuélien. La République argentine continuera de dénoncer les violations des droits de l'homme perpétrées par ce régime, comme elle le fait depuis que le Président Mauricio Macri a pris la tête du Gouvernement. Conformément à cette position, le Gouvernement argentin, de concert avec d'autres pays, a demandé au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale de lancer une enquête sur la commission présumée de crimes contre l'humanité au Venezuela et a promu la suspension du Venezuela du Marché commun du Sud (MERCOSUR), en vertu du Protocole d'Ushuaia relatif à l'engagement démocratique dans le MERCOSUR, la République de Bolivie et la République du Chili.

Pour terminer, l'Argentine considère que le Conseil de sécurité doit réaffirmer son rôle dans la défense de la paix et de la sécurité internationales. La pertinence même et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies sont en train d'être évaluées par nos populations et par la communauté internationale à la lumière de son aptitude à agir face à cette crise complexe et sans précédent dans les Amériques. Le Conseil ne saurait rester indifférent face à cette situation tragique qui, selon l'Argentine, constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales du fait de ses répercussions dramatiques, en particulier pour la population vénézuélienne et pour la région.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique.

**M. Gómez Camacho** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je suis reconnaissant d'avoir été invité à participer à la présente séance du Conseil de sécurité. Nous assistons à la présente séance conformément à



l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, avec un intérêt légitime pour la question à l'examen, le Venezuela étant une nation sœur.

Le Mexique réaffirme sa préoccupation face à la détérioration de la situation au Venezuela, et nous regrettons la perte de vies humaines causée par les événements les plus récents. Nous appuyons les déclarations et la démarche du Secrétaire général, visant à ce que tous les acteurs impliqués apaisent les tensions, déploient les plus grands efforts possibles pour éviter une escalade du conflit et rejettent tout type de violence.

Il existe des possibilités de dialogue et de conciliation qui privilégient le respect des droits de l'homme, et elles doivent être épuisées. Le Mexique saisit cette occasion pour exiger la recherche d'une solution pacifique et démocratique à la situation complexe que connaît le Venezuela. C'est le peuple vénézuélien qui doit choisir son propre cap, sans ingérences.

Conformément à sa longue tradition diplomatique, le Mexique est convaincu qu'il existe une solution négociée, fondée sur le dialogue entre tous les intéressés, notamment les possibilités prévues au Chapitre VI de la Charte des Nations Unies. Les Gouvernements mexicain et uruguayen ont donc proposé un nouveau processus de négociations inclusif et crédible, dans le plein respect de l'état de droit et des droits de l'homme. Nous réaffirmons notre soutien complet, notre détermination et notre volonté d'œuvrer conjointement en faveur de la stabilité, du bien-être et de la paix pour le peuple vénézuélien.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Équateur.

**M. Gallegos Chiriboga** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Mon pays remercie la République dominicaine d'avoir convoqué la présente séance publique du Conseil de sécurité, compte tenu de la profonde crise politique, économique et sociale que connaît le Venezuela, pays frère. Je remercie M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe, de son exposé.

L'Équateur réaffirme que tous les peuples du monde ont droit à la démocratie et que leurs gouvernements ont l'obligation de la promouvoir et de la défendre. C'est pourquoi nous nous faisons l'écho de la décision de l'Assemblée nationale du Venezuela qui, dans le cadre des dispositions de la Constitution de ce pays, a déclaré qu'il convenait de remplacer le titulaire du pouvoir présidentiel. Dans cet ordre d'idées, la République de l'Équateur reconnaît en tant que Président par intérim

du Venezuela le Président de l'Assemblée nationale, M. Juan Guaidó.

L'Équateur entérine la déclaration faite avant-hier par la République argentine à l'Organisation des États américains au nom d'un groupe de pays, dont le mien. Nous souhaitons donc réaffirmer l'autorité constitutionnelle de l'Assemblée nationale du Venezuela, démocratiquement élue, et notre ferme appui aux mesures prises pour demander l'aide humanitaire internationale, la libération des détenus politiques, le gel des avoirs des fonctionnaires gouvernementaux corrompus et la fourniture de garanties aux fonctionnaires civils et militaires qui soutiennent le rétablissement de la démocratie et de l'état de droit au Venezuela.

Notre pays a toujours démontré sa solidarité avec le peuple vénézuélien, et c'est pourquoi nous avons accueilli plus de 240 000 Vénézuéliens sur notre territoire, dont 100 000 bénéficient déjà d'un visa de séjour régulier; nous avons ainsi aidé une partie des 3 millions de Vénézuéliens qui, à ce jour, ont été obligés d'émigrer. Nous lançons un appel afin que les efforts se poursuivent pour que le Venezuela reprenne le chemin de la démocratie grâce à une transition pacifique, en préservant et en garantissant l'intégrité, l'exercice et le plein respect des droits de l'homme de sa population, en particulier les droits à la vie, à l'intégrité et aux libertés personnelles. L'Équateur espère que le nouveau Président par intérim, dans le cadre du droit, convoquera dès que possible des élections libres et transparentes qui feront l'objet d'une large observation internationale, et inaugurer ainsi une ère nouvelle de prospérité démocratique et de fraternité dans son pays.

Je voudrais évoquer les allusions aux réactions populaires à la suite de la mort de Diana, une femme enceinte de 22 ans, tuée par son compagnon vénézuélien. Nous le regrettons, mais je tiens à assurer les Vénézuéliens que mon peuple les considère comme nos frères et nos sœurs, et c'est pourquoi, comme je viens de le dire, plus de 240 000 Vénézuéliens vivent maintenant dans mon pays et sont sur la voie de la régularisation complète de leur situation. En outre, des centaines de milliers de Vénézuéliens ont pu entrer dans mon pays et le quitter, et nous leur avons fourni les soins médicaux et le soutien qu'ils n'avaient pas reçus dans leur pays.

En avril, l'Équateur a convoqué la troisième réunion sur le problème créé par la migration de 3 millions de frères et de sœurs vénézuéliens, afin de chercher des solutions au plus grand problème humanitaire de notre région. La solution démocratique à la crise

vénézuélienne ne sera réalisée que grâce au dialogue et à la concertation et elle ne peut être imposée par le règne de la terreur, de la torture et du meurtre. Avant de sombrer dans le tourbillon où des innocents désarmés sont victimes de tueurs à gages et d'agents de l'État, nous avons besoin de sérénité, de clairvoyance et de solutions politiques intelligentes et intégrales.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Barbade.

**M<sup>me</sup> Thompson** (Barbade) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance sur une question de la plus grande gravité. Je remercie également la Secrétaire générale adjointe, M<sup>me</sup> DiCarlo, de son exposé.

Les chefs d'État et de gouvernement des membres suivants de la Communauté des Caraïbes – Antigua-et-Barbuda, la Barbade, le Belize, la Dominique, la Jamaïque, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines et la Trinité-et-Tobago – ainsi que les Ministres des affaires étrangères de la Grenade et du Suriname, se sont réunis par visio-conférence le 24 janvier et ont publié la déclaration que j'ai l'honneur de formuler aujourd'hui au Conseil de sécurité. Par la suite, cette déclaration a été entérinée par la République coopérative du Guyana. Je vais maintenant lire la déclaration *in extenso* :

« Les chefs de gouvernement suivent de près la situation insatisfaisante actuelle dans la République bolivarienne du Venezuela, un pays voisin des Caraïbes. Ils se sont déclarés profondément préoccupés par la situation tragique du peuple vénézuélien et l'instabilité croissante du pays engendrée par les événements récents, qui pourraient entraîner de nouvelles violences, des affrontements, l'effondrement de l'ordre public et de plus grandes souffrances pour la population.

Les chefs de gouvernement ont réaffirmé leurs principes fondamentaux de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires intérieures des États, de respect de la souveraineté, d'adhésion à la primauté du droit et de respect des droits de l'homme et de la démocratie.

Les chefs de gouvernement ont réaffirmé que la crise politique de longue date, qui a été aggravée par les événements récents, ne peut être réglée de manière pacifique que par un dialogue et une diplomatie véritables.

À cet égard, les chefs de gouvernement ont offert leurs bons offices pour faciliter le dialogue entre toutes les parties afin de répondre à l'aggravation de la crise.

Réaffirmant leur attachement aux principes énoncés au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, qui demande aux États Membres de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, et à l'Article 21 de la Charte de l'Organisation des États américains, qui porte sur l'inviolabilité territoriale, les chefs de gouvernement ont souligné qu'il importe que les Caraïbes demeurent une zone de paix.

Les chefs de gouvernement ont appelé les forces extérieures à s'abstenir de tout acte de nature à déstabiliser la situation, souligné la nécessité de prendre du recul et appelé tous les acteurs, internes et externes, à éviter tout acte susceptible d'aggraver une situation déjà explosive au détriment du peuple de la République bolivarienne du Venezuela et qui pourrait avoir des répercussions négatives considérables sur l'ensemble de la région ».

Ainsi s'achève cette déclaration publiée le 24 janvier. Les chefs de gouvernement des Caraïbes continueront d'accorder toute l'attention nécessaire à cette question très grave et d'en rester saisis, le cas échéant.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Chili.

**M. Skoknic Tapia** (Chili) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons de la tenue de la présente séance consacrée à l'examen d'une question de la plus haute importance pour la région et pour laquelle un organe principal de l'ONU, le Conseil de sécurité, nous paraît devoir jouer un rôle fondamental. Nous saluons également la présence de plusieurs ministres de notre région ainsi que l'exposé de M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo, Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix.

Élément central de sa politique étrangère, le Chili appuie la démocratie en tant que système politique offrant un cadre idoine pour garantir le plein respect des droits fondamentaux de chaque être humain. Des valeurs telles que la tolérance, le dialogue, l'égalité des chances, l'inclusion et la cohésion sociales, ainsi que le plein exercice des libertés fondamentales, sont mieux garanties lorsque prévaut la primauté du droit, qu'un respect et un équilibre existent entre les pouvoirs de

l'État et que les institutions publiques fonctionnent de manière efficace. Une culture démocratique fondée sur ces principes se construit jour après jour, et cette tâche exige la participation de la société tout entière.

Malheureusement, le Venezuela traverse aujourd'hui une crise profonde de ses institutions démocratiques et une détérioration inacceptable des conditions de vie et des droits fondamentaux de ses citoyens sous un gouvernement autoritaire et répressif.

Le Gouvernement chilien ne reconnaît pas la légitimité des élections qui se sont déroulées l'année dernière au Venezuela, au terme desquelles le Gouvernement de Nicolás Maduro Moros a brigué un nouveau mandat. Mais ce n'est pas tout. La Cour suprême de Justice du Venezuela a déclaré illégitime la présidence de Maduro. Dans ces conditions, l'Assemblée nationale vénézuélienne, seule institution élue démocratiquement et pleinement légitime, a décidé, en vertu de la Constitution vénézuélienne, en particulier de son article 233, de nommer Juan Guaidó Président par intérim, avec un mandat très clair : rétablir la démocratie au Venezuela en appelant à la tenue d'élections libres, justes, démocratiques et transparentes.

Dans ce contexte, le Chili, à l'instar de nombreux autres pays de la région, a reconnu et appuyé pleinement et publiquement le Président de l'Assemblée nationale, M. Juan Guaidó, devenu Président par intérim de la République bolivarienne du Venezuela, conformément à la Constitution du pays.

Nous appuyons le processus de transition démocratique engagé au Venezuela, qui vise la tenue dans les meilleurs délais de nouvelles élections auxquelles participeront tous les acteurs de la vie politique, dans le respect des garanties et des règles internationales requises pour un processus démocratique. En outre, nous condamnons les actes de violence qui se sont produits au Venezuela et demandons instamment que la primauté du droit, les droits fondamentaux de la personne et la paix sociale soient garantis pendant la période de transition gouvernementale.

Par conséquent, le Chili fait siennes les préoccupations exprimées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme face au recours par l'État à des mesures punitives pour poursuivre pénalement les dissidents politiques et disqualifier un certain nombre de responsables dissidents. Nous tenons, à ce propos, à mentionner la résolution 1/2019 de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, en date du 25 janvier,

qui accorde au Président par intérim Juan Guaidó et à sa famille des mesures visant à assurer sa protection.

La solution aux problèmes que connaît le Venezuela réside dans le rétablissement de véritables valeurs démocratiques. Cela passe par la libération des prisonniers politiques, le rétablissement et le respect des libertés et les droits de l'homme de tous les Vénézuéliens, la mise en place d'un couloir humanitaire pour permettre d'atténuer la crise engendrée par la pénurie de nourriture et de médicaments et, bien sûr, le retour à une démocratie totale au Venezuela.

Enfin, le Chili exhorte la communauté internationale à œuvrer de concert afin que le Président par intérim Juan Guaidó soit rapidement et pleinement reconnu et à appuyer son plan constitutionnel, qui vise la tenue d'élections et le rétablissement de la démocratie au Venezuela.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil.

**M. Vieira** (Brésil) (*parle en anglais*) : Le 23 janvier, le Venezuela a été le théâtre d'événements exceptionnels. Conformément à la Constitution vénézuélienne et après approbation de la Cour suprême de Justice, le Président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, M. Juan Guaidó, a assumé les fonctions de Président par intérim du Venezuela. Le fait que, ce même jour, un nombre sans précédent de personnes soient descendues dans la rue dans le cadre de manifestations pacifiques pour exiger des changements au Venezuela ne fait que souligner l'importance capitale des événements dont nous sommes les témoins.

Quelques minutes après l'annonce de Juan Guaidó, le Brésil, ainsi que de nombreux autres pays attachés au respect de la primauté du droit, à la légitimité et à la transition démocratique au Venezuela, l'ont immédiatement reconnu comme Président par intérim de ce pays. Cette action coordonnée n'est pas une décision précipitée, irréfléchie ou irresponsable. Elle est le fruit d'une prise de conscience collective de la nécessité d'appuyer la Constitution du Venezuela et ses institutions légitimes. Elle est aussi l'aboutissement d'un très long processus de dialogue diplomatique et d'action en faveur du Venezuela et de son peuple.

Avant même que le Président Bolsonaro ne prenne ses fonctions au Brésil, le 1<sup>er</sup> janvier, le Venezuela était déjà une priorité pour lui et son équipe. Dès sa première visite, notre Ministre des relations extérieures, M. Ernesto Araújo, a participé à une réunion du Groupe

de Lima afin de démontrer la ferme volonté du Brésil de prendre les choses en main et d'œuvrer avec d'autres partenaires à la publication d'une déclaration d'appui ferme et claire à l'Assemblée nationale et à la Cour suprême de Justice en faveur de la transition démocratique et d'un changement urgent au Venezuela.

Depuis le premier jour, le Brésil est également en contact permanent avec les membres de l'opposition démocratique au Venezuela et avec les représentants de ses institutions légitimes afin de contribuer au processus de transition démocratique. Le 23 janvier n'est donc qu'une nouvelle étape, mais une étape essentielle pour contribuer à la renaissance du Venezuela. Nous travaillons déjà avec le Président par intérim pour lui permettre de s'acquitter des tâches que les Vénézuéliens attendent de lui.

Il est essentiel que le Conseil de sécurité et tous les membres présents aujourd'hui se penchent sur la situation au Venezuela, non seulement parce qu'elle pourrait faire planer des menaces réelles et immédiates sur la paix et la sécurité en Amérique latine et dans les Caraïbes, mais aussi parce qu'elle exige d'urgence des mesures collectives.

La détérioration croissante de la situation politique, économique et sociale au Venezuela n'est pas nouvelle et constitue, depuis ces dernières années, une source de vive préoccupation pour le Gouvernement brésilien et d'autres pays de la région. Le Venezuela est l'aboutissement d'une dictature qui a sacrifié son peuple pour se maintenir au pouvoir. Face à une situation intenable marquée par la faim, les pénuries, la mauvaise gouvernance, la désorganisation et l'insécurité, de nombreux Vénézuéliens n'ont eu d'autre choix que fuir leur pays. Ils ont été accueillis à bras ouverts au Brésil et dans d'autres pays de la région et ailleurs, mais je suis certain qu'ils auraient préféré rester chez eux, avec leur famille, dans leur pays.

La démocratie représentative au Venezuela n'est qu'un lointain souvenir, en particulier la séparation des pouvoirs. Tout récemment encore, un État policier régnait dans ce pays, avec des centaines de prisonniers politiques et des assassinats d'opposants, y compris pendant leur détention, le tout dans un contexte où la presse indépendante était muselée et où les Vénézuéliens étaient privés du droit à l'information.

Le régime Maduro est à l'origine d'une crise économique d'une ampleur sans précédent qui défie toutes les méthodes d'évaluation et de comparaison.

Les chiffres du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale font état d'une baisse de plus de 35 % du produit intérieur brut depuis 2013. Le FMI prévoit une aggravation sensible de l'hyperinflation au Venezuela, avec un taux estimé à 1 300 000 % en 2018. Selon la Banque mondiale, les réserves internationales du Venezuela s'élèvent à environ 9 milliards de dollars et la dette extérieure du pays pourrait atteindre 140 milliards en 2018, soit trois fois plus qu'en 2017.

Il est essentiel qu'ici, au Conseil de sécurité, nous mesurions avec précision la gravité de la situation. Le Venezuela et son peuple n'ont pas seulement été étouffés par une dictature brutale et corrompue, ils ont été soumis à un régime lié à la criminalité organisée, au trafic de drogue, au blanchiment d'argent et aux organisations terroristes. Ce mélange explosif représente un risque pour le Venezuela et pour nous tous, avec des conséquences imprévisibles pour la paix et la sécurité.

Il nous revient dès lors de contribuer au rétablissement rapide et complet de la démocratie représentative et de la primauté du droit au Venezuela, afin que les Vénézuéliens puissent s'engager dans une nouvelle voie. Le Brésil est tout à fait conscient que cela ne se fera pas sans une pression internationale et une aide internationale croissantes.

Ne soyons pas naïfs. Ceux qui se maintiennent depuis longtemps au pouvoir dans le pays s'y trouvent bien, et ils resteront convaincus qu'ils peuvent continuer à semer le chaos tant qu'ils ne seront pas confrontés à une pression collective de notre part. Cette pression peut revêtir différentes formes en fonction des diverses étapes réglementaires et des caractéristiques spécifiques des relations de chaque pays avec le Venezuela, mais une pression croissante s'impose. Le Brésil et de nombreux pays ont déjà apporté leur contribution dans ce sens et poursuivront dans cette voie.

Je tiens à rappeler qu'en août 2017, après avoir conclu qu'il y avait eu violation de l'ordre démocratique au Venezuela, le Brésil et les autres partenaires du bloc ont mis en œuvre le Protocole d'Ushuaia relatif à l'engagement démocratique dans le MERCOSUR, la République de Bolivie et la République du Chili, et décidé de suspendre le Venezuela de tous ses droits et obligations en tant qu'État partie.

Par la suite, le Gouvernement brésilien a jugé totalement illégitime le processus électoral qui s'est déroulé au Venezuela, le 20 mai 2018. Ces élections n'ont pas permis la participation de tous les acteurs politiques



du pays ni respecté les garanties et les règles minimales requises pour un processus libre, juste et transparent. De plus, ces élections ont eu lieu en l'absence d'observateurs internationaux indépendants. C'est pourquoi le Brésil s'est joint aux pays du Groupe de Lima pour publier, le 4 janvier, une déclaration considérant comme illégitime le mandat présidentiel de Nicolás Maduro, qui a débuté le 10 janvier. Le Gouvernement brésilien et les pays du Groupe de Lima ont reconnu l'Assemblée nationale, légitimement élue le 6 décembre 2015, comme le seul organe constitutionnel démocratiquement élu au Venezuela. À partir de là, la prochaine étape importante était de reconnaître le Président Guaidó et de commencer à travailler avec lui. Nous sommes ici aujourd'hui pour réaffirmer notre position et solliciter l'appui d'autres membres.

Certains pays n'ont pas encore reconnu Guaidó et prônent le dialogue avec l'ancien régime. Le Brésil est favorable au dialogue avec le Président par intérim Guaidó et avec l'opposition démocratique au Venezuela. Toutefois, le Brésil est fermement opposé à tout dialogue, sous quelque forme que ce soit, avec Nicolás Maduro et ses complices. Nous savons très bien ce que Maduro entend par dialogue. Pour lui, c'est une autre façon de gagner du temps et de poursuivre sa campagne d'oppression des Vénézuéliens et de déconstruction du Venezuela.

Le seul dialogue possible est celui qui accélérera le processus de transition démocratique déjà en cours – le dialogue avec Guaidó et tous ceux qui sont attachés à la démocratie et aux intérêts du Venezuela et de son peuple.

Le Brésil est convaincu que seul le rétablissement rapide et total de la démocratie et le respect des droits de l'homme permettront de s'attaquer aux causes de la crise politique, économique, sociale et humanitaire que connaît notre voisin du nord. Le Brésil appuiera pleinement le processus de transition, tant sur le plan politique qu'économique, afin que la démocratie et la paix sociale puissent revenir au Venezuela. Le Brésil ne doute pas que les autres membres du Conseil et de l'Organisation feront de même.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Uruguay.

**M. Rosselli Frieri** (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Je tiens à vous remercier, Monsieur le Ministre, de présider ce matin la présente séance du Conseil de

sécurité. Je remercie également M<sup>me</sup> Rosemary DiCarlo de son exposé très concis et complet.

Je tiens tout d'abord à réitérer la position précédemment exprimée par l'Uruguay, à savoir que la question du Venezuela n'est pas inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité et que ce dernier n'est pas l'organe le mieux à même d'examiner la situation dans ce pays frère.

De même, l'Uruguay réaffirme la pertinence et la validité du paragraphe 2 de l'Article 52 de la Charte des Nations Unies – au titre du Chapitre VIII, intitulé « Arrangements régionaux » – qui dispose que :

« Les Membres des Nations Unies qui concluent ces accords ou constituent ces organismes doivent faire tous leurs efforts pour régler d'une manière pacifique, par le moyen desdits accords ou organismes, les différends d'ordre local, avant de les soumettre au Conseil de sécurité. »

Le Gouvernement uruguayen suit de très près l'évolution de la situation politique, économique et sociale au Venezuela et réaffirme une fois de plus que la pire solution possible pour le peuple vénézuélien serait d'accentuer son isolement au niveau international. Dans cet esprit, il y a quelques jours, le Gouvernement uruguayen, de concert avec le Gouvernement mexicain, a lancé un appel à toutes les parties concernées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en vue d'apaiser les tensions et prévenir toute escalade de la violence. Conformément aux principes du droit international, les deux gouvernements ont exhorté toutes les parties prenantes à trouver une solution pacifique et démocratique à la situation complexe au Venezuela et ont proposé un nouveau cycle de négociations ouvert à tous et sérieux respectant pleinement la primauté du droit et les droits de l'homme. Les deux gouvernements ont réaffirmé leur plein appui, leur engagement et leur volonté d'œuvrer ensemble pour la stabilité et le bien-être du peuple vénézuélien et pour la paix dans leur pays.

Mais il n'y aura ni stabilité ni paix au Venezuela en l'absence d'un accord politique entre les différentes parties prenantes qui soit le fruit d'un processus de dialogue large et pleinement inclusif associant le Gouvernement, l'ensemble des acteurs politiques et la société civile. Le dialogue ne se résume pas une succession de monologues, il exige que l'on écoute l'autre partie, que l'on comprenne ses points de vue et que l'on recherche un terrain d'entente. Le Gouvernement uruguayen exhorte à nouveau toutes les parties à suivre cette voie dans le plus strict respect des droits de l'homme et

en tenant compte des intérêts légitimes de l'ensemble du peuple vénézuélien.

J'aimerais, pour terminer, souligner la façon dont les pays d'Amérique latine ont réagi au triste phénomène de la migration massive des citoyens vénézuéliens, en ouvrant leurs portes et leurs sociétés, sans repousser les migrants à la frontière ni construire de mur. L'Uruguay réaffirme avec force sa volonté de faire respecter le droit international, de régler de manière pacifique les différends et de renforcer la démocratie et l'égalité juridique des États. Par ailleurs, quelles que soient les circonstances, l'Uruguay n'appuiera jamais, en aucune circonstance, une intervention armée dans un pays de la région comme prétendue solution à une crise interne.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Costa Rica.

**M. Carazo** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Comme je l'ai dit par ailleurs, j'ai accompli une partie de mes études secondaires au Venezuela.

Dans une démocratie, la volonté du souverain s'exprime dans le cadre de processus électoraux libres, ouverts et vérifiables. Comme le Costa Rica l'a déjà indiqué à plusieurs reprises, le processus électoral mené au Venezuela le 20 mai 2018 était dépourvu de toute légitimité dès lors qu'il s'est effectué sans la participation de tous les acteurs politiques vénézuéliens, la présence d'observateurs internationaux indépendants, et sans offrir les garanties et règles internationales requises pour que le processus puisse être considéré comme démocratique, libre, juste et transparent. Le Costa Rica réaffirme donc aujourd'hui qu'il ne reconnaît pas la légitimité du Gouvernement entré en fonction le 10 janvier.

Privé de cette capacité démocratique, le 23 janvier, le peuple vénézuélien a une fois de plus exprimé ses aspirations à la paix et à la réconciliation. Voilà pourquoi le Costa Rica a approuvé les mesures transitoires adoptées par l'Assemblée nationale vénézuélienne. Le Costa Rica appuie les mesures prises en vue de la tenue d'élections libres, régulières et transparentes, dans le respect des règles internationales et dans les délais prévus par la Constitution vénézuélienne.

Fidèle à sa volonté de promouvoir la démocratie et la primauté du droit et conscient de la nécessité de respecter les droits de l'homme partout dans le monde, conformément au droit international, le Costa Rica s'associe pleinement à la communauté internationale pour appeler à tout mettre en œuvre afin de rétablir dans les meilleurs délais l'ordre constitutionnel au Venezuela et

lui permettre de retrouver le chemin de la paix, de la démocratie et du rétablissement de sa prospérité, dans l'intérêt de son peuple. Nous réaffirmons que toute solution à la crise doit venir des Vénézuéliens eux-mêmes et être recherchée par des moyens pacifiques et un dialogue sans exclusive.

Le Costa Rica continuera de suivre l'évolution de la situation au Venezuela afin de mettre un terme aux violations graves et systématiques des droits de l'homme de la population vénézuélienne et de restaurer rapidement la démocratie et la primauté du droit, comme une réalité et non comme un simple souhait.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Dominique.

**M<sup>me</sup> Bannis-Roberts** (Dominique) (*parle en anglais*) : Le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique tient à exprimer sa vive préoccupation face à l'évolution récente de la situation en République bolivarienne du Venezuela et aux conséquences alarmantes des événements qui s'y déroulent. Le Commonwealth de la Dominique appuie fermement le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de tout État souverain.

Des élections ont eu lieu en République bolivarienne du Venezuela, le 20 mai, conformément à la Constitution. Ces élections ont reconduit dans ses fonctions le Président Nicolás Maduro, dûment élu à la présidence de la République bolivarienne du Venezuela. Dans ses déclarations et par ses actes, le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique respecte pleinement la volonté du peuple de toute nation souveraine telle qu'elle s'exprime dans le cadre du processus électoral. Conformément aux règles acceptées régissant les résultats des élections dûment tenues, le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique a accepté les résultats et reconnaît le Gouvernement réélu de la République bolivarienne du Venezuela.

Le Commonwealth de la Dominique est préoccupé par les expressions de soutien à un gouvernement de transition au Venezuela et par les déclarations d'illégitimité du Gouvernement de Nicolás Maduro. Nous tenons à exprimer publiquement notre opposition à une telle position. La reconnaissance d'un gouvernement auto-proclamé en dehors du processus électoral constitue un rejet clair de la volonté du peuple. Il ne saurait y avoir de gouvernement parallèle au Venezuela.

Cette reconnaissance ne réaffirme pas le droit du peuple vénézuélien à la paix et à la démocratie, elle ouvre au contraire la porte à la confusion et aux troubles

civils. Au lieu de cela, la communauté internationale devrait déployer des efforts pour aider à construire la paix, promouvoir la réconciliation et contribuer à une solution qui n'entraînera pas d'effusions de sang.

Nous maintenons que, pour régler pacifiquement la situation en République bolivarienne du Venezuela, un dialogue doit s'instaurer entre les parties. Le Commonwealth de la Dominique est disposé, avec d'autres États animés des mêmes intentions, à offrir ses bons offices pour contribuer à cette fin. Nous prions donc instamment les États Membres de faire preuve de prudence et de laisser la prudence guider notre action.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'El Salvador.

**M. Escalante Hasbún** (El Salvador) (*parle en espagnol*) : Je trouve regrettable qu'un pays d'Amérique latine et des Caraïbes fasse l'objet d'un débat au sein du Conseil de sécurité. Je fais cette observation indépendamment des vues que les membres du Conseil de sécurité pourraient avoir - et, plus important encore, celles que les membres de l'Assemblée générale pourraient avoir - sur la question de savoir s'il est justifié ou non que le Conseil de sécurité se saisisse de la question X, Y ou Z.

Je crois comprendre que je suis l'un des derniers orateurs inscrits sur la liste pour aujourd'hui, aussi je vais tâcher d'être extrêmement bref et d'aller droit au but, tout en respectant le week-end de chacun. Je tiens tout d'abord à saluer la présence du Ministre Jorge Arreaza, du Venezuela. Nous voudrions une fois de plus réitérer ici même un point qui a déjà été soulevé par mes autorités nationales, à savoir, exprimer notre profonde préoccupation face à une nouvelle escalade de l'affrontement politique qui menace la stabilité et le développement de notre pays frère, le Venezuela.

Une fois de plus, nous réitérons que c'est avant tout au Gouvernement et aux autres forces politiques vénézuéliennes qu'il revient de trouver une solution à tout problème ou différend au sein de la société nationale, et il est impératif de s'appuyer sur le processus politique et de relancer le dialogue pour parvenir à un accord. En tant qu'État responsable, membre de la communauté internationale et Membre fondateur de l'ONU, El Salvador réaffirme que le règlement pacifique des différends et le plein respect des principes de non-intervention et de souveraineté des États, ainsi que l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force, sont les meilleurs moyens de surmonter toutes les difficultés auxquelles est confronté le Venezuela et de contribuer à

la stabilité régionale, si essentielle au développement et au bien-être des peuples de la région.

Enfin, nous rappelons que le Gouvernement salvadorien appuie l'initiative diplomatique des pays qui sont déterminés à instaurer la paix et la stabilité dans la région, promeuvent le règlement politique et pacifique des différends au Venezuela et espèrent apporter une contribution à cet égard.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Honduras.

**M<sup>me</sup> Flores** (Honduras) (*parle en anglais*) : Ma délégation vous félicite, Monsieur le Président, d'avoir convoqué ce débat fort opportun sur la situation au Venezuela pour examiner les événements récents alors que sévit une crise politique et humanitaire qui a poussé plus de 3 millions de réfugiés et de migrants à quitter le pays depuis 2015. Ceux qui restent sont exposés à la menace d'une escalade du conflit, que les membres du Conseil de sécurité sont aujourd'hui appelés à prévenir, tout en prenant les mesures qui s'imposent pour protéger la population vénézuélienne.

En ce qui concerne le principe de non-intervention, la Charte démocratique interaméricaine a créé des mécanismes d'action collective en cas d'interruption soudaine ou irrégulière du processus démocratique politique institutionnel afin de réagir rapidement pour défendre la démocratie. À cette fin, le Conseil permanent de l'Organisation des États américains a adopté une résolution dans laquelle il refuse de reconnaître la légitimité du nouveau mandat de Nicolás Maduro, qui a débuté le 10 janvier, et appelle à organiser un nouveau processus électoral qui reflèterait la volonté du peuple vénézuélien. Tous les États membres de l'Organisation des États américains sont appelés à adopter, conformément au droit international et à leur législation nationale, des mesures diplomatiques, politiques, économiques et financières, le cas échéant, pour contribuer au prompt rétablissement de l'ordre démocratique au Venezuela et appuyer d'autres mesures permettant l'accès à l'aide humanitaire.

Comme le prévoit la Constitution vénézuélienne, le Président de l'Assemblée, Juan Guaidó, a accédé aux fonctions de Président par intérim du Venezuela dans le contexte d'une gigantesque manifestation de soutien organisée par les citoyens vénézuéliens et a été reconnu par plusieurs États de la région, le Groupe de Lima et la communauté internationale, qui accompagnent la démocratie et ont bon espoir que le Venezuela sera en

mesure de lancer prochainement un processus électoral crédible.

En réaction à ces mesures prises au titre de la restauration de l'ordre constitutionnel, les tensions se sont aggravées et des violations graves des droits de l'homme ont été dûment signalées. Sans minimiser le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies relatif aux accords régionaux et à leur rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité a la responsabilité de lutter contre les menaces à la paix et à la sécurité internationales. Étant donné que l'ensemble de notre région et de ses habitants sont touchés par la crise prolongée au Venezuela et la détérioration de l'état de droit, de la stabilité, de la sécurité et des garanties et libertés élémentaires, nous demandons au Conseil de sécurité d'examiner cette question promptement et avec diligence.

Dans l'intérêt de la jeunesse et de la prospérité des générations futures, nous devons passer sans attendre d'une culture de déni et d'indifférence face aux problèmes urgents qui requièrent la mobilisation et l'attention de l'ONU à une nouvelle prise de conscience fondée sur le plein respect des droits de l'homme.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'Antigua-et-Barbuda.

**M. Webson** (Antigua-et-Barbuda) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à vous féliciter, Monsieur le Président, pour la manière dont vous présidez cet organe depuis le début du mois de janvier. Mon pays, Antigua-et-Barbuda, est très fier qu'un petit État dirige de façon exemplaire les travaux du Conseil de sécurité ce mois-ci.

Nous ne pouvons pas, et personne ne le peut, qualifier la situation au Venezuela autrement que de grave. La situation du Gouvernement et du peuple vénézuéliens revêt une grande importance pour ma région et mon pays. Nous n'acceptons pas et ne permettons pas que la promesse née de la zone de paix dans notre région s'effondre.

Le monde regorge d'exemples où une ingérence étrangère dans des pays tiers pour tenter d'instaurer ou d'imposer la paix s'est soldée par l'incertitude, la désorganisation et le chaos persistants, faisant qu'à ce jour ces pays n'ont toujours pas retrouvé la paix. La Charte des Nations Unies est claire en ce qui concerne la promotion de la paix internationale et le respect de la souveraineté. La Charte stipule également que les États Membres doivent s'abstenir de recourir à la menace ou

à l'emploi de la force. Toute déclaration unilatérale de soutien à telle ou telle partie et toute intervention injustifiée ou non sollicitée dans les affaires intérieures de la République bolivarienne du Venezuela n'ont d'autre effet que de compromettre le processus de consolidation de la paix, ce qui exige de notre part une attention totale et urgente.

Mon gouvernement condamne donc toute force extérieure qui s'ingère dans les affaires intérieures du Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela, ainsi que toute tentative par quelque entité politique nationale que ce soit de s'adjuger le pouvoir autrement qu'en suivant le processus constitutionnel, qui s'applique à tous. Ma région et mon gouvernement dans les Caraïbes connaissent une paix relative. Nous continuons de donner la priorité à notre zone de paix. Dans notre région, nous promouvons la fraternité, et c'est pourquoi le Gouvernement et le peuple antillais et barbudais, tout comme les gouvernements et les autres dirigeants de la Communauté des Caraïbes – comme cela a été mentionné tout à l'heure – continuent de s'employer à faciliter le dialogue ainsi qu'un processus de paix qui permettra au Gouvernement vénézuélien de reprendre et poursuivre les fonctions légitimes que lui confère le résultat de l'élection de mai 2018.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Panama.

**M<sup>me</sup> Quiel Murcia** (Panama) (*parle en espagnol*) : La République du Panama participe à cette séance d'urgence du Conseil de sécurité pour exprimer une fois de plus sa préoccupation croissante face à la gravité de la situation politique, économique, sociale et humanitaire au Venezuela. Dans l'esprit de la recherche d'une solution pacifique et démocratique à la crise et du rétablissement de l'ordre démocratique, le Gouvernement de la République du Panama a officiellement reconnu le Président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, en tant que Président par intérim de la République bolivarienne du Venezuela. Maintenant que le mandat légitime du Gouvernement de Nicolás Maduro est terminé, le Panama est en faveur d'un processus pacifique de transition démocratique, qui ouvre la voie à des élections justes, avec la participation équitable de tous les acteurs politiques. De ce fait, nous rejetons également tout acte de violence et de répression qui porte atteinte aux droits des Vénézuéliens et à la sécurité du Venezuela, et, par conséquent, de notre région.

Dans cette optique, le Panama a exprimé son ferme appui aux mesures adoptées dans le but de



demander une aide humanitaire internationale ainsi que la libération des prisonniers politiques. De même, nous regrettons profondément les pertes en vies humaines qui ont été à déplorer parmi les citoyens qui exerçaient leur droit de manifester, et nous condamnons les actes de violence dans toutes leurs manifestations et quels qu'en soient les auteurs.

Nous sommes véritablement inquiets de la situation au Venezuela, et cette inquiétude ne peut être interprétée comme une ingérence dans les affaires intérieures du pays, car nous avons été témoins de l'exode massif et continu de Vénézuéliens qui traversent leurs frontières pour chercher refuge dans notre pays. Les rapports officiels indiquent, comme cela a été dit dans cette salle, qu'il s'agit de la plus grave crise migratoire de ce type dans l'histoire récente de l'Amérique latine. La présente séance a lieu après de nombreux efforts déployés en vain par les instances régionales, mais nous continuerons de les promouvoir dans l'objectif de trouver une solution pacifique, qui soit dans l'intérêt du peuple vénézuélien.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : La représentante de Cuba a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne la parole.

**M<sup>me</sup> Rodríguez Camejo** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Nous avons à nouveau demandé la parole pour répondre aux interventions calomnieuses du Secrétaire d'État des États-Unis, M. Michael Pompeo, et de M. Elliott Abrams, que, je le répète, nous rejetons catégoriquement.

En guise de réponse, j'oserais simplement demander à M. Pompeo ou à son représentant dans cette salle s'il n'est pas certain que la tentative d'imposer aux Vénézuéliens un président illégitime, que personne ne connaissait il y a quelques jours encore, a été orchestrée et encouragée depuis Washington. N'est-ce pas son gouvernement qui avait organisé et immédiatement reconnu la junte putschiste, qui, pendant quelques heures, avait pris le pouvoir au Venezuela en avril 2002, au prix de nombreuses vies? N'est-ce pas son gouvernement qui a, pendant des années, imposé au Venezuela une guerre économique incessante pour nuire au niveau de vie de la population, limiter son potentiel de développement et causer des souffrances et une instabilité sociale?

La délégation des États-Unis d'Amérique doit préciser si ce n'est pas son gouvernement qui a délibérément saboté les perspectives d'une solution négociée en République dominicaine, lorsque le Gouvernement bolivarien et les représentants de l'opposition s'apprêtaient

à ratifier un accord négocié et mutuellement acceptable. La délégation des États-Unis d'Amérique doit également préciser à ceux qui l'encouragent à le faire aujourd'hui quelle sera son attitude et quelle responsabilité elle assumera si ses actes irresponsables provoquaient au Venezuela et dans l'ensemble de la région une instabilité incontrôlable, dont les victimes seront les peuples.

La coopération solidaire de Cuba avec le Venezuela, comme celle que notre pays apporte à quasi tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et à de nombreux autres pays de ce que l'on appelle le tiers-monde, a pour but principal de contribuer aux services essentiels pour la vie, surtout la santé et l'éducation. Toutes les personnes ici présentes, y compris les représentants des États-Unis eux-mêmes, le savent très bien. L'Organisation le reconnaît, comme de nombreuses agences spécialisées du système des Nations Unies. Prétendre le contraire, comme l'a fait ce matin le Secrétaire d'État, constitue une attaque grossière contre la vérité et démontre que son gouvernement n'a que peu de respect pour le Conseil et l'Organisation des Nations Unies.

Je le répète, aussi bien M. Pompeo que M. Abrams mentent délibérément, et ils ignorent en outre le fait que la République bolivarienne du Venezuela est une nation libre, souveraine et indépendante, qui prend ses propres décisions. Le Venezuela n'est et ne pourrait être le satellite de personne. Il a ses propres institutions et un peuple qui appuie, à l'écrasante majorité, la révolution bolivarienne et chaviste, ainsi que son président constitutionnel, Nicolás Maduro Moros.

Nous répétons que la principale menace à la paix et à la sécurité dans notre région, ce sont l'interventionnisme des États-Unis d'Amérique, le retour à la doctrine de Monroe et le harcèlement de la République bolivarienne du Venezuela dans l'intention déclarée de provoquer un changement de régime et dans l'objectif impérialiste de piller la première réserve de pétrole de la planète. N'oublions pas que les États-Unis, et non Cuba, ont établi des dictatures militaires et ont organisé des coups d'État sanglants en Amérique latine. C'est le Gouvernement des États-Unis, et non le Gouvernement cubain, qui intervient sans scrupules dans les processus électoraux et dans les affaires intérieures de la plupart des États de la planète. Ils tentent de renverser par la force le Gouvernement légitime de la République bolivarienne du Venezuela, et ils utilisent contre elle une campagne de diffamation brutale, ainsi que la menace militaire, tout en appelant à la violence et au coup d'État.

Je suggère au Secrétaire d'État Michael Pompeo de revoir ses cours d'histoire, et de ne pas blâmer les autres pour les tentatives des États-Unis d'Amérique d'exercer leur domination impériale dans notre Amérique, en invoquant de nouveau la doctrine de Monroe vétuste, agressive et dangereuse, ainsi que la diplomatie de la canonnière.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le Ministre du pouvoir populaire pour les relations extérieures de la République bolivarienne du Venezuela, M. Arreaza, a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne la parole.

**M. Arreaza** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Je voudrais simplement répondre à certaines choses qui ont été dites cet après-midi.

Tout d'abord, on aura bien compris que si, dans notre première intervention, nous avons mentionné l'allocution du Président Trump au débat général de l'Assemblée générale en 2018 (voir A/73/PV.6), c'était pour dénoncer le fait que c'est depuis la tribune du multilatéralisme, de la légalité du droit international, que le Président Trump a redonné effet à la doctrine de Monroe, qui considère notre Amérique comme son arrière-cour, comme une zone d'influence exclusive des États-Unis. Ensuite, dans sa présentation de la nouvelle doctrine de sécurité nationale des États-Unis, il l'a répété, et, dans ce contexte, cela constitue une menace militaire en vigueur contre la République bolivarienne du Venezuela. Si cela n'est pas un fait condamnable par l'Organisation des Nations Unies, par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité, alors nous ne savons pas ce qui est en réalité condamnable par ces institutions.

Le Venezuela a trois satellites : un satellite de télécommunications et deux satellites d'observation terrestre, grâce à notre coopération avec la République populaire de Chine. Le Venezuela remercie Cuba de tout son cœur d'avoir fourni du personnel pour apporter santé, éducation et vie aux Vénézuéliens à l'époque où nous n'avions pas, contrairement à aujourd'hui, toute cette armée de médecins et de professionnels. Grâce à la révolution cubaine, au commandant Fidel Castro, à Raul Castro et aujourd'hui à Miguel Díaz-Canel Bermúdez, nous avons pu former ces professionnels pour garantir bien-être et bonheur à notre peuple.

Il y a quelques mois, le 4 août, il y a eu lieu une tentative d'assassinat contre le Président Maduro, lors d'une manifestation publique. Des individus en

provenance de la Colombie, de Miami et des États-Unis ont pris part à cette tentative d'assassinat qui a échoué. Il y avait parmi eux un journaliste péruvien qui vit aux États-Unis, qui a dit qu'il avait assisté à des réunions préalables et avait voulu les aider pour acheter davantage de drones pour assassiner le Président Maduro, tout le haut commandement politique et militaire et les autorités publiques du Venezuela à l'occasion de l'anniversaire de la Garde nationale bolivarienne.

Nous avons demandé à la Colombie et aux États-Unis d'extrader les individus responsables de cette tentative d'assassinat. Nous avons indiqué même à la Colombie l'endroit précis – à savoir la municipalité de Chinácota et la ferme d'Atlanta –, quels sont ces individus, quel est l'agent de l'immigration qui avaient facilité le passage de ces individus, des drones et des explosifs. Nous leur avons donné toutes les informations, mais nous n'avons reçu aucune réponse. Au lieu de cela, ils ont offert le statut de réfugié à ceux qui avaient planifié cet assassinat. Rien de tout cela n'a été mentionné ni condamné ici.

Nous voudrions également dire à la Colombie, à son peuple et à ses autorités que même s'ils nous insultent, nous ignorent et refusent de communiquer avec nous, la révolution bolivarienne et le Président Maduro seront toujours à la disposition du peuple et des institutions colombiens pour instaurer la paix dans ce pays – théâtre du dernier conflit armé sur notre continent, un conflit lié directement à la production de drogue, au traitement et à l'exportation de cocaïne, entre autres drogues. Nous sommes au service de la Colombie pour poursuivre notre coopération et instaurer une paix durable, dans le cadre de tous les processus de négociation.

Les États-Unis ont plus de 800 bases militaires dans le monde, dont 70 en Amérique latine. Nous n'en avons aucune. Notre Constitution – que tout le monde a mentionnée ici en disant qu'il est possible d'investir illégalement un autre Président – interdit les bases militaires étrangères. Ce que nous avons, c'est la coopération militaire. Les États-Unis ont mis fin à leur coopération militaire avec nous il y a 15 ou 16 ans. Toutefois, la Russie, la Chine et d'autres pays nous ont proposé de coopérer avec eux sur le plan militaire, et c'est notre droit souverain de protéger notre intégrité territoriale, notre peuple et notre souveraineté. Notre but n'est pas d'attaquer qui que ce soit ni de mettre qui que ce soit en danger.

Nous avons organisé 25 élections au Venezuela en 20 ans. La révolution bolivarienne a

remporté 23 élections, et s'agissant des deux élections que nous avons perdues, nous avons immédiatement accepté notre défaite. Le système électoral qui a été utilisé, les autorités électorales qui ont organisé l'élection de l'Assemblée nationale en décembre 2015 sont les mêmes. Il y a même encore plus de garanties parce qu'à la demande de la République dominicaine, nous avons mis en place davantage de garanties de sécurité dans le système électoral qui a élu le Président Maduro l'an dernier.

L'opposition vénézuélienne n'a pas pu se mettre d'accord sur un seul candidat. Ils ont fait pression sur les candidats pour qu'ils ne participent pas aux élections, et ils ne faisaient aucun cas des élections depuis janvier, mais certains y ont participé. Il y a eu une élection constitutionnelle légale qui a abouti à un mandat populaire dont nous ne pouvons pas faire fi tout simplement. Cela reviendrait à faire fi de notre Constitution. Je ne pense pas que l'on veuille faire fi du mandat populaire octroyé par près de 10 millions de Vénézuéliens qui ont voté l'an dernier.

On a parlé ici de la migration des Vénézuéliens. Comme je l'ai déjà dit, cette migration existe, mais elle n'est pas d'une aussi grande ampleur et portée. Je remercie les pays qui ont accueilli des migrants vénézuéliens et je leur demande de partager des informations avec nous afin que nous puissions corroborer les informations concernant le nombre de migrants, où ils se trouvent, comment nous pouvons les aider et comment nous pouvons continuer à développer notre plan de retour pour qu'ils puissent revenir dans le pays. Cependant, on a aussi parlé ici de réfugiés et on accorde oralement le statut de réfugié à des millions d'individus. Comment cela est-il possible? Qui dit qu'ils sont des réfugiés? Nous devons être rigoureux s'agissant des termes que nous utilisons.

Il y a une migration économique qui est en grande partie due au blocus et à la persécution commerciale des États-Unis contre le Venezuela. Il serait peut-être bon d'inviter l'ancien Premier Ministre de l'Espagne, M. José Luis Rodríguez Zapatero, pour qu'il explique ce qu'il en est du processus de dialogue au Venezuela, des garanties électorales qui ont été données et des raisons pour lesquelles l'accord entre les parties – qui aurait permis d'instaurer la paix – n'a pas été signé. Il nous expliquerait pourquoi ceux qui ne l'ont pas signé sont aujourd'hui à la tête d'un coup d'État au Venezuela.

C'est une lourde responsabilité que de reconnaître des gouvernements non constitutionnels. Ceux

qui veulent faire sont en train de créer une situation dangereuse, de commettre une erreur, de s'engager dans une nouvelle phase du droit international. Nous les invitons à réfléchir. Nous invitons l'Europe à réfléchir. L'Europe devrait mettre à profit cet ultimatum de huit jours qu'elle veut nous donner pour réfléchir. Peut-être que dans huit jours, l'Europe pourra respecter la Constitution du Venezuela et appuyer un processus de dialogue dans des conditions d'égalité, dans le respect de la souveraineté du Venezuela, comme il se doit et comme nous le souhaitons tous.

Il y avait 300 observateurs. Je demande qu'on nous présente un rapport des observateurs électoraux au Venezuela qui affirme que les élections ont été frauduleuses ou qu'il y a eu des problèmes dans un état quelconque, avec les machines à voter. Nous devons discuter en nous basant sur quelque chose, sur la science, nous devons discuter franchement, avec rigueur. Nous avons suivi ce qui a été dit ici, et c'est toujours le même refrain. On a parfois l'impression que certaines délégations donnent lecture de déclarations qu'on leur a dictées, parce que je sais qu'elles ne partagent pas ces points de vue. C'est très malheureux parce qu'on porte atteinte à la souveraineté de pays frères sur notre continent.

Comme je l'ai dit il y a un peu plus de deux heures, le Gouvernement équatorien nous avait refusé l'autorisation de vol nécessaire pour rapatrier les immigrants vénézuéliens qui, fuyant la persécution orchestrée par le Président Lenin Moreno Garcés contre les Vénézuéliens, s'étaient réfugiés dans notre ambassade et nos missions diplomatiques en Équateur. J'avais dit que cette autorisation n'avait pas été accordée hier, comme cela devait être fait, ni ce matin. Toutefois, le Bureau du Défenseur du peuple en Équateur est intervenu et le Ministère équatorien des relations extérieures a finalement donné l'autorisation nécessaire. Nous pouvons aller chercher nos compatriotes.

Le Venezuela est en paix. On n'a pas pu provoquer une guerre au Venezuela. Le Venezuela défendra sa souveraineté et aura toujours recours au dialogue. Au Venezuela, le peuple, les travailleurs, les syndicats, les agriculteurs, les conseils locaux, les forces vives et les hommes d'affaires sont en faveur de la souveraineté et de la paix. Nous demandons qu'aucun pays ni aucun organisme n'essaie de violer notre souveraineté pour inciter à la guerre et donner au Président Donald Trump le prétexte qu'il semble chercher pour déclencher une guerre.

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le Ministre des relations extérieures de la Colombie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne la parole.

**M. Trujillo García** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Je voudrais faire une brève déclaration, car il a été fait spécifiquement référence à la situation interne en Colombie. Je voudrais simplement saisir cette occasion pour remercier une fois de plus le Conseil de sécurité de son appui à l'unanimité au rapport présenté par le Secrétaire général (S/2018/1159) sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable, signé par le précédent Gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire. Ce rapport a bénéficié d'un soutien unanime, et je tenais à saisir cette occasion pour en remercier le Conseil de sécurité.

Je voudrais également réitérer la volonté du Gouvernement colombien de s'acquitter de ses obligations en matière de lutte contre le terrorisme, au titre de la résolution 1373 (2001).

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne la parole.

**M. Nebenzia** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je suis conscient que les délibérations ont traîné en longueur et je ne veux pas les prolonger outre mesure. Il ne s'agit pas d'un droit de réponse. Je voudrais simplement faire une observation qui, à mon avis, s'impose.

Comme je l'ai dit aujourd'hui, le Secrétaire d'État des États-Unis, Mike Pompeo a affirmé que la position de son pays est partagée par la majorité des membres de la communauté internationale et que le régime Maduro n'est soutenu que par cinq pays que j'ai énumérés. Je dois répondre qu'en écoutant les représentants des pays qui ont pris la parole aujourd'hui, nous avons compté 11 pays d'Amérique latine qui ont affiché leur soutien au Gouvernement légitime du Venezuela, et 10 pays qui se sont prononcés contre. La représentante de la Barbade

s'est référée à la déclaration conjointe de la Communauté des Caraïbes, qui insiste sur la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays, ainsi que sur le respect de la souveraineté et de l'indépendance des États. Et je n'inclus même pas les membres du Conseil de sécurité qui sont divisés sur cette question.

Tout d'abord, cela confirme ce que j'ai dit tout à l'heure, alors que le Secrétaire d'État Pompeo était encore dans la salle, à savoir qu'il n'y a pas dans le monde autant d'unité qu'il le pense en faveur de sa position. Nous pensons que la majorité est du côté de ceux qui appuient la souveraineté du Venezuela, son indépendance territoriale et la non-ingérence dans ses affaires intérieures.

Deuxièmement, ce que nous voyons aujourd'hui démontre clairement que les États-Unis et leurs alliés n'ont pas été réussi à atteindre leur objectif. Alors, pourquoi avoir convoqué cette réunion? Elle a été utile, parce qu'elle a permis de montrer à nos collègues américains ce qu'est la véritable attitude de la communauté internationale à l'égard de ce qui se passe en République bolivarienne du Venezuela.

Nous le répétons encore une fois : n'aggravons pas les tensions autour du Venezuela. Cessons de proférer des menaces, notamment celle de recourir à la force contre ce pays. Abandonnons ces ultimatums ridicules de huit jours. Quelle est la signification particulière de ces huit jours? Pourquoi pas sept ou 30 jours? Quel est le génie qui a eu l'idée de cette formule de huit jours? Donnons aux Vénézuéliens une chance de régler eux-mêmes leurs problèmes. Si nous pouvons les aider, faisons-les. Mais n'essayons pas de les faire trébucher en chemin.

Nous nous félicitons des initiatives du Mexique et de l'Uruguay, qui ont offert leurs bons offices pour encourager le dialogue entre le Gouvernement et l'opposition. Nous appelons tout le monde à se joindre à cet effort de bonne foi et avec de bonnes intentions, à la différence de l'attitude affichée par certains aujourd'hui.

*La séance est levée à 13 h 50.*